

R4A1
B83
2007/08
1
QL
P. gouv.

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
PLANIFICATION, DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA RECHERCHE**

Revenu

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

**Réponses aux demandes de renseignements
de l'Opposition officielle**

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
PLANIFICATION, DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA RECHERCHE**

Revenu

Québec  
 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

**Réponses aux demandes de renseignements
de l'Opposition officielle**

RYA1
B83
2017/18
1
YL
P. 2017

Lecture on
place

TABLE DES MATIÈRES

Étude des crédits 2007-2008

1) Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

Question 1	Comparaison des crédits déposés	3
Question 2	Organigramme du ministère	21
Question 3	Liste des publications	22
Question 4	Liste des voyages hors Québec	49
Question 5	Missions à l'étranger.....	75
Question 6	Dépenses pour les voyages en avion au Québec et à l'étranger	76
Question 7	Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels	77
Question 8	Liste des sondages et groupes de discussions effectués	82
Question 9	Liste des études commandées.....	83
Question 10	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés.....	84
Question 11	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés à une firme de relations publiques	112
Question 12	Dépenses diverses pour le cabinet ministériel	113
Question 13	Dépenses diverses pour la Direction générale du ministère.....	114
Question 14	Répartition du personnel	115
Question 15	Jours de maladie, heures de travail supplémentaires, jours de vacances et nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.....	120
Question 16	Évolution des effectifs.....	125
Question 17	Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ	126
Question 18	Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin	128
Question 19	Liste des firmes autres que la SIQ de qui sont loués des espaces	129
Question 20	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans le cabinet ministériel et le bureau de circonscription	131
Question 21	Liste du personnel du cabinet du ministre.....	132
Question 22	Liste des sommes versées à même le budget discrétionnaire	134
Question 23	Ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral	140
Question 24	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi.....	141
Question 25	Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge.....	142
Question 26	Planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.....	143
Question 27	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi.....	144
Question 28	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres	145
Question 29	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère	146
Question 30	Liste du personnel par catégories d'emploi qui reçoit une double rémunération	147
Question 31	Liste détaillée du matériel informatique.....	148
Question 32	Liste de tous les abonnements du ministère et le coût de chacun	156
Question 33	Site Internet	160
Question 34	Dépenses effectuées dans les technologies de l'information	164
Question 35	Équité salariale	165
Question 36	Contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État	166

TABLE DES MATIÈRES

Étude des crédits 2007-2008

Question 37	Sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État	167
Question 38	Études commandées sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux.....	168
Question 39	Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État.....	169
Question 40	Services octroyés au Centre de services partagés du Québec	170
Question 41	Économies réalisées grâce au recours au Centre de services partagés du Québec	171
Question 42	Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail	172
Question 43	Budgets consacrés à la sécurité du ministère.....	173
Question 44	Directives à l'égard de la circulation et de la confidentialité de l'information	174
Question 45	Griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles de confidentialité de l'information	175
Question 46	Nominations de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs.....	176
Question 47	Dépenses effectuées pour les tournées ministérielles et sous ministérielles	177
Question 48	Montants déboursés et prévisions pour la mise en place du gouvernement en ligne	178
Question 49	Avis demandés au Commissaire au lobbying par le ministère ou par le cabinet ministériel	180
Question 50	Avis demandés à la Commission d'accès à l'information	181
Question 51	Nombre de demandes d'accès à l'information	182
Question 52	Mandats confiés à chaque adjoint parlementaire.....	183
Question 53	Nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2007	184
Question 54	Cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007	185
Question 55	Cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007	186
Question 56	Nominations effectuées par le ministre	187
Question 57	Liste et montants versés à chacun des traités ayant fait affaire avec le ministère	188
Question 58	Parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires	189

TABLE DES MATIÈRES

Étude des crédits 2007-2008

2) Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Question 1	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007	193
Question 2	Liste des membres du conseil d'administration.....	201
Question 3	Prévisions budgétaires et ventilation détaillée des compressions	202
Question 4	Liste et copie des sondages commandés en 2006-2007.....	203
Question 5	Nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat n'a pas été renouvelé	204
Question 6	Nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés	205
Question 7	Nombre d'employés occasionnels et comparaison avec les 4 années précédentes.....	206
Question 8	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la vérification.....	207
Question 9	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la perception fiscale.....	208
Question 10	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la récupération fiscale.....	209
Question 11	Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé à l'extérieur des régions métropolitaines de Montréal et de Québec.....	210
Question 12	Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé dans la ville de Québec.....	211
Question 13	Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé dans la ville de Montréal.....	212
Question 14	Rendement moyen par vérificateur	213
Question 15	Nombre de cadres par rapport au nombre total d'employés.....	214
Question 16	Nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une opposition.....	215
Question 17	Pourcentage des décisions maintenues aux oppositions	216
Question 18	Nombre de déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet.....	217
Question 19	Montants investis dans le développement des services électroniques.....	218
Question 20	Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers reçues via Internet et traitées dans un délai de 14 jours	219
Question 21	Cibles et taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériels	220
Question 22	Avis demandés à la Commission d'accès à l'information	237
Question 23	Ententes interministérielles sur l'accès à l'information.....	238
Question 24	Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire	239
Question 25	Statistiques quant aux bénéficiaires de pensions alimentaires.....	240
Question 26	Pourcentage de dossiers des pensions alimentaires pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.....	241
Question 27	Évolution des effectifs affectés à la perception des pensions alimentaires en ETC.....	242
Question 28	Évolution du budget total du fonds des pensions alimentaires	243
Question 29	Évolution des effectifs totaux du service des pensions alimentaires	244
Question 30	Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS.....	245
Question 31	Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS.....	246
Question 32	Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.....	247
Question 33	Montant perçu en taxes par Revenu Québec	248
Question 34	Somme globale perçue correspondant à la taxe sur les télécommunications, le gaz et l'électricité.....	249
Question 35	Montants payés par chaque municipalité en TVQ	250
Question 36	Études et analyses touchant les divers scénarios de baisses d'impôt et leurs impacts	251

TABLE DES MATIÈRES

Étude des crédits 2007-2008

Question 37	Crédits d'impôt et déductions fiscales pour les particuliers et les sociétés.....	252
Question 38	Nombre moyen de consultations pour un dossier fiscal.....	253
Question 39	Montant de taxe sur le capital prélevé par Revenu Québec	255
Question 40	Part des recettes fiscales totales provenant des sociétés et des particuliers	256
Question 41	Proportion de l'impôt payé pour les particuliers par tranche de revenus	257
Question 42	Suivi du plan ministériel de développement des services électroniques	258
Question 43	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail	260
Question 44	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail, par régions.....	261

TABLE DE CONCORDANCE

Étude des crédits 2007-2008

1) Demande de renseignements généraux de l'opposition officielle

	Questions du deuxième parti d'opposition
Question 1 Comparaison des crédits déposés	
Question 2 Organigramme du ministère	
Question 3 Liste des publications	
Question 4 Liste des voyages hors Québec	Question 1
Question 5 Missions à l'étranger	Question 2
Question 6 Dépenses pour les voyages en avion au Québec et à l'étranger	Question 3
Question 7 Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels	Question 4
Question 8 Liste des sondages et groupes de discussions effectués	
Question 9 Liste des études commandées	
Question 10 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés	Questions 5 et 6
Question 11 Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés à une firme de relations publiques	
Question 12 Dépenses diverses pour le cabinet ministériel	Question 7
Question 13 Dépenses diverses pour la Direction générale du ministère	Question 7
Question 14 Répartition du personnel	Question 8
Question 15 Jours de maladie, heures de travail supplémentaires, jours de vacances et nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	Question 8 et Question particulière 3
Question 16 Évolution des effectifs	Question 8
Question 17 Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ	Question 9
Question 18 Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin	
Question 19 Liste des firmes autres que la SIQ de qui sont loués des espaces	
Question 20 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans le cabinet ministériel et le bureau de circonscription	Question 10
Question 21 Liste du personnel du cabinet du ministre	Question 11
Question 22 Liste des sommes versées à même le budget discrétionnaire	Question 13
Question 23 Ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral	Question 14
Question 24 Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi	Question 15
Question 25 Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge	Question 16
Question 26 Planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels	
Question 27 Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi	Question 17

TABLE DE CONCORDANCE

Étude des crédits 2007-2008

		Questions du deuxième parti d'opposition
Question 28	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres	Question 18
Question 29	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère	
Question 30	Liste du personnel par catégories d'emploi qui reçoit une double rémunération	Question 19
Question 31	Liste détaillée du matériel informatique	
Question 32	Liste de tous les abonnements du Ministère et le coût de chacun	Question 20
Question 33	Site Internet	Question 21
Question 34	Dépenses effectuées dans les technologies de l'information	
Question 35	Équité salariale	
Question 36	Contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État	
Question 37	Sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État	
Question 38	Études commandées sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux	
Question 39	Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État	
Question 40	Services octroyés au Centre de services partagés du Québec	
Question 41	Économies réalisées grâce au recours au Centre de services partagés du Québec	
Question 42	Réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail	
Question 43	Budgets consacrés à la sécurité du ministère	
Question 44	Directives à l'égard de la circulation et de la confidentialité de l'information	
Question 45	Griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles de confidentialité de l'information	
Question 46	Nominations de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs	Question 22
Question 47	Dépenses effectuées pour les tournées ministérielles et sous ministérielles	Question 23
Question 48	Montants déboursés et prévisions pour la mise en place du gouvernement en ligne	Question 24
Question 49	Avis demandés au Commissaire au lobbying par le ministère ou le cabinet ministériel	
Question 50	Avis demandés à la Commission d'accès à l'information	
Question 51	Nombre de demandes d'accès à l'information	Question 25
Question 52	Mandats confiés à chaque adjoint parlementaire	Question 26
Question 53	Nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2007	

TABLE DE CONCORDANCE

Étude des crédits 2007-2008

	Questions du deuxième parti d'opposition
Question 54 Cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007	
Question 55 Cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007	
Question 56 Nominations effectuées par le ministre	
Question 57 Liste et montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec le ministère	
Question 58 Parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires	

NOUVELLES QUESTIONS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION :

Question 6 : Liste de tous les contrats octroyés sans appel d'offres

Question 12 : Comptes de dépenses des ministres et des membres des cabinets ministériels

TABLE DE CONCORDANCE

Étude des crédits 2007-2008

2) *Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle*

		Questions du deuxième parti d'opposition
Question 1	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007	
Question 2	Liste des membres du conseil d'administration	
Question 3	Prévisions budgétaires et ventilation détaillée des compressions	
Question 4	Liste et copie des sondages commandés en 2006-2007	
Question 5	Nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat n'a pas été renouvelé	Question 4
Question 6	Nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés	Question 5
Question 7	Nombre d'employés occasionnels et comparaison avec les 4 années précédentes	Question 6
Question 8	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la vérification	Question 7
Question 9	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la perception fiscale	Question 9
Question 10	Nombre et pourcentage d'employés affectés à la récupération fiscale	Question 10
Question 11	Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé à l'extérieur des régions métropolitaines de Montréal et de Québec	
Question 12	Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé dans la ville de Québec	
Question 13	Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé dans la ville de Montréal	
Question 14	Rendement moyen par vérificateur	
Question 15	Nombre de cadres par rapport au nombre total d'employés	Question 11
Question 16	Nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une opposition	Question 12
Question 17	Pourcentage des décisions maintenues aux oppositions	Question 13
Question 18	Nombre de déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet	Question 14
Question 19	Montants investis dans le développement des services électroniques	Question 15
Question 20	Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers reçues via Internet et traitées dans un délai de 14 jours	Question 16
Question 21	Cibles et taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériels	Question 17
Question 22	Avis demandés à la Commission d'accès à l'information	Question 18
Question 23	Ententes interministérielles sur l'accès à l'information	Question 19
Question 24	Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire	Question 20

TABLE DE CONCORDANCE

Étude des crédits 2007-2008

		Questions du deuxième parti d'opposition
Question 25	Statistiques quant aux bénéficiaires de pensions alimentaires	Question 21
Question 26	Pourcentage de dossiers des pensions alimentaires pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet	Question 22
Question 27	Évolution des effectifs affectés à la perception des pensions alimentaires en ETC	Question 23
Question 28	Évolution du budget total du fonds des pensions alimentaires	Question 24
Question 29	Évolution des effectifs totaux du service des pensions alimentaires	Question 25
Question 30	Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS	Question 26
Question 31	Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS	Question 27
Question 32	Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ	Question 28
Question 33	Montant perçu en taxes par Revenu Québec	Question 29
Question 34	Somme globale perçue correspondant à la taxe sur les télécommunications, le gaz et l'électricité	Question 30
Question 35	Montants payés par chaque municipalité en TVQ	Question 31
Question 36	Études et analyses touchant les divers scénarios de baisses d'impôt et leurs impacts	
Question 37	Crédits d'impôt et déductions fiscales pour les particuliers et les sociétés	Question 32
Question 38	Nombre moyen de consultations pour un dossier fiscal	Question 33
Question 39	Montant de taxe sur le capital prélevé par Revenu Québec	
Question 40	Part des recettes fiscales totales provenant des sociétés et des particuliers	Question 1 (pour les rentrées fiscales) Question 34
Question 41	Proportion de l'impôt payé pour les particuliers par tranche de revenus	Question 35
Question 42	Suivi du plan ministériel de développement des services électroniques	
Question 43	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail	
Question 44	Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail, par régions	

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
PLANIFICATION, DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA RECHERCHE**

Revenu
Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

1) Demande de renseignements généraux

Questions 1 à 58

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Question 1

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par postes budgétaires, entre les crédits 2006-2007 et 2007-2008 en tenant compte des modifications administratives apportées lors du remaniement ministériel du 18 avril 2007.

Réponse

Voir l'annexe Budget de dépenses 2007-2008, Volume II – Revenu Québec ainsi que l'annexe Budget de dépenses 2006-2007, Volume II – Revenu Québec.

Budget de dépenses

2007-2008

Volume II

Crédits des ministères et organismes

**pour l'année financière
se terminant le 31 mars 2008**

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément
aux articles 45 et 47
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)
par madame Monique Jérôme-Forget, ministre des Finances,
ministre des Services gouvernementaux,
ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et présidente du Conseil du trésor

Conseil du trésor
Québec 

Revenu

Programme 1

Administration fiscale

Éléments	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Opérations régionales	153 851,6	-	107,0	153 958,6	151 685,2
2. Opérations concentrées	74 646,6	-	1 346,0	75 992,6	84 814,8
3. Technologies de l'information	52 293,5	-	8,0	52 301,5	55 148,6
4. Administration et support	116 239,2	1 848,5	9 267,6	123 658,3	120 452,3
5. Perception	424 045,8	-	-	424 045,8	558 630,0
6. Pensions alimentaires	39 972,8	-	-	39 972,8	40 120,1

Suite à la page 161

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement. Ce programme a aussi pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	6	Sous- total
	(000 \$)						
Rémunération	138 140,3	41 372,2	27 035,3	46 580,3	-	-	253 128,1
Fonctionnement	15 711,3	33 274,4	25 258,2	31 514,1	-	-	105 758,0
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	38 021,2	40 899,4	39 972,8	118 893,4
Transfert	-	-	-	123,6	-	-	123,6
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	383 146,4	-	383 146,4
	153 851,6	74 646,6	52 293,5	116 239,2	424 045,8	39 972,8	861 049,5
Effectif total	3 196	910	508	591	-	-	5 205
Budget d'investissements							
Immobilisations	92,0	1 346,0	8,0	9 267,6	-	-	10 713,6
Prêts, placements et avances	15,0	-	-	-	-	-	15,0
	107,0	1 346,0	8,0	9 267,6	-	-	10 728,6

Revenu

Revenu

Programme	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Administration fiscale	926 638,2	1 848,5	11 929,9	936 719,6	1 076 989,4
Moins :					
Crédits permanents				410 435,5	558 098,0
Crédits reportés				-	6 113,3
Crédit à voter				526 284,1	512 778,1

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Rémunération	308 133,7	304 866,4
Fonctionnement	116 341,1	128 502,3
Affectation à un fonds spécial	118 893,4	108 506,0
Transfert	123,6	123,6
Créances douteuses et autres	383 146,4	522 745,2
Total	926 638,2	1 064 743,5
Effectif du programme	5 912	5 999
Effectif du Compte de gestion T.P.S.	1 431	1 456
Effectif des fonds spéciaux	1 386	1 397
Effectif total	8 729	8 852
Budget d'investissements		
Immobilisations	11 913,9	14 078,4
Prêts, placements et avances	16,0	16,0
Total	11 929,9	14 094,4

Programme 1 (suite)

Éléments	2007-2008			2006-2007	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	51 960,2	-	-	51 960,2	51 332,8
8. Administration provisoire des biens non réclamés*	-	-	1 170,3	1 170,3	1 170,3
9. Le Registraire des entreprises	13 628,5	-	31,0	13 659,5	13 635,3
	926 638,2	1 848,5	11 929,9	936 719,6	1 076 989,4
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31)					
Élément 1				9 542,6	9 542,6
Élément 2				17 736,9	25 800,6
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 4				9,6	9,6
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
Élément 5				383 146,4	522 745,2
Crédits reportés					
Loi n° 1 sur les crédits, 2005-2006 (2005, c. 9)				-	6 113,3
Crédit à voter				526 284,1	512 778,1

* La Loi sur le curateur public (L.R.Q., c. C-81) prévoit que les honoraires, intérêts et autres sommes perçus par Revenu Québec en application de cette loi sont versés au fonds consolidé du revenu et constituent un crédit pour l'exercice financier au cours duquel ils sont versés, aux conditions et dans la mesure que le détermine le gouvernement. Pour l'exercice financier 2007-2008, le crédit prévu constitué en vertu de ces dispositions est de 7 500 000 \$.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments 8	9	2007-2008	2006-2007
			(000 \$)			
Rémunération	253 128,1	45 215,4	-	9 790,2	308 133,7	304 866,4
Fonctionnement	105 758,0	6 744,8	-	3 838,3	116 341,1	128 502,3
Affectation à un fonds spécial	118 893,4	-	-	-	118 893,4	108 506,0
Transfert	123,6	-	-	-	123,6	123,6
Créances douteuses et autres	383 146,4	-	-	-	383 146,4	522 745,2
	861 049,5	51 960,2	-	13 628,5	926 638,2	1 064 743,5
Effectif total	5 205	481	73	153	5 912	5 999
Budget d'investissements						
Immobilisations	10 713,6	-	1 170,3	30,0	11 913,9	14 078,4
Prêts, placements et avances	15,0	-	-	1,0	16,0	16,0
	10 728,6	-	1 170,3	31,0	11 929,9	14 094,4

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2008-2009, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2007-2008, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Revenu

Crédits affectés à un fonds spécial

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Programme 1 - Administration fiscale		
Fonds de perception	40 899,4	35 884,8
Fonds des pensions alimentaires	39 972,8	40 120,1
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	38 021,2	32 501,1
Total du portefeuille	118 893,4	108 506,0
Effectif total	1 386	1 397

Ventilation par catégories de dépenses

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Rémunération	66 289,0	61 661,3
Fonctionnement	12 847,4	12 607,8
Capital	34 415,1	28 895,0
Intérêt	5 341,9	5 341,9
Total du portefeuille	118 893,4	108 506,0

Revenu

Crédits de transfert

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Programme 1 - Administration fiscale		
Subventions à des organismes	123,6	123,6
Total du portefeuille	123,6	123,6

Ventilation par bénéficiaires

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif	123,6	123,6
Total du portefeuille	123,6	123,6

Ventilation par catégories de dépenses

	2007-2008	2006-2007
	(000 \$)	
Support	123,6	123,6
Total du portefeuille	123,6	123,6

Budget de dépenses

2006-2007

Volume II

Crédits des ministères et organismes

**pour l'année financière
se terminant le 31 mars 2007**

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément
aux articles 45 et 47
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)
par madame Monique Jérôme-Forget,
présidente du Conseil du trésor
et ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Conseil du trésor
Québec 

Revenu

Programmes	2006-2007			2005-2006	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Administration fiscale	783 275,1	1 598,5	8 576,2	790 252,8	882 364,1
2. Le Registraire des entreprises	14 784,9	250,0	5 518,2	20 053,1	18 493,1
	798 060,0	1 848,5	14 094,4	810 305,9	900 857,2
Moins :					
Crédits permanents				302 535,5	404 535,5
Crédits reportés				-	12 335,2
Crédits à voter				507 770,4	483 986,5

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2006-2007	2005-2006
	(000 \$)	
Rémunération	300 501,3	295 138,7
Fonctionnement	114 443,1	118 227,0
Affectation à un fonds spécial	107 745,6	105 846,1
Transfert	123,6	123,6
Créances douteuses et autres	275 246,4	375 246,4
Total	798 060,0	894 581,8
Effectif des programmes	5 998	6 078
Effectif du Compte de gestion T.P.S.	1 456	1 477
Effectif des fonds spéciaux	1 397	1 405
Effectif total	8 851	8 960
Budget d'investissements		
Immobilisations	14 078,4	8 107,9
Prêts, placements et avances	16,0	16,0
Total	14 094,4	8 123,9

16-2

Revenu

Programme 1 Administration fiscale

Éléments	2006-2007			2005-2006	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
1. Opérations régionales	148 205,6	-	107,0	148 312,6	150 333,5
2. Opérations concentrées	73 109,8	-	1 346,0	74 455,8	74 759,1
3. Technologies de l'information	52 028,7	-	8,0	52 036,7	52 040,8
4. Administration et support	108 107,3	1 598,5	5 944,9	112 453,7	110 306,5
5. Perception	311 131,2	-	-	311 131,2	410 193,9
6. Pensions alimentaires	39 359,7	-	-	39 359,7	38 397,5

Suite à la page 16 - 3

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	2	Éléments 3	4	5	6	Sous- total
	(000 \$)						
Rémunération	132 531,0	39 920,2	26 801,5	46 021,2	-	-	245 273,9
Fonctionnement	15 674,6	33 189,6	25 227,2	29 461,4	-	-	103 552,8
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	32 501,1	35 884,8	39 359,7	107 745,6
Transfert	-	-	-	123,6	-	-	123,6
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	275 246,4	-	275 246,4
	148 205,6	73 109,8	52 028,7	108 107,3	311 131,2	39 359,7	731 942,3
Effectif total	3 200	913	518	601	-	-	5 232
Budget d'investissements							
Immobilisations	92,0	1 346,0	8,0	5 944,9	-	-	7 390,9
Prêts, placements et avances	15,0	-	-	-	-	-	15,0
	107,0	1 346,0	8,0	5 944,9	-	-	7 405,9

Revenu

Programme 1 (suite)

Éléments	2006-2007			2005-2006	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
	(000 \$)				
7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	51 332,8	-	-	51 332,8	46 332,8
8. Administration provisoire des biens non réclamés*	-	-	1 170,3	1 170,3	-
	783 275,1	1 598,5	8 576,2	790 252,8	882 364,1
Moins :					
Crédits permanents					
Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31)					
Élément 1				9 542,6	11 542,6
Élément 2				17 736,9	17 736,9
Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
Élément 4				9,6	9,6
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
Élément 5				275 246,4	375 246,4
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)				-	11 770,3
Crédit à voter				487 717,3	466 058,3

* La Loi sur le curateur public (L.R.Q., c. C-81) prévoit que les honoraires, intérêts et autres sommes perçus par Revenu Québec en application de cette loi sont versés au fonds consolidé du revenu et constituent un crédit pour l'exercice financier au cours duquel ils sont versés, aux conditions et dans la mesure que le détermine le gouvernement. Pour l'exercice financier 2006-2007, le crédit prévu constitué en vertu de ces dispositions est de 7 500 000 \$.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Sous-total	7	Éléments 8	2006-2007	2005-2006
			(000 \$)		
Rémunération	245 273,9	44 588,0	-	289 861,9	284 507,9
Fonctionnement	103 552,8	6 744,8	-	110 297,6	114 085,6
Affectation à un fonds spécial	107 745,6	-	-	107 745,6	105 846,1
Transfert	123,6	-	-	123,6	123,6
Créances douteuses et autres	275 246,4	-	-	275 246,4	375 246,4
	731 942,3	51 332,8	-	783 275,1	879 809,6
Effectif total	5 232	485	74	5 791	5 867
Budget d'investissements					
Immobilisations	7 390,9	-	1 170,3	8 561,2	4 138,0
Prêts, placements et avances	15,0	-	-	15,0	15,0
	7 405,9	-	1 170,3	8 576,2	4 153,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2007-2008, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2006-2007, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

16-4

Revenu

Programme 2
Le Registraire des entreprises

Élément	2006-2007			2005-2006	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Le Registraire des entreprises	14 784,9	250,0	5 518,2	20 053,1	18 493,1
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)				-	564,9
Crédit à voter				20 053,1	17 928,2

Ce programme a pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2006-2007	2005-2006
		(000 \$)		
Rémunération	10 639,4		10 639,4	10 630,8
Fonctionnement	4 145,5		4 145,5	4 141,4
	14 784,9		14 784,9	14 772,2
Effectif total	207		207	211
Budget d'investissements				
Immobilisations	5 517,2		5 517,2	3 969,9
Prêts, placements et avances	1,0		1,0	1,0
	5 518,2		5 518,2	3 970,9

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2007-2008, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2006-2007, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Revenu

Crédits affectés à un fonds spécial

	2006-2007	2005-2006
	(000 \$)	
Programme 1 - Administration fiscale		
Fonds de perception	35 884,8	34 947,5
Fonds des pensions alimentaires	39 359,7	38 397,5
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	32 501,1	32 501,1
Total du portefeuille	107 745,6	105 846,1
Effectif total	1 397	1 405

Ventilation par catégories de dépenses

	2006-2007	2005-2006
	(000 \$)	
Rémunération	61 661,3	60 179,6
Fonctionnement	11 847,4	11 429,6
Capital	28 895,0	28 895,0
Intérêt	5 341,9	5 341,9
Total du portefeuille	107 745,6	105 846,1

16-6

Revenu

Crédits de transfert

	2006-2007	2005-2006
	(000 \$)	
Programme 1 - Administration fiscale		
Subventions à des organismes	123,6	123,6
Total du portefeuille	123,6	123,6

Ventilation par bénéficiaires

	2006-2007	2005-2006
	(000 \$)	
Organismes à but non lucratif	123,6	123,6
Total du portefeuille	123,6	123,6

Ventilation par catégories de dépenses

	2006-2007	2005-2006
	(000 \$)	
Support	123,6	123,6
Total du portefeuille	123,6	123,6

Question 2

Organigramme du ministère en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire, incluant le numéro de téléphone.

Réponse*Revenu Québec*

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 3

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens) :

- tirage ;
- coût ;
- agence de conception ;
- graphisme ;
- rédacteur ;
- imprimeur ;
- distribution.

Réponse*Revenu Québec*

- Voir annexes :
1. Publications TVQ/TPS-TVH.
 2. Brochures et dépliants.
 3. Publications régulières.
 4. Publications occasionnelles.
 5. Copie de la *Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises*.

Il est à noter qu'aucun contrat de conception ou de graphisme n'a été octroyé.

Légende : (F) : Français
(A) : Anglais

Registraire des entreprises

- Voir annexes :
6. Brochures et dépliants.
 7. Publications régulières.
 8. Copie de la *Déclaration de services à la clientèle*.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 3 (Revenu Québec)

Publications TVQ/TPS-TVH

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Guide pour l'inscrit – Renseignements généraux sur la TVQ et la TPS/TVH (IN-203) (2005-04)	8 000 (F)	8 260 \$	Imprimerie Solisco inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec
(IN-203) (2005-04)	7 000 (F)	13 300 \$	L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Envoi sur demande
(IN-203) (2005-04)	12 000 (F)	9 792 \$	Imprimerie Solisco inc.	
(IN-203) (2005-04)	3 000 (A)	5 098 \$	Imprimerie Solisco inc.	
(IN-203V) (2005-04)				
Remboursement de la TVQ et de la TPS/TVH - Habitations neuves - Immeubles d'habitation locatifs neufs – Rénovations majeures (IN-205) (2006-01) (IN-205V) (2006-04)	6 000 (F) 2 000 (A)	2 180 \$	Imprimerie Le Renouveau (1998) Inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
(IN-205 et V) (2007-03)	10 000 (F) 3 000 (A)	2 379 \$	J.B. Deschamps inc.	
La TVQ, la TPS/TVH et l'alimentation (IN-216 et V) (2004-02)	1 200 (F) 500 (A)	4 447 \$	Les Ateliers du Centre de Détection de Québec	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
La TVQ, la TPS et les immeubles d'habitation (IN-261 et V) (2006-03)	10 000 (F) 3 000 (A)	5 100 \$	L'Imprimerie Moderne de Beauce	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Salons et expositions
(IN-261) (2006-03)	8 000 (F)	3 200 \$	Imprimerie Le Renouveau (1998) inc.	
Total		53 756 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 3 (Revenu Québec)

Brochures et dépliants

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Les grandes lignes du crédit d'impôt pour le maintien à domicile d'une personne âgée (IN-101 et V) (2006-09) (IN-101 et V) (2006-10)	200 000 (F) 50 000 (A) 20 000 (F) 50 000 (A)	9 550 \$ 9 797 \$	L'imprimerie Sociale (1994) inc. J.B. Deschamps inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Envois massifs
Le crédit d'impôt pour le maintien à domicile de personnes âgées (IN-102) (2005-03) (IN-102) (2006-09) (IN-102V) (2006-09) (IN-102) (2006-10) (IN-102V) (2006-10)	20 000 (F) 150 000 (F) 30 000 (A) 149 800 (F) 30 000 (A)	6 059 \$ 24 600 \$ 4 920 \$ 22 397 \$ 6 099 \$	L'imprimerie Sociale (1994) inc. Imprimerie Solisco inc. Imprimerie Solisco inc. Québecor World L'éclaireur/St-Romuald Québecor World L'éclaireur/St-Romuald	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Envois massifs
Précisions apportées au crédit d'impôt pour le maintien à domicile d'une personne âgée (IN-102.1 et V) (2007-01)	87 500 (F) 20 500 (A)	1 284 \$	Imprimerie Le Renouveau (1998) inc.	Document de précision annexé au IN-102
Le crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfant (IN-103 et V) (2007-01)	25 000 (F) 3 000 (A)	1 918 \$	Offset Beauce Ltée	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
Les paiements d'impôt par versements (acomptes provisionnels) (IN-105 et V) (2006-02) (IN-105 et V) (2006-02)	12 000 (F) 2 500 (A) 115 000 (F) 30 000 (A)	1 738 \$ 4 850 \$	Imprimerie Laurentide de Québec inc. K2 impressions	Envois aux personnes assujetties Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Envoi massif Bureaux du MRCI
Des recours à votre portée (IN-106) (2005-07)	10 000 (F)	1 120 \$	Imprimerie Nicober inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Bureaux du MRCI

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 3 (Revenu Québec)

Brochures et dépliants

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Bankruptcy (IN-114V) (2004-06)	3 000 (A)	564 \$	L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
Description du crédit d'impôt pour maintien à domicile d'une personne âgée (IN-126 et V) (2006-10) (IN-126 et V) (2006-10)	15 000 (F) 3 000 (A) 25 000 (F) 2 500 (A)	1 445 \$ 1 175 \$	K2 impressions Imprimerie Le Renouveau (1998) inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
Clic Revenu, Entreprises et particuliers en affaires (IN-141 et V) (2006-09)	220 000 (F) 33 000 (A)	7 350 \$	K2 impressions	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Envoi massif Salons et expositions
Clic Revenu, Sommaire 1 par Internet (IN-143 et V) (2006-10)	170 000 (F) 10 000 (A)	2 610 \$	K2 impressions	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Envoi massif
Clic Revenu – Paiements en ligne (IN-146 et V) (2006-07)	125 000 (F) 27 000 (A)	1 908 \$	K2 impressions	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Envoi massif
Produisez et transmettez vos déclarations et vos relevés en ligne (IN-148 et V) (2006-09)	350 000 (F) 100 000 (A)	3 276 \$	K2 impressions	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Envois massifs
Jumelage de la déclaration annuelle de renseignements pour le Registre des entreprises du Québec et de la déclaration de revenus	200 000 (F) 8 000 (A)	6 136 \$	K2 impressions	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

26

Annexe 2 – Question 3 (Revenu Québec)

Brochures et dépliants

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
(IN-168 et V) (2006-12)				Envois massifs
Dois-je m'inscrire aux fichiers de Revenu Québec ? (IN-202 et V) 2005-02)	15 000 (F) 5 000 (A)	2 690 \$	J.B. Deschamps inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
Les grandes lignes de la loi concernant l'impôt sur le tabac (IN-219 et V) (2006-06) (IN-219 et V) (2006-06)	2 465 (F) 900 (A) 4 000 (F) 2 000 (A)	1 464 \$ 1 850 \$	Art Graphique Québec inc. L'imprimerie Moderne de Beauce	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
La prime au travail (IN-245 et V) (2006-03)	50 000 (F) 15 000 (A)	2 880 \$	J.B. Deschamps inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
(IN-245 et V) (2006-03)	60 000 (F) 5 000 (A)	2 665 \$	K2 impressions	Envois massifs
Les versements anticipés du crédit d'impôt remboursable (IN-246 et V) (2006-10)	70 000 (F) 20 000 (A)	2 583 \$	K2 impressions	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande Envois massifs
Questions de pourboire – employés (IN-251) (2004-06)	3 000 (F)	542 \$	Imprimerie Vitray inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
Aide-mémoire pour les entreprises en démarrage – Les taxes (IN-256 et V) (2007-01)	25 000 (F) 7 000 (A)	2 095 \$	SIEL Imprimerie	Envoi aux nouvelles entreprises et aux travailleurs autonomes
La taxe sur l'hébergement (IN-260) (2005-11) (IN-260-V) (2006-02)	5 000 (F) 2 000 (A)	1 848 \$	Offset Beauce Ltée	Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 3 (Revenu Québec)

Brochures et dépliants

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
				Envoi systématique aux nouveaux inscrits
Vous êtes travailleur autonome ? (IN-300 et V) (2006-05)	12 000 (F)	1 452 \$	J.B. Deschamps inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec
(IN-300 et V) (2006-05)	4 000 (A)	1 879 \$	J.B. Deschamps inc.	Envoi sur demande
	24 000 (F)			
	10 000 (A)			
Travailleur autonome ou salarié ? (IN-301 et V) (2006-09)	20 000 (F)	1 980 \$	Les Impressions Gauvin et Harbour inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec
	5 000 (A)			Envoi sur demande
New Businesses and Taxation (IN-307V) (2005-05)	5 000 (A)	5 555 \$	J.B. Deschamps Inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec
				Envoi sur demande
Les oppositions (IN-308 et V) (2006-04)	20 000 (F)	1 180 \$	Imprimerie Raymond Simard	Services à la clientèle de Revenu Québec
	6 000 (A)			Envoi sur demande
	15 000 (F)	1 172 \$	Offset Beauce Ltée	
	6 000 (A)			
Les aînés et la fiscalité (IN-311 et V) (2006-12)	12 000 (F)	5 162 \$	Imprimerie Ncober inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec
	2 000 (A)			Envoi sur demande
Les successions et la fiscalité (IN-313) (2004-03)	6 000 (F)	2 196 \$	L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Services à la clientèle de Revenu Québec
				Envoi sur demande
La retenue à la source et l'employeur (IN-902 et V) (2006-10)	10 000 (F)	2 245 \$	J.B. Deschamps inc.	Envoi aux employeurs qui perçoivent la pension alimentaire et autres institutions qui versent des rentes
	1 000 (A)			

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 3 (Revenu Québec)

Brochures et dépliants

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Le versement des pensions alimentaires – Votre relevé de compte (IN-903 et V) (2007-01)	215 000 (F) 20 000 (A)	7 121 \$	K2 impressions	Envoi annuel aux débiteurs et aux créanciers du système Pension alimentaire
Le versement des pensions alimentaires et l'aide financière de dernier recours (IN-905 et V) (2007-03)	25 000 (F) 5 000 (A)	3 300 \$	K2 impressions	Envoi annuel aux débiteurs et aux créanciers du système Pension alimentaire
Bulletin d'information sur le versement des pensions alimentaires (IN-906.6 et V) (2007-01)	225 000 (F) 20 000 (A)	9 531 \$	K2 impressions	Envoi aux débiteurs et aux créanciers du système Pension alimentaire Bureaux du MRCI
La perception des pensions alimentaires – demande de paiement (IN-908 et V) (2006-09)	60 000 (F) 6 000 (A)	2 475 \$	Offset Beauce Ltée	Nouveaux débiteurs de pension alimentaire Services à la clientèle de Revenu Québec Envoi sur demande
Guide enseignant primaire (taxes et impôts) (COM-290 et V) (2007-01)	7 000 (F) 1 000 (A)	2 444 \$	J.B. Deschamps inc.	Écoles primaires et secondaires du Québec
Cahier d'activités primaire (taxes et impôts) COM-291 et V) (2007-01)	120 000 (F) 15 000 (A)	6 575 \$	J.B. Deschamps inc.	Écoles primaires et secondaires du Québec
Feuillelet concours primaire (taxes et impôts) (COM-292 et V) (2007-01)	50 000 (F) 6 500 (A)	1 848 \$	J.B. Deschamps inc.	Écoles primaires et secondaires du Québec
Guide enseignant secondaire (taxes et impôts) (COM-293 et V) (2007-01)	800 (F) 400 (A)	367 \$	J.B. Deschamps inc.	Écoles primaires et secondaires du Québec
Cahier activités secondaire (taxes et impôts) (COM-294 et V) (2007-01)	50 000 (F) 10 000 (A)	2 922 \$	J.B. Deschamps inc.	Écoles primaires et secondaires du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 3 (Revenu Québec)

Brochures et dépliants

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Feuillet concours secondaire (taxes et impôts) (COM-295 et V) (2007-01)	20 000 (F) 3 500 (A)	768 \$	J.B. Deschamps inc.	Écoles primaires et secondaires du Québec
Enveloppe-réponse – primaire-secondaire (ENV-206) (2007-01)	6 500	773 \$	J.B. Deschamps inc.	Écoles primaires et secondaires du Québec
Programme des bénévoles - Manuel de formation (COM-305) (2006-12) (COM-305V) (2006-12)	6 000 (F) 700 (A)	5 395 \$ 2 113 \$	J.B. Deschamps inc. L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Formateurs de l'Agence du revenu du Canada et du ministère du Revenu du Québec à l'usage des bénévoles qui oeuvrent au sein du Programme des bénévoles
Programme des bénévoles – Cahier de réponses (COM-306) (2006-12) (COM-306V) (2006-12)	6 000 (F) 700 (A)	5 085 \$ 2 112 \$	Imprimerie Le Renouveau (1998) inc. L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Formateurs de l'Agence du revenu du Canada et du ministère du Revenu du Québec à l'usage des bénévoles qui oeuvrent au sein du Programme des bénévoles
Centre interministériel de services partagés – Offre de service (COM-363) (2006-09)	50	95 \$	Copiexpress	Distribution interne - DGPAR
Plus qu'un emploi... une carrière Dépliants-affiches-cartes professionnelles (COM-550-551-553) (2006-09)	3 000 150 3 000 3 000	1 110 \$	L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Étudiants - DGARH
(COM-550-553) (2006-09)	2 000 2 000 2 000	840 \$	L'imprimerie Sociale (1994) inc.	

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

30

Annexe 2 – Question 3 (Revenu Québec)

Brochures et dépliants

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Les dépenses d'emploi (IN-118) 2006-10	18 000 (F)	7 433 \$	Imprimerie Sociale inc.	Bureaux de Revenu Québec Services Québec Envoi sur demande
Les dépenses d'emploi (IN-118-V) 2006-10	6 000 (A)	3 583 \$	Imprimerie Sociale inc.	Bureaux de Revenu Québec Services Québec Envoi sur demande
Gains et pertes en capital (IN-120 et V) 2006-10	20 000 (F) 8 000 (A)	9 366 \$	Imprimeries Transcontinental	Bureaux de Revenu Québec Envoi sur demande
Les incidences fiscales d'une séparation ou d'un divorce (IN-128 et V) 2005-04	12 000 (F) 3 000 (A)	4 346 \$	J. B. Deschamps	Bureaux de Revenu Québec Envoi sur demande
Les frais médicaux (IN-130-V) 2006-10	5 000 (A)	1 725 \$	Imprimerie Del-Ca	Bureaux de Revenu Québec Envoi sur demande
Les frais médicaux (IN-130) 2006-10	20 000 (F)	3 548 \$	Imprimerie Héon et Nadeau	Bureaux de Revenu Québec Envoi sur demande
Les revenus d'entreprise ou de profession (IN-155 et V) 2006-10	35 000 (F) 8 000 (A)	15 630 \$	Imprimeries Transcontinental inc.	Bureaux de Revenu Québec Envoi sur demande
Total		260 739 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 3 – Question 3 (Revenu Québec)

Publications régulières				
TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
L'Idée <i>fisc</i> (COM-200) (2006-04)	10 500	1 623 \$	Imprimerie Le Renouveau (1998) inc.	Personnel de Revenu Québec
(COM-200) (2006-06)	10 500	2 734 \$	Les Ateliers Centre de Détention de Québec	
(COM-200) (2006-10)	10 500	1 637 \$	Imprimerie Le Renouveau (1998) inc.	
(COM-200) (2006-12)	10 500	1 637 \$	Imprimerie Le Renouveau (1998) inc.	
(COM-200) (2007-03)	10 500	1 637 \$	Imprimerie Le Renouveau (1998) inc.	
Rapport annuel de gestion 2005-2006 (ADM-500) (2006-10)	800	5 950 \$	Promotions Paul Bergeron	Gestionnaires de Revenu Québec Sur demande Dépôt à l'Assemblée Nationale
Revenir du bon pied – Gestionnaire (COM-120) (2006-05)	1 000	352 \$	Imprimerie Nicober inc.	Distribution interne – ressources humaines - gestionnaires
Revenir du bon pied – Employé (COM-121) (2006-09)	1 000	570 \$	Les Copies de la Capitale inc.	Distribution interne – ressources humaines - employés
La confidentialité, un engagement au quotidien (COM-124) (2007-02)	600	580 \$	SOLISCO caractéra	Distribution interne - DGPAR
Le programme d'aide aux employées et aux employés (PAE) (COM-313) (2006-10)	1 100	370 \$	Imprimerie Nicober inc.	Distribution interne – employés Revenu Québec
(COM-313) (2007-03)	1 000	514 \$	Copiexpress	
Expertise médicale Pourquoi ? (COM-357) (2005-03)	1 000	645 \$	L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Distribution interne – employés Revenu Québec
Avant le grief... faut se parler (COM-520) (2005-06)	3 000	420 \$	Imprimerie Raymond Simard	Distribution interne – employés Revenu Québec
Total		18 669 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

32

Annexe 4 – Question 3 (Revenu Québec)

Publications occasionnelles

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Historique des pensions alimentaires (COM-905V) (2006-03)	100 (A)	355 \$	CopieXpress	Participation à des réunions, colloques ou congrès avec des représentants de pensions alimentaires dans différentes provinces et hors Canada
Mots et expressions à connaître (APR-39) 2006-01	30 (F)	148 \$	CopieXpress	Envoi sur demande à des ministères et organismes
Normes graphiques (APR-29)	100 (F)	861 \$	Promotions Paul Bergeron	Disponible sur demande au personnel de la Direction de la normalisation des communications de masse (DNCM)
Total		1 364 \$		

Annexe 5 – Question 3 (Revenu Québec)

Copie de la DSCE



À votre service

Dans sa déclaration de services aux citoyens et aux entreprises, Revenu Québec prend des engagements et vise l'atteinte d'objectifs précis concernant la qualité des services qu'il offre à l'ensemble de sa clientèle.

Il réalise ses interventions en fonction de son approche de services par clientèles, soit les particuliers et les entreprises, et ce, en étant présent dans les différentes régions du Québec. En effet, Revenu Québec est en relation avec :

- plus de 5,6 millions de citoyens, la plupart à titre de contribuables (ce qui inclut les quelque 480 000 particuliers en affaires), dont environ la moitié sont également des bénéficiaires ou des participants à l'un ou l'autre des programmes qu'il administre, tels le Programme de perception des pensions alimentaires ;
- environ 270 000 sociétés produisant des déclarations de revenus et 575 000 mandataires percevant divers droits, taxes ou retenues à la source.

Notre mission

Notre mission et notre raison d'être, à Revenu Québec, sont :

- d'assurer la perception des impôts et des taxes ainsi que des fonds pour tout programme qui nous est confié afin que chacun paie, en toute équité, sa juste part du financement des services publics ;
- d'administrer le Programme de perception des pensions alimentaires afin d'assurer la régularité du soutien financier prévu par la loi, auquel ont droit les enfants et les parents gardiens ;
- d'administrer les programmes sociaux et tout autre programme de redistribution de fonds que nous confie le gouvernement afin de nous assurer que chaque citoyen ou entreprise qui y a droit bénéficie des programmes sociaux, de redistribution de la richesse ou de soutien au développement économique ;
- de recommander au gouvernement les modifications à apporter à la politique fiscale ou à d'autres programmes afin de contribuer à l'évolution des politiques gouvernementales.

Ainsi, notre rôle premier et traditionnel est de percevoir des fonds pour l'État. Chez nous, cela revêt une grande importance, puisque nos activités génèrent environ 80 % des revenus annuels du gouvernement du Québec. Tenant compte de notre mission et de la situation budgétaire gouvernementale, la perception de ces sommes constitue pour nous un enjeu stratégique majeur.

Depuis quelques années, notre rôle dépasse largement celui de percepteur fiscal. L'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec nous ont confié un rôle stratégique dans l'administration de plusieurs programmes gouvernementaux, tel le Programme de perception des pensions alimentaires.

En plus de percevoir des fonds pour l'État, nous sommes chargés de faciliter le respect des lois fiscales et de recommander des modifications opportunes à ces lois et politiques. Nous prenons dès lors tous les moyens raisonnables pour que chacun paie, en toute équité, sa juste part d'impôts et de taxes. Nos services au public, nos activités de prévention et de vérification ainsi que notre plan de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir sont de bons exemples de ces moyens.

Votre rôle et vos responsabilités

Le système fiscal québécois repose sur le principe de l'autocotisation. Ainsi, vous avez la responsabilité de déclarer et d'acquitter votre part d'impôts, de payer ou de percevoir les taxes à la consommation et de fournir toutes les informations nécessaires au bon traitement de votre dossier.

Lorsque vous nous transmettez à temps toute information ou documentation nécessaires au traitement de

votre dossier, en y précisant vos coordonnées, vous nous aidez à vous fournir un service rapide et efficace.

Vous comprendrez donc que, lorsque votre dossier est incomplet ou nécessite des vérifications supplémentaires, il peut nous être impossible de toujours respecter les engagements ou d'atteindre les objectifs énoncés dans notre déclaration de services.

Nos engagements

- L'accessibilité à l'information, à nos services et à notre personnel**
Nous nous engageons à :
 - prendre les moyens nécessaires et raisonnables afin de respecter votre droit légitime d'obtenir rapidement et facilement une information juste et fiable ainsi que celui d'accéder aux services et au personnel de Revenu Québec ;
 - nous assurer que nos services sont accessibles partout aux personnes handicapées, notamment en maintenant un service téléphonique adapté aux personnes malentendantes ;
 - offrir de nouveaux services électroniques et en assurer l'accessibilité ;
 - faciliter vos échanges avec nous, que ce soit :
 - par téléphone ;
 - par courriel et par Internet ;
 - par courriel ;
 - lors d'une visite à nos bureaux.
- L'accueil par les membres de notre personnel**
Nous nous engageons à :
 - vous accueillir, en toutes circonstances, avec un accueil respectueux, cordial et courtois ;
 - veiller à ce que chaque membre de notre personnel avec qui vous entrez, en communication se nomme ;
 - vous faire bénéficier de la compétence de nos employés.
- Nos communications avec vous**
Nous nous engageons à :
 - utiliser un langage simple et clair dans nos communications verbales ou écrites avec vous ainsi que dans la documentation que nous mettons à votre disposition ;
 - poursuivre nos efforts de simplification de l'administration de la fiscalité et des programmes.
- La protection de vos renseignements personnels**
Nous nous engageons à :
 - protéger, conserver et utiliser en toute sécurité et confidentialité les renseignements qui nous sont confiés, selon ce qui est permis dans les lois ;
- Le traitement de votre dossier**
Nous nous engageons à :
 - vous assurer un traitement juste, équitable et impartial ;
 - prendre tous les moyens raisonnables pour que chacun verse, en toute équité, sa juste part d'impôts et de taxes ;
 - veiller à ce que les membres de notre personnel vous tiennent informés :
 - de vos droits d'opposition ;
 - de vos droits d'appel devant un tribunal ;
 - des instances judiciaires auxquelles adresser votre appel ;
 - des délais pour faire opposition ou faire appel ;
 - des obligations et des responsabilités prévues par la loi.
- Nos activités de vérification**
Nous nous engageons à :
 - vous informer du moment du but et de la portée d'une vérification, à moins que des circonstances particulières ne nous en empêchent ;
 - établir l'identité des intervenants dans le dossier qui vous concerne ;
 - ne vous demander que les informations et les documents qui sont pertinents à la vérification ;
 - nous assurer que vous comprenez bien les modifications apportées à votre avis de cotisation et vous informer de vos droits et de vos obligations en matière fiscale ;
 - effectuer les ajustements requis, le cas échéant.

Nos objectifs généraux

- Votre appel téléphonique**
Nous visons à :
 - vous fournir un service téléphonique de renseignements sans frais sur le territoire québécois ;
 - prendre votre appel concernant un renseignement général ou le traitement de votre dossier dans un délai de deux minutes. Lorsque nous ne pourrions pas respecter ce délai à cause d'un trop grand volume d'appels, nous vous en informons.
- Votre visite à nos bureaux**
Nous visons à :
 - faire en sorte qu'un membre de notre personnel vous rencontre dans un délai de 20 minutes après votre arrivée à nos bureaux.
- Votre correspondance**
Nous visons à :
 - donner suite à votre correspondance dans un délai de 35 jours après sa réception à nos bureaux ;
- Votre opposition à une décision**
Nous visons à :
 - vous communiquer la décision de Revenu Québec et les motifs la justifiant, à propos de votre avis d'opposition, et ce, dans un délai de six mois suivant sa réception ;
 - faire en sorte que la personne responsable de votre dossier vous informe, sur demande, des raisons pour lesquelles la décision concernant votre opposition ne pourra pas être rendue dans ce délai.
- Votre satisfaction**
Nous cherchons constamment à améliorer la qualité de nos services afin de mieux répondre à vos besoins et à vos attentes. En effet, c'est avec la collaboration de tous que nous pourrions être en mesure d'accomplir notre rôle.
C'est pourquoi nous allons :
 - évaluer périodiquement votre degré de satisfaction ;
 - recueillir et considérer vos commentaires et vos suggestions ainsi que toute critique ou plainte, et ce, en vue d'améliorer constamment nos services ;
 - maintenir un service de traitement des plaintes et vous fournir une réponse claire dans un délai de 35 jours à compter de la date de la réception de votre plainte. Dans le cas contraire, nous communiquerons avec vous pour vous expliquer les raisons du retard.

Nos objectifs propres aux particuliers

- Votre déclaration de revenus des particuliers**
Nous visons à :
 - vous transmettre votre remboursement d'impôt ou délivrer votre avis de cotisation dans l'un ou l'autre des délais suivants :
 - 20 jours à compter de la date de la réception de votre déclaration produite sur support papier ;
 - 14 jours à compter de la date de la réception de votre déclaration produite par voie électronique.
- Votre pension alimentaire**
Après de permettre le versement régulier de votre pension alimentaire, nous visons à :
 - traiter toute nouvelle demande dans un délai de 30 jours à compter de la date de la réception du jugement ;
 - faire une première intervention de recouvrement dans un délai de 30 jours à compter du moment où le débiteur refuse de payer à Revenu Québec la pension alimentaire et les arrérages dus.

Nos objectifs propres aux entreprises

- Votre déclaration de revenus des sociétés**
Nous visons à :
 - délivrer votre avis de cotisation dans un délai de 100 jours à compter de la date de la réception de votre déclaration, si elle est transmise dans les délais prévus par la loi, ou de la date de la réception de toutes les informations nécessaires à son traitement.
- Votre inscription en tant qu'entreprise**
Si votre dossier est complet et ne nécessite aucune vérification supplémentaire, nous visons à :
 - vous attribuer un numéro d'inscription sans délai lorsque vous
- Votre remboursement de taxe à titre de mandataire**
Nous visons à :
 - traiter votre demande de remboursement de la taxe sur les arrérages dans un délai de 30 jours à compter de la date de sa réception.

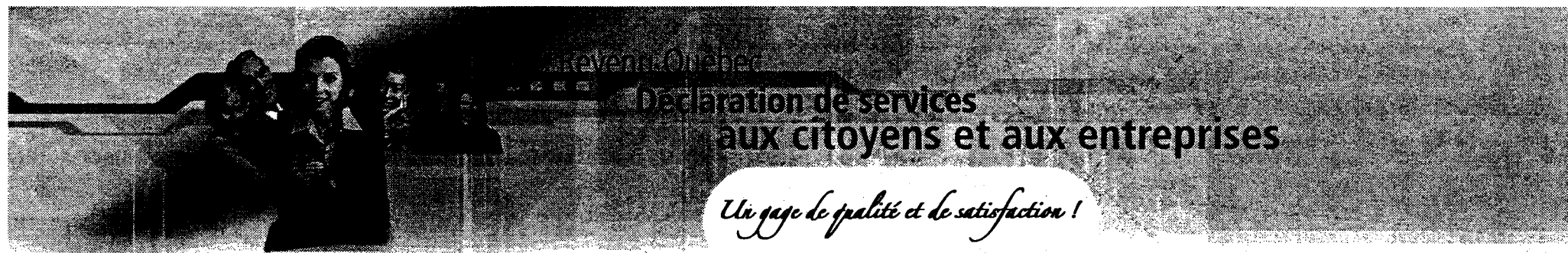
Note : En vue d'alléger ce texte, on n'y emploie généralement que le masculin pour désigner les femmes et les hommes.

IN-515 (2004-09)

Nous vous invitons à consulter notre site Internet à l'adresse

www.revenu.gouv.qc.ca

Revenu Québec



Nos engagements

1. L'accessibilité à l'information, à nos services et à notre personnel

Nous nous engageons à

- vous fournir rapidement et facilement une information juste et fiable ;
- nous assurer que nos services sont accessibles partout aux personnes handicapées ;
- offrir de nouveaux services électroniques et en assurer l'accessibilité ;
- faciliter vos échanges avec nous en vous offrant divers moyens de communication.

2. L'accueil par les membres de notre personnel

Nous nous engageons à

- vous accorder un accueil respectueux, cordial et courtois ;
- veiller à ce que le personnel avec qui vous communiquez se nomme ;
- vous faire bénéficier de la compétence de nos employés.

3. Nos communications avec vous

Nous nous engageons à

- utiliser un langage simple et clair avec vous ainsi que dans notre documentation ;
- simplifier l'administration de la fiscalité et des programmes.

4. La protection de vos renseignements personnels

Nous nous engageons à

- protéger, conserver et utiliser en toute sécurité et confidentialité vos renseignements personnels.

5. Le traitement de votre dossier

Nous nous engageons à

- vous assurer un traitement juste, équitable et impartial ;
- veiller à ce que chacun verse sa juste part d'impôts et de taxes ;
- respecter vos droits d'opposition et d'appel.

6. Nos activités de vérification

Nous nous engageons à

- vous informer du moment, du but et de la portée d'une vérification ;
- établir l'identité des intervenants dans le dossier qui vous concerne ;
- ne vous demander que les informations et les documents pertinents ;
- nous assurer que vous comprenez bien votre avis de cotisation ainsi que vos obligations et vos droits fiscaux ;
- effectuer les rajustements requis.

Nos objectifs généraux

1. Votre appel téléphonique

Nous visons à

- vous fournir, sans frais, un service téléphonique de renseignements ;
- prendre votre appel dans un délai de deux minutes.

2. Votre visite à nos bureaux

Nous visons à

- vous rencontrer dans un délai de 20 minutes.

3. Votre correspondance

Nous visons à

- donner suite à votre correspondance dans un délai de 35 jours.

4. Votre opposition à une décision

Nous visons à

- vous communiquer la décision de Revenu Québec dans un délai de six mois ;
- vous informer des raisons pour lesquelles la décision ne peut pas être rendue dans ce délai.

5. Votre satisfaction

Nous visons à

- évaluer périodiquement votre degré de satisfaction ;
- considérer vos commentaires, vos suggestions, vos critiques ou vos plaintes ;
- maintenir un service de traitement des plaintes et vous fournir une réponse claire dans un délai de 35 jours.

Votre rôle et vos responsabilités

- Déclarer et acquitter votre part d'impôts, payer ou percevoir les taxes à la consommation et fournir toutes les informations nécessaires au traitement de votre dossier.
- Transmettre toutes vos informations ou tous vos documents à temps, avec vos coordonnées. Un dossier incomplet ou qui nécessite des vérifications supplémentaires peut nous empêcher de toujours respecter nos engagements ou d'atteindre nos objectifs.

Nos objectifs propres aux particuliers

1. Votre déclaration de revenus des particuliers

Nous visons à

- vous transmettre votre remboursement d'impôt ou délivrer votre avis de cotisation
 - en 28 jours, en ce qui concerne votre déclaration produite sur support papier,
 - en 14 jours, en ce qui concerne votre déclaration produite par voie électronique.

2. Votre pension alimentaire

Nous visons à

- traiter toute nouvelle demande dans un délai de 30 jours et verser régulièrement votre pension alimentaire ;
- faire une première intervention de recouvrement dans un délai de 30 jours.

Nos objectifs propres aux entreprises

1. Votre déclaration de revenus des sociétés

Nous visons à

- délivrer votre avis de cotisation dans un délai de 100 jours.

2. Votre inscription en tant qu'entreprise

Nous visons à

- vous attribuer un numéro d'inscription sans délai lorsque vous vous présentez à nos bureaux ou que vous en faites la demande par Internet ;
- vous attribuer un numéro d'inscription dans un délai de 35 jours lorsque votre demande nous est acheminée par courrier.

3. Votre remboursement de taxe à titre de mandataire

Nous visons à

- traiter votre demande de remboursement de la taxe sur les intrants dans un délai de 30 jours.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 6– Question 3 (*Registraire des entreprises*)

Brochures et dépliants

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Dépliant « Une protection pour les entreprises et les citoyens »	(F) 50 000 (A) 10 000	1 900 \$	J.B Deschamps Inc.	Clientèle du Registraire des entreprises et des ministères et organismes (entreprises et futures entreprises, personnes physiques).
Total		1 900 \$		

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

36

Annexe 7 – Question 3 (Registraire des entreprises)

Publications régulières

TITRE	TIRAGE	COÛT	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
Rapport annuel de gestion 2005-2006	200	551 \$	Les Copies de la Capitale	Liste d'envois spécifiques. Gestionnaires du Registraire des entreprises.
Plan d'action à l'égard des personnes handicapées pour l'année 2006	50	136 \$	Centre de services partagés du Québec, Reprographie	Pour le personnel du Registraire des entreprises. Disponible dans l'intranet et l'Internet.

Total		687 \$		
--------------	--	---------------	--	--

DÉCLARATION DE SERVICES À LA CLIENTÈLE

Le contenu de cette publication a été rédigé par
Le Registraire des entreprises.

Celle-ci est disponible dans le site Internet du REQ
à l'adresse suivante : <http://www.req.gouv.qc.ca>.

AVERTISSEMENT

Ce document a été rédigé dans le but de renseigner le public sur les engagements du Registraire des entreprises (REQ) envers les citoyens et ne saurait remplacer les textes des lois et règlements administrés par le REQ.

Dépôt légal – 2001
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-37337-5

© Gouvernement du Québec, 2001

TABLE DES MATIÈRES

I. LE REQ EN BREF.....4

II. LES SERVICES OFFERTS.....5

III. NOS ENGAGEMENTS.....7

IV. LE RESPONSABLE DES PLAINTES11

V. COMMENT NOUS JOINDRE12

I. LE REQ EN BREF

Le Registraire des entreprises (REQ) procure les services requis pour la constitution d'entreprises québécoises et assure la diffusion de renseignements sur les entreprises faisant affaire au Québec.

Notre mission dans le secteur des entreprises est de contribuer à la protection du public et des entreprises dans leurs relations commerciales et d'administrer le registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (registre des entreprises). Nous offrons nos services à une clientèle nombreuse et diversifiée : entreprises de toutes catégories, maisons de recherche, bureaux de professionnels, ministères et organismes du gouvernement du Québec et le public en général. Ainsi, chaque année le REQ :

- procède à la constitution d'un peu plus de 20 000 nouvelles compagnies;
- met à jour les informations contenues aux dossiers d'environ 600 000 entreprises inscrites au registre des entreprises;
- inscrit au registre des entreprises et fournit un numéro unique à plus de 75 000 entreprises;
- répond à plus de 200 000 demandes de renseignements téléphoniques, à 50 000 demandes téléphoniques de consultation de dossiers d'entreprises et accueille près de 80 000 clients à ses comptoirs de Québec et de Montréal, en plus d'offrir gratuitement dans Internet les renseignements sur les entreprises faisant affaire au Québec.

Courtage immobilier

La *Loi sur le courtage immobilier* confie au REQ l'administration de diverses dispositions d'encadrement dont notamment la surveillance des activités de deux organismes créés en vertu de cette loi, soit l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec et le Fonds d'indemnisation du courtage immobilier. Le REQ doit s'assurer que ceux-ci s'acquittent de leur mission conformément à la loi et aux règlements.

II. LES SERVICES OFFERTS

1. La constitution d'une entreprise

Le public s'adresse au REQ pour la constitution d'une compagnie ou d'une association sans but lucratif. À cette occasion, vous pouvez demander un rapport de recherche de nom ou réserver la dénomination sociale que vous avez choisie. On s'adresse aussi au REQ pour modifier l'acte constitutif ou pour mettre fin à l'existence d'une personne morale.

2. Le registre des entreprises

Le registre des entreprises contient des renseignements sur les entreprises qui font affaire au Québec et il a valeur légale. L'inscription à ce registre se fait par la production d'une déclaration d'immatriculation au REQ. Sauf exception prévue dans la loi, l'immatriculation est obligatoire pour toutes les entreprises qui font affaire au Québec. En plus de pouvoir immatriculer votre entreprise auprès du REQ, vous pouvez aussi vous adresser au ministère de la Justice et à Revenu Québec pour immatriculer tout type d'entreprise, à l'exception des personnes morales.

De plus, l'immatriculation de votre entreprise au Registre des entreprises du Québec vous permet d'obtenir votre numéro d'entreprise du Québec (NEQ). Le NEQ permet à une entreprise d'utiliser ce numéro dans ses échanges avec plusieurs ministères et organismes du gouvernement du Québec.

3. La consultation du registre des entreprises

Vous trouverez dans ce registre les informations suivantes sur une entreprise :

- les informations générales (nom et domicile, état d'immatriculation, forme juridique);
- les domaines d'activités économiques;
- les autres noms utilisés au Québec;
- les administrateurs, les actionnaires, les dirigeants, les associés, etc.;
- les établissements où l'entreprise exerce ses activités;
- l'information relative aux fusions.

Vous pouvez consulter le registre des entreprises du REQ par le biais du réseau Internet (www.req.gouv.qc.ca) ou tout simplement par téléphone. Dans ce dernier cas, des frais sont exigés pour chaque dossier consulté. La consultation est aussi possible, sans frais, aux bureaux du REQ ainsi que dans les bureaux des greffiers de la Cour supérieure de la plupart des palais de justice du Québec. Les demandes de consultation par télécopieur, par courrier postal ou électronique sont aussi acceptées.

4. Les regroupements d'informations

Vous cherchez à développer de nouveaux marchés? Vous voulez connaître la liste des nouvelles entreprises du mois dernier? Le regroupement d'informations est l'outil dont vous avez besoin. Ce service facturable, disponible par Internet, permet d'obtenir, à partir du registre des entreprises, des regroupements d'informations selon les critères suivants :

- situation géographique;
- activités économiques;
- date de formation;
- nouvelles entreprises;
- nombre de salariés;
- date d'immatriculation.

5. La production de documents légaux

Vous avez perdu votre charte du Québec? Ou encore vous devez prouver à une institution financière l'existence légale de votre entreprise ou le dépôt d'un document au registre? Il vous suffit d'en faire la demande au REQ en vous présentant à nos bureaux, ou tout simplement en nous adressant celle-ci par téléphone, télécopieur ou par courrier postal ou électronique. Sur paiement des droits, le REQ émettra les documents suivants :

- **l'attestation** qui certifie l'état d'un dossier au registre;
- **la certification** qui confirme le dépôt d'un document au registre;
- **la reproduction** qui est applicable, en tout ou en partie, pour tout document déposé au registre.

III. NOS ENGAGEMENTS

Lorsque vous vous adressez au REQ, vous vous attendez à être servi avec diligence par un personnel compétent et courtois. Voici les engagements que le REQ et son personnel entendent respecter.

■ Des services accessibles

Le REQ S'ENGAGE à ce que ses services soient aisément accessibles.

Ce qui implique :

Pour l'ensemble de notre clientèle :

- des services en français et, sur demande, des services en anglais conformément à la politique linguistique du gouvernement du Québec;
- un site Internet disponible pour :
 - obtenir l'information sur nos produits et services;
 - vérifier gratuitement l'inscription et l'information disponible concernant une entreprise;
- des formulaires disponibles gratuitement dans notre site Internet ou sur demande téléphonique;
- une ligne téléphonique sans frais partout au Québec;
- des services en ligne via notre site Internet;
- l'immatriculation de votre entreprise, à l'exception d'une personne morale, dans 40 villes du Québec. Vous avez le choix entre nos comptoirs de Québec et de Montréal, un des bureaux de Revenu Québec ou un des palais de justice;
- la consultation gratuite du registre des entreprises via le réseau Internet de 5 h à 24 h, 7 jours sur 7;
- des préposés au service à la clientèle accessibles à nos comptoirs de Québec et de Montréal, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 00, à l'exception du mercredi où le service est offert de 10 h 30 à 16 h 00.

■ **Des services courtois**

Le REQ S'ENGAGE à vous accueillir de façon courtoise à chaque fois que vous entrez en contact avec nous.

Ce qui implique :

- de vous répondre avec amabilité;
- d'être à l'écoute de vos besoins;
- de faire preuve, en toute circonstance, de la politesse requise.

En retour, nous souhaitons une attitude courtoise de votre part.

■ **Des services de qualité et un personnel compétent**

Le REQ S'ENGAGE à vous offrir des services de qualité et à mettre à votre disposition un personnel compétent.

Ce qui implique :

- de mettre à votre disposition une information complète et à jour, à l'aide de nos publications et de notre site Internet;
- de régler le plus de questions possible dès votre premier contact avec un membre de notre personnel;
- de mesurer périodiquement votre satisfaction à l'égard de nos services.

■ **Des services rapides**

Le REQ S'ENGAGE à vous servir dans les meilleurs délais.

Ce qui implique :

Pour l'ensemble de notre clientèle :

- pour le traitement des demandes d'information générales reçues par courrier postal ou électronique ou par télécopieur :
 - une réponse dans un délai de 15 jours ouvrables;
 - si une réponse ne peut pas vous être fournie dans ce délai, on vous avisera du délai probable pour vous répondre;
- pour le traitement des demandes d'information générale reçues par téléphone :
 - la possibilité en tout temps, sur les heures d'ouverture, de parler à un ou une préposé(e);
 - si nécessaire, un retour d'appel le jour même, sinon le jour ouvrable suivant;
- pour le service au comptoir :
 - un service en fonction de l'ordre d'arrivée;
- pour le service téléphonique :
 - l'accès à un ou une préposé(e) dans un délai moyen inférieur à 90 secondes;
- pour les demandes de services reçues par courrier ou aux comptoirs du REQ ou d'un de nos partenaires :
 - le respect des délais tels qu'énumérés dans le tableau suivant :

**Délais moyens de traitement
(en jours ouvrables)**

Services	Demandes reçues		
	par courrier	à un comptoir du REQ	à un comptoir de Revenu Québec ou d'un palais de justice
IMMATRICULATION			
Personnes physiques, sociétés et autres groupements			
• Service régulier	10 jours	le jour même	le jour même
• Service prioritaire ¹	1 jour
Personnes morales			
• Service régulier	10 jours	5 jours	...
• Service prioritaire	1 jour	1 jour	...
Constitution ²			
• Service régulier	5 jours	5 jours	...
• Service prioritaire	1 jour	1 jour	...
Autres demandes			
• Service régulier	15 jours	15 jours	...
• Service prioritaire ¹	1 jour	1 jour	...

1. Un service prioritaire de 24 heures est disponible, moyennant des frais additionnels, pour tous les services à l'exception du traitement des déclarations pour lesquelles le REQ ne charge aucuns frais.

2. Ces délais ne s'appliquent pas aux personnes morales qui ne sont pas constituées en vertu des parties IA et III et de la *Loi sur les compagnies*.

Note : Pour bénéficier de ces délais, vous devrez, au moment de produire votre demande, satisfaire aux exigences légales, fournir les renseignements complets et joindre le paiement des frais exigibles. De plus, lorsque vous payez les services demandés avec un chèque non visé, vous devez prévoir un délai supplémentaire pour que le REQ s'assure de la validité du chèque.

IV. LE RESPONSABLE DES PLAINTES

Votre opinion est importante.

Le Registraire des entreprises (REQ) considère que les commentaires ou, le cas échéant, les plaintes formulées par sa clientèle concernant le niveau ou la qualité des services offerts peuvent contribuer positivement à l'amélioration des services. C'est la raison pour laquelle une personne responsable des plaintes a été désignée par le REQ pour l'accueil des commentaires et des plaintes du public.

Avant de communiquer avec le responsable des plaintes, essayez d'abord d'obtenir des explications ou de parvenir à une entente avec notre personnel. Le personnel du REQ est là pour vous servir, vous renseigner et vous écouter. Il se fait un devoir de répondre à vos demandes et il est habilité à régler l'ensemble des situations qui lui sont soumises.

Si toutefois vous n'avez pu en venir à une solution satisfaisante à ce niveau, vous pouvez communiquer avec le responsable des plaintes. Ce dernier relève directement du Registraire des entreprises et reçoit en toute confidentialité vos plaintes ou commentaires et les traite avec diligence dans un but constructif.

Vous pouvez rejoindre le responsable des plaintes à l'adresse suivante :

Le responsable des plaintes
Registraire des entreprises
800, place D'Youville
9^e étage
Québec (Québec)
G1R 4Y5

V. COMMENT NOUS JOINDRE

Vous pouvez avoir accès à nos services ou nous joindre, selon vos préférences, de plusieurs façons : par écrit, par téléphone, en personne à nos comptoirs de service, par l'entremise de votre ordinateur personnel ou par télécopieur. Nous avons aussi des brochures et des dépliants.

Renseignements généraux

Téléphone :	Région de Québec : (418) 643-3625 Ailleurs au Québec : 1 888 291-4443
Télécopieur :	(418) 643-3336
Courriel :	req@req.gouv.qc.ca
Site Internet :	www.req.gouv.qc.ca

Courtage immobilier

Téléphone :	Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30 (418) 528-9727
Télécopieur :	(418) 643-3336
Courriel :	depcci@req.gouv.qc.ca

SECTEUR DES ENTREPRISES

Téléphone :	Les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30 Le mercredi, de 10 h 30 à 16 h 30 Région de Québec : (418) 643-3625 Ailleurs au Québec : 1 888 291-4443
Courriel :	req@req.gouv.qc.ca
Télécopieur :	(418) 528-5703
Service au comptoir :	Les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 8 h 30 à 16 h 00 Le mercredi, de 10 h 30 à 16 h 00

Comptoir de Québec

Registraire des entreprises
Direction des entreprises
Service des personnes morales
800, place D'Youville
Rez-de-chaussée
Québec (Québec) G1R 4Y5
Télécopieur : (418) 646-9660

Comptoir de Montréal

Registraire des entreprises
Direction des entreprises
Service des personnes morales
800, rue du square-Victoria
Niveau promenade
Montréal (Québec) H4Z 1H9
Télécopieur : (514) 873-6431

Question 4

Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006 :

- endroits et date du départ et du retour ;
- but du voyage ;
- personnes rencontrées ;
- coût ;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) ;
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.

Réponse*Revenu Québec*

- Voir annexes :
1. Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006.
 2. Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006.

Note : Le nombre important de voyages ne permet pas de présenter succinctement les résultats de chacune de ces rencontres ni de dresser la liste des personnes rencontrées ; de l'information additionnelle pourra être fournie sur demande.

Registraire des entreprises

- Voir annexes :
3. Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006.
 4. Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

50

Annexe 1 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Jean, Clément - enquêteur	Toronto, ON	Vérifier la sécurité du bureau de Revenu Québec à Toronto Du 10 au 12 avril 2006	1 215,34 \$
Bourque, Gilles - avocat Nolan, Bernard - avocat	Toronto, ON	Assister à la rencontre du Comité national sur l'évitement Du 19 au 21 avril 2006	2 229,58 \$
Larouche, Marcel - agent de recherche	Ottawa, ON	Représenter la Direction de la planification et de la gestion de l'information à la Conférence annuelle de l'Évaluation des risques de la Direction générale des programmes d'observation Du 25 au 28 avril 2006	158,80 \$
Perreault, Michel - agent de recherche	Ottawa, ON	Assister à la conférence sur l'évaluation des risques organisée par l'Agence du Revenu du Canada Du 25 au 28 avril 2006	622,46 \$
Besner, Christine - architecte	Toronto, ON	Effectuer la dernière phase de l'expansion du bureau de Revenu Québec à Toronto Du 30 avril au 10 mai 2006	1 896,29 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Bergeron, Dave - analyste	Ottawa, ON	Assister à la réunion du groupe de travail sur l'autocertification des logiciels de l'Agence du Revenu du Canada Du 7 au 10 mai 2006	688,95 \$
Racine, Daniel - chef de service	Halifax, NE	Assister à une Conférence du Groupe de travail fédéral/provincial/territorial sur l'économie clandestine Du 8 au 12 mai 2006	2 065,74 \$
Lortie, Serge - chef de service Jabbour, Sami - directeur	Halifax, NE	Assister à une Conférence du Groupe de travail fédéral/provincial/territorial sur l'économie clandestine Du 8 au 12 mai 2006	2 675,40 \$
Simard, Marc - chef de service	Ottawa, ON	Assister à la réunion du Comité directeur du projet d'auto-certification des logiciels de l'Agence du Revenu du Canada Du 9 au 10 mai 2006	458,99 \$
Bourque, Gilles - avocat	Calgary, AL	Assister au Comité tripartite de révision de la proportion des affaires (Comité TRAC) Du 14 au 17 mai 2006	1 776,36 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

52

Annexe 1 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Dumont, Marcel - directeur Bérard, Paul - agent de gestion	Calgary, AL	Assister au Comité tripartite de révision de la proportion des affaires (Comité TRAC) Du 14 au 17 mai 2006	2 680,56 \$
Rhéaume, Ginette - agente de recherche Mercier, Denise - agente de recherche	Ottawa, ON	Assister à une rencontre avec le ministère de la Justice du Canada Du 16 au 17 mai 2006	860,60 \$
Bazinet, Luc - formateur	Toronto, ON	Diffuser de la formation en fiscalité au bureau de Revenu Québec à Toronto Du 25 au 26 mai 2006	1 035,99 \$
Sirois, Nathalie - technicienne Presseau, François - conseiller	Toronto, ON	Administrer des examens dans le cadre du concours de Cadre, classe 4 pour des employés du bureau de Revenu Québec à Toronto Du 26 au 27 mai 2006	723,50 \$
Gauthier, Gisèle - analyste	Toronto, ON	Assister à la formation « CICA - In-depth GST course - Part I » offerte par Chartered Accountants of Canada (CICA) Du 28 mai au 2 juin 2006	2 287,40 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Bernard, Gilles - directeur Jabbour, Sami - directeur Ménard, Martin - analyste Girard, Serge - analyste	Cornwall, ON	Assister à la Conférence nationale de l'économie clandestine 2006 Du 29 mai au 1 ^{er} juin 2006	505,59 \$
Brière, Lucie - directrice	St-Jean, TN	Assister au colloque de l'Institut de la gestion financière du Canada (IGF) Du 4 au 7 juin 2006	1 470,12 \$
Stewart, Michel - directeur	Iqaluit, NU	Participer à la rencontre annuelle des directeurs de pensions alimentaires des provinces et territoires du Canada Du 5 au 9 juin 2006	2 687,11 \$
Brisebois, André - directeur	Edmonton, AL	Participer au Conseil de la taxe sur les carburants - Sous-comités de formation et des déclarations électroniques Du 11 au 16 juin 2006	2 269,88 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

54

Annexe 1 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Bergeron, Johanne-L - sous-ministre adjointe	Toronto, ON	Assister au comité de gestion de la vérification Du 21 au 22 juin 2006	1 819,76 \$
Leclerc, Pierre - directeur régional			
Veillette, Gilles - directeur			
Quintal, Michel - directeur			
Morin, Louise - directrice			
Caccia, Gilbert - directeur			
Quintal, Michel - directeur	Toronto, ON	Déplacements au bureau de Toronto M. Miche Quintal : 20 au 21 juillet 2006 Mme Louise Morin : 11 au 13 août 2006 M. Gilles Veillette : 29 au 31 août 2006	1 698,90 \$
Morin, Louise - directrice			
Veillette, Gilles - directeur			
Noël, Pierre - analyste	Charlottetown, IPE	Assister à une rencontre du Comité de coordination des hauts fonctionnaires Du 12 au 16 septembre 2006	1 938,09 \$
Gauthier, Gisèle - chef de service	Halifax, NE	Assister au « 2006 Interprovincial Tax Conference » Du 17 au 20 septembre 2006	3 727,52 \$
Santerre, André-J - avocat			
Leblanc, Serge - enquêteur	Mississauga, ON	Assister à la formation « Access Data Boot Camp » Du 25 au 28 septembre 2006	1 141,07 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Caumartin, Daniel - directeur	Winnipeg, MA	Assister au Congrès « Interprovincial Investigation Council » Du 30 septembre au 5 octobre 2006	2 005,94 \$
Brisebois, André - directeur	Halifax, NE	Assister au « 2006 Interprovincial Tax Conference » Du 17 au 20 septembre 2006	1 795,83 \$
Ste-Marie, Guy - analyste	Winnipeg, MA	Assister à la Conférence « Interprovincial et Enquêtes » Du 30 septembre au 6 octobre 2006	4 520,48 \$
Morin, Josée - directrice Nolan, Bernard - avocat	Toronto, ON	Assister à la rencontre du groupe de travail interprovincial et fédéral relatif aux planifications fiscales audacieuses Le 3 octobre 2006	1 380,35 \$
Bouchard, Chantale - vérificateur Leclerc, Pierre - directeur	Toronto, ON	Assister à la rencontre portant sur la vérification de stratagèmes fiscaux Le 3 octobre 2006	1 161,14 \$
Bernier, Reno - chef de service Grégoire, Johanne - avocate	Ottawa, ON	Participer aux Conférences Interprovinciales sur le Tabac et le Carburant Du 16 au 18 octobre 2006	1 189,56 \$
Ste-Marie, Guy - analyste	Ottawa, ON	Participer aux Conférences Interprovinciales sur le Tabac et le Carburant	1 764,58 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 4 (*Revenu Québec*)

55

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
		Du 16 au 20 octobre 2006	
Brisebois, André - directeur	Ottawa, ON	Assister à la réunion du Comité directeur du Conseil de la taxe sur les carburants	1 321,27 \$
		Du 17 au 20 octobre 2006	
Tremblay, François T. - sous-ministre adjoint	Ottawa, ON	Assister au « Senior Officials Tax Services Committee »	1 785,72 \$
Morin, Josée - directrice		Du 26 au 27 octobre 2006	
Garon, Denis - sous-ministre adjoint	Toronto, ON	Assister au Gala du « Canadian Productivity Awards (CIPA) » pour lequel Revenu Québec est finaliste	2 690,65 \$
Durand, Paul-Émile - chef de service		Du 1 ^{er} au 2 novembre 2006	
Forest, Daniel - directeur			
Lortie, Serge - chef de service	Saskatoon, SK	Assister à la rencontre avec le Groupe fédéral, provincial, territorial sur l'économie clandestine	1 475,45 \$
		Du 6 au 9 novembre 2006	
Brisebois, André - directeur	Moncton, NB	Assister au Conseil de la Taxe sur les Carburants - Cours de vérification	1 280,17 \$
		Du 6 au 9 novembre 2006	

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Journault, Michel - analyste	Saskatoon, SK	Assister à la rencontre avec le Groupe fédéral, provincial, territorial sur l'économie clandestine Du 6 au 9 novembre 2006	1 342,58 \$
Bannon, Yves - directeur Risi, Christine - agente de recherche	Ottawa, ON	Rencontre avec l'Agence du Revenu Du Canada sur le rapport TPS Le 22 novembre 2006	1 335,20 \$
Veillette, Gilles - directeur Viens, Réal - directeur	Toronto, ON	Effectuer des entrevues à la suite des concours de cadre tenus au bureau de Toronto Le 30 novembre 2006	1 118,32 \$
Noël, Pierre - analyste	Ottawa, ON	Participer à la réunion du Sous-comité de l'exécution réciproque Du 3 au 8 décembre 2006	1 143,55 \$
Brisebois, André - directeur	Calgary, AL	Assister au Conseil de la taxe sur les carburants - sous-comité déclarations électroniques et sous-comité chemin de fer Du 4 au 7 décembre 2006	1 638,85 \$
Sirois, Nathalie - technicienne Presseau, François - conseiller	Toronto, ON	Administrer des examens dans le cadre du concours de Cadre, classe 6 Du 8 au 9 décembre 2006	723,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 4 (*Revenu Québec*)

58

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Bourque, Gilles - avocat	Toronto, ON	Assister au Comité TRAC - Comité national sur la répartition des affaires et rencontrer le CCA (Canadian Construction Association) Du 30 au 31 janvier 2007	1 132,62 \$
Tremblay, François T. - sous-ministre adjoint	Toronto, ON	Finaliser la rédaction d'une procédure judiciaire impliquant les procureurs du Fédéral et de diverses provinces Le 12 février 2007	970,42 \$
Brisebois, André - directeur	Calgary, AL	Assister au Conseil de la taxe sur les carburants - Sous-comité de révision de la Vision et de la Mission du Conseil Du 19 au 22 février 2007	1 654,49 \$
Deshaies, Stéphane - enquêteur Hoeu, Cheny - enquêteur	Toronto, ON	Signifier et exécuter une ordonnance Du 26 au 27 février 2007	1 264,62 \$
Lortie, Serge - chef de service	Calgary, AL	Assister à la rencontre du Groupe travail fédéral, provincial, territorial sur l'économie clandestine Du 27 février au 1 ^{er} mars 2007	1 581,68 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Brisebois, André - directeur	Vancouver, CB	Assister au Conseil de la taxe sur les carburants - Sous-comité formation Du 13 au 16 mars 2007	1 612,78 \$
Dumont, Marcel - directeur Bérard, Paul - agent de gestion	Edmonton, AL	Assister à la réunion du comité tripartite sur la répartition des affaires (TRAC) Du 14 au 16 mars 2007	2 680,56 \$
Bergeron, Dave - analyste	Toronto, ON	Assister à la rencontre du groupe de travail du projet sur l'autocertification des logiciels de l'Agence du Revenu du Canada Du 23 au 26 mars 2007	1 603,00 \$
Noël, Pierre - analyste	Ottawa, ON	Assister à la réunion du Sous-comité de l'exécution réciproque des ordonnances alimentaires Du 25 au 27 mars 2007	839,69 \$
Total			<u>81 647,00 \$</u>

N. B. : Les voyages de vérification hors Québec mais au Canada ne nécessitant pas de CT voyage sont compilés avec les dépenses générales de voyages au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

89

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT REEL
Vaillancourt, Réjean - vérificateur	Texas (États-Unis)	Vérifier une société Du 2 au 8 avril 2006	2 922,18 \$
Poulin, Dominique - vérificateur Bernard, Jean-Guy - vérificateur Meloche, Betty - vérificateur	Washington (États-Unis)	Vérifier une société Du 3 au 13 avril 2006	12 943,90 \$
Marcil, Dany - vérificateur Légaré, Yannick - vérificateur	Californie (États-Unis)	Vérifier une société Du 3 au 14 avril 2006	9 030,53 \$
Landry, Claude - vérificateur	Texas (États-Unis)	Vérifier une société Du 18 au 28 avril 2006	4 093,31 \$
Lepage, Ghislaine - analyste	Arizona (États-Unis)	Assister aux ateliers juridiques IFTA Du 20 au 23 avril 2006	1 816,34 \$
Pérusse, Jean - vérificateur	Michigan (États-Unis)	Vérifier une société Du 24 avril au 5 mai 2006	1 919,35 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Abdellatif, Chouky - vérificateur	Colorado (États-Unis)	Vérifier une société Du 25 avril au 6 mai 2006	5 094,02 \$
Bernard, Jean-Guy - vérificateur	New York (États-Unis)	Vérifier une société Du 30 avril au 6 mai 2006	2 823,34 \$
Laprise, Denis - vérificateur Harvey, Claude - vérificateur	New Jersey (États-Unis)	Vérifier une société Du 30 avril au 6 mai 2006	4 725,52 \$
Jean, Diane - sous-ministre	Belgique (Europe)	Participer, en tant que déléguée officielle du Québec, au 21 ^e colloque international du Centre de Rencontres et d'Études des dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) des pays francophones Du 5 au 13 mai 2006	2 486,32 \$
Ste-Marie, Guy - analyste	Pennsylvanie (États-Unis)	Assister à la conférence de la « Federation of Tax Administrator » Motor fuel section Du 6 au 10 mai 2006	2 003,65 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (*Revenu Québec*)

22

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT REEL
Brisebois, André - directeur	Pennsylvanie (États-Unis)	Assister au Conseil de la taxe sur les carburants Du 7 au 10 mai 2006	1 664,57 \$
McNicoll, Charles - vérificateur Fortin, Pierre - vérificateur	Caroline du Nord (États-Unis)	Vérifier une société Du 14 au 20 mai 2006	4 912,84 \$
Roy, Damien - vérificateur	Arizona (États-Unis)	Vérifier une société 21 au 28 mai 2006	3 111,48 \$
Bouchard, François - vérificateur	Arizona (États-Unis)	Vérifier une société Du 21 au 28 mai 2006	2 919,93 \$
Marchand, Pierre - vérificateur	Maine (États-Unis)	Vérifier une société Du 11 au 16 juin 2006	1 648,59 \$
Gagné, Marie-Lyne - vérificatrice Ladouceur, Luce - vérificatrice	Oregon (États-Unis)	Vérifier une société Du 18 au 22 juin 2006	3 919,73 \$
Légaré, Yannick - vérificateur Marcil, Dany - vérificateur	Pennsylvanie (États-Unis)	Vérifier une société Du 18 au 23 juin 2006	5 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Dulac, Marie-Ève - vérificatrice Caron, Josette – vérificatrice	Pennsylvanie (États-Unis)	Vérifier une société Du 18 au 24 juin 2006	3 934,35 \$
Iatmanene, Hamid - analyste	Nevada (États-Unis)	Assister aux conférences techniques présentées au « Cognos Forum 2006 » Du 25 au 29 juin 2006	3 894,34 \$
Légaré, Yannick - vérificateur McNicoll, Charles - vérificateur	Tennessee (États-Unis)	Vérifier une société Du 9 au 15 juillet 2006	5 204,76 \$
Sylvain, François - vérificateur	Connecticut (États-Unis)	Vérifier une société Du 9 au 22 juillet 2006	3 522,69 \$
Brisebois, André - directeur	Nevada (États-Unis)	Assister à la réunion annuelle des Commissaires IFTA Du 17 au 24 juillet 2006	2 444,05 \$
Lemieux, Gérard - vérificateur Marchand, Pierre - vérificateur	Texas (États-Unis)	Vérifier une société Du 23 au 28 juillet 2006	5 728,95 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

64

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT REEL
Landry, Claude - vérificateur	Pennsylvanie (États-Unis)	Vérifier une société Du 30 juillet au 5 août 2006	2 675,52 \$
Pérusse, Jean - vérificateur	New York (États-Unis)	Vérifier une société Du 13 au 26 août 2006	1 897,24 \$
Roy, Damien - vérificateur	Kansas (États-Unis)	Vérifier une société Du 20 au 26 août 2006	3 133,93 \$
Ste-Marie, Guy - analyste	Arkansas (États-Unis)	Assister à la Conférence « Federation of Tax Administration » Tobacco Tax section Du 26 au 31 août 2006	2 509,84 \$
Gagné, Raymond - vérificateur	Massachusetts (États-Unis)	Vérifier une société Du 28 août au 2 septembre 2006	1 291,13 \$
Boivin, Suzel - vérificatrice	Missouri (États-Unis)	Vérifier une société Du.10 au 13 septembre 2006	2 903,86 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Sylvain, François - vérificateur	Michigan (États-Unis)	Vérifier une société	4 405,19 \$
Audet, Claude - vérificateur		Du 10 au 15 septembre 2006	
Paquet, Johanne - vérificatrice	Missouri (États-Unis)	Vérifier une société	2 276,15 \$
		Du 10 au 16 septembre	
Sansfaçon, Georges - inspecteur	Arizona (États-Unis)	Assister au congrès annuel IFTA	2 012,83 \$
		Du 16 au 23 septembre 2006	
Allard, Yvon - vérificateur	Connecticut (États-Unis)	Vérifier une société	3 891,79 \$
Prince, Jacques - vérificateur		Du 17 au 23 septembre 2006	
Gagné, Raymond - vérificateur	Massachusetts (États-Unis)	Vérifier une société	1 476,65 \$
		Du 25 au 29 septembre 2006	
Roy, Damien - vérificateur	Utah (États-Unis)	Vérifier une société	5 388,77 \$
Poulin, Martial - vérificateur		Du 24 au 30 septembre 2006	
Pérusse, Jean - vérificateur	Michigan (États-Unis)	Vérifier une société	2 029,63 \$
		Du 25 septembre au 2 octobre 2006	

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

69

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT REEL
Couture, Daniel - vérificateur	Caroline du Sud (États-Unis)	Vérifier une société Du 1 ^{er} au 14 octobre 2006	4 294,08 \$
Ste-Marie, Guy - analyste	Nouveau-Mexique (États-Unis)	Assister à la Conférence annuelle « Federation of Tax administration » Du 7 au 12 octobre 2006	4 520,48 \$
Brisebois, André - directeur	Nouveau-Mexique (États-Unis)	Assister au Conseil de la taxe sur les Carburants - Réunion annuelle « Federation Tax Administration » Du 7 au 12 octobre 2006	2 444,05 \$
Audet, Claude - vérificateur Sylvain, François - vérificateur	Michigan (États-Unis)	Vérifier une société Du 9 au 13 octobre 2006	5 384,32 \$
Chouky, Abdellatif - vérificateur	Massachusetts (États-Unis)	Vérifier une société Du 13 au 23 octobre 2006	5 289,74 \$
Marcil, Dany - vérificateur Légaré, Yannick - vérificateur	Pennsylvanie (États-Unis)	Vérifier une société Du 15 au 20 octobre 2006	4 861,54 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Piché, Richard - vérificateur	Missouri (États-Unis)	Vérifier une société Du 15 au 21 octobre 2006	2 714,83 \$
Dubé, Pierre - chef de service Gilbert, Marco - architecte en environnement de données	Californie (États-Unis)	Assister aux conférences technologiques présentées dans le cadre du « Oracle Open World 2006 » par la firme Oracle inc Du 21 au 28 octobre 2006	8 183,36 \$
Chouky, Abdellatif - vérificateur	Massachusetts (États-Unis)	Vérifier une société Du 27 octobre au 6 novembre 2006	5 927,85 \$
Dulac, Marie-Ève - vérificatrice Tounkara, Mahawa - vérificateur	Californie (États-Unis)	Vérifier une société Du 29 octobre au 4 novembre 2006	5 364,44 \$
Marcil, Dany - vérificateur Légaré, Yannick - vérificateur	Minnesota (États-Unis)	Vérifier une société Du 29 octobre au 4 novembre 2006	5 171,55 \$
Paquet, Johanne - vérificatrice	Missouri (États-Unis)	Vérifier une société Du 29 octobre au 4 novembre 2006	3 187,13 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

88

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT REEL
Fortin, Pierre - vérificateur Harvey, Claude - vérificateur	Californie (États-Unis)	Vérifier une société Du 5 au 11 novembre 2006	6 021,78 \$
Marcil, Dany - vérificateur Légaré, Yannick - vérificateur	Michigan (États-Unis)	Vérifier une société Du 12 au 18 novembre 2006	4 556,65 \$
Brisebois, André - directeur	Pennsylvanie (États-Unis)	Assister au Conseil de la Taxe sur les carburants : Sous-comité Nord-Est États-Unis/Canada (exportations et importations) Du 15 au 17 novembre 2006	1 484,85 \$
Ste-Marie, Guy - analyste	Pennsylvanie (États-Unis)	Participer à la rencontre du « Task Force » Canada et États-Unis sur le carburant Du 15 au 17 novembre 2006	1 520,24 \$
Ste-Marie, Guy - analyste	Texas (États-Unis)	Assister à la 5 ^e rencontre internationale sur la fraude en tabac Du 26 novembre au 1 ^{er} décembre 2006	2 325,29 \$
Poulin, Martial - vérificateur Marchand, Pierre - vérificateur	Caroline du Nord (États-Unis)	Vérifier une société Du 26 novembre au 2 décembre 2006	5 399,21 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (*Revenu Québec*)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Chouky, Abdellatif - vérificateur	New York (États-Unis)	Vérifier une société Du 26 novembre au 9 décembre 2006	6 704,27 \$
Bernier, Reno - chef de service	Texas (États-Unis)	Assister à l'atelier annuel Canada/États-Unis sur la contrebande de tabac Du 27 novembre au 1 ^{er} décembre 2006	2 052,40 \$
Imbeault, Carole - directrice générale Lemay, Roch - directeur principal	Louisiane (États-Unis)	Assister à la réunion annuelle de la « National Association of Unclaimed Property Administrators » Du 3 au 6 décembre 2006	3 041,28 \$
Audet, Claude - vérificateur Sylvain, François - vérificateur	Michigan (États-Unis)	Vérifier une société Du 3 au 8 décembre 2006	4 361,80 \$
Proulx, Colette - vérificatrice	Californie (États-Unis)	Vérifier une société Du 3 au 9 décembre 2006	2 759,53 \$
Roy, Damien - vérificateur Bouchard, François - vérificateur	Arizona (États-Unis)	Vérifier une société Du 10 au 16 décembre 2006	5 520,30 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT REEL
Proulx, Colette - vérificatrice	Colorado (États-Unis)	Vérifier une société Du 10 au 16 décembre 2006	2 759,53 \$
Dionne, Annie - vérificatrice Vermette, Alain - vérificateur	Ohio (États-Unis)	Vérifier une société Du 11 au 15 décembre 2006	4 677,82 \$
Veilleux, Jean-François - vérificateur	Arizona (États-Unis)	Assister au colloque IFTA/IRP Du 3 au 8 janvier 2007	2 608,32 \$
Rathé, Céline - vérificatrice	Arizona (États-Unis)	Assister au colloque IFTA/IRP Du 3 au 9 janvier 2007	2 924,97 \$
Gagné, Raymond - vérificateur	Caroline du Sud (États-Unis)	Vérifier une société Du 7 au 12 janvier 2007	2 581,43 \$
Chouky, Abdellatif - vérificateur	Massachusetts (États-Unis)	Vérifier une société Du 7 au 13 janvier 2007	3 044,64 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT RÉEL
Laprise, Denis - vérificateur	Illinois (États-Unis)	Vérifier une société	4 281,88 \$
Marcil, Dany - vérificateur		Du 14 au 20 janvier 2007	
Sylvain, François - vérificateur	Wisconsin (États-Unis)	Vérifier une société	2 697,64 \$
		Du 14 au 20 janvier 2007	
Chouky, Abdellatif - vérificateur	Ohio (États-Unis)	Vérifier une société	2 463,57 \$
		Du 14 au 20 janvier 2007	
Chouky, Abdellatif - vérificateur	New York (États-Unis)	Vérifier une société	6 075,07 \$
		Du 4 au 10 février 2006	
Boudreau, Norbert - secrétaire général	République Togolaise (Afrique)	Accompagner la déléguée officielle du Québec au 22 ^e colloque international du Centre de Rencontres et d'Études des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) des pays francophones	3 458,81 \$
		Du 9 au 16 février 2007	
Jean, Diane - sous-ministre	République Togolaise (Afrique)	Participer, en tant que déléguée officielle du Québec, au 22 ^e colloque international du Centre de Rencontres et d'Études des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) des pays francophones	4 485,31 \$
		Du 9 au 16 février 2007	

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

72

Annexe 2 – Question 4 (Revenu Québec)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

NOM	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	MONTANT REEL
Vermette, Alain - vérificateur	Ohio (États-Unis)	Vérifier une société	3 740,90 \$
Dionne, Annie - vérificatrice		Du 11 au 16 février 2006 1920,51	
Paquet, Johanne - vérificatrice	Kansas (États-Unis)	Vérifier une société	4 290,24 \$
Boivin, Suzel - vérificatrice		Du 18 au 23 février 2007	
Girard, Éric - vérificateur	Californie (États-Unis)	Vérifier une société	2 153,60 \$
		Du 18 au 24 février 2007	
Chouky, Abdellatif - vérificateur	Illinois (États-Unis)	Vérifier une société	3 138,82 \$
		Du 24 février au 4 mars 2007	
Sansfaçon, Georges - inspecteur	Caroline du Nord (États-Unis)	Participer à la rencontre préparatoire du congrès annuel IFTA	1 145,88 \$
		Du 5 au 8 mars 2007	
Chouky, Abdellatif - vérificateur	Texas (États-Unis)	Vérifier une société	6 851,50 \$
		Du 11 au 24 mars 2007	
Total			<u>300 128,17 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 3 – Question 4 (*Registraire des entreprises*)

Voyages hors Québec mais au Canada depuis le 1^{er} avril 2006

De Pokomandy, Klara

Ottawa

Participation à un sous-comité sur les noms (NUANS) de l'Association
canadienne des administrateurs de la Loi des compagnies (CACLA)

Du 30 mai au 1^{er} juin 2007

1 281,01\$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

74

Annexe 4 – Question 4 (*Registraire des entreprises*)

Voyages hors Canada depuis le 1^{er} avril 2006

Aucun voyage hors Canada.

Question 5

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées ;
- les détails de ces ententes ;
- les résultats obtenus à ce jour ;
- les investissements annoncés.

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question est incluse aux questions 4 et 47.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse aux questions 4 et 47.

Question 6

Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question est incluse à la question 4.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse à la question 4.

Question 7

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008 ;
- firmes de publicité ;
- mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- le but visé par chaque dépense.

Réponse*Revenu Québec*

Voir annexes : 1. Sommaire des dépenses de publicité et des articles promotionnels.
 2. Prévisions pour 2007-2008.

Registraire des entreprises

Voir annexe : 3. Sommaire des dépenses des articles promotionnels.

Aucune dépense n'a été engagée en publicité pour l'exercice 2006-2007.

Les prévisions 2007-2008 font partie des données de Revenu Québec puisque les activités de la Direction du registre des entreprises ont été intégrées à Revenu Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

78

Annexe 1 – Question 7 (Revenu Québec)

Sommaire des dépenses de publicité et des articles promotionnels

1. Placements (publicité)

Pour les biens non réclamés

Avis de qualité - Successions non réclamées (mai 2006)	16 819,06 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (juin 2006)	24 644,88 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (juillet 2006)	26 325,07 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (août 2006)	25 687,01 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (septembre 2006)	22 703,62 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (octobre 2006)	16 398,00 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (novembre 2006)	20 062,00 \$
Avis de qualité – Produits financiers non réclamés et biens non réclamés (novembre 2006)	23 707,80 \$
Avis de qualité - Successions non réclamées (décembre 2006)	19 722,49 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (janvier 2007)	23 762,59 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (février 2007)	20 654,78 \$
Avis de qualité – Produits financiers non réclamés et biens non réclamés (février 2007)	18 173,10 \$
Avis de qualité – Successions non réclamées (mars 2007)	20 387,81 \$

Pour les autres placements (objectifs visés : informer la clientèle des différents services qui sont offerts à Revenu Québec ; inciter les personnes à s'impliquer à titre de bénévoles ; informer la population des améliorations importantes au crédit d'impôt pour maintien à domicile d'une personne âgée [70 ans et plus] annoncées dans le discours sur le budget)

Placements dans Le Journal -Barreau du Québec et Journal Entracte (CNQ) (Message pour annoncer le transfert du dossier des biens non réclamés)	1 857,21 \$
Placement dans différents hebdos régionaux (Faites la différence dans votre communauté [Programme des bénévoles])	2 170,64 \$
Placements dans la revue Protégez-vous (Vous croyez avoir droit à une succession non réclamée ?)	4 884,70 \$
Placements médias dans différents quotidiens, hebdos, magazines, journaux communautaires, journaux ethniques et radio (Campagne publicitaire sur le crédit d'impôt pour le maintien à domicile d'une personne âgée)	331 059,16 \$

Total partiel

619 019,92 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 7 (Revenu Québec)

Sommaire des dépenses de publicité et des articles promotionnels

2. Articles promotionnels

	Fournisseurs	Mode d'octroi de contrat	Quantité	Coût
Bloc-notes Clic Revenu Québec	Imprimerie Nicober inc.	Appel d'offres sur invitation	1 000	778,00 \$
Disques compacts (Togo)	Groupe Archambault	Achat en magasin		59,96 \$
Disques compacts (Belgique)	Groupe Archambault	Achat en magasin		89,61 \$
Épinglettes – Iris versicolore	Trophées Danielle enr.	Achat en magasin	500	457,00 \$
Signets – Jeunes et enseignants	J.B. Deschamps inc.	Appel d'offres sur invitation	70 000	1 369,00 \$
Crayons – Jeunes et enseignants	Promotions Paul Bergeron	Appel d'offres sur invitation	7 000	2 618,52 \$
Signets – Une carrière à Revenu Québec	L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Appel d'offres sur invitation	5 000	805,50 \$
Boutonnieres – Drapeau Fleur de Lys	Les Publications du Québec	Achat en magasin	100	250,75 \$
Total partiel				6 428,34 \$
Total				625 448,26 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

80

Annexe 2 – Question 7 (Revenu Québec)

Prévisions pour 2007-2008

Prestation électronique de services	50 000 \$
Production de matériel d'information en lien avec les mesures annoncées dans le Discours sur le budget 2006-2007 et celles portant sur l'allègement réglementaire	350 000 \$
Publicité obligatoire et activités de communication <i>ad hoc</i>	90 000 \$
Total	490 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 3 – Question 7 (*Registraire des entreprises*)

Sommaire des dépenses des articles promotionnels

1. Articles promotionnels

	Fournisseurs	Mode d'octroi de contrat	Quantité	Coût
Signet (DE) LE-50.C5.00.1 (2005-04)	L'imprimerie Sociale (1994) inc.	Appel d'offres sur invitation	20 000	696,00 \$
Total				696,00 \$

Question 8

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût ;
- copie des soumissions ;
- copie du questionnaire et du résultat ;
- firme ayant obtenu le contrat.

Réponse*Revenu Québec*

Objet	Firme	Coût
Sondage téléphonique sur les attentes et la satisfaction des entreprises à l'égard des services de Revenu Québec	Infra International	23 750 \$
Sondage téléphonique sur les attentes et la satisfaction des particuliers à l'égard des services de Revenu Québec	Écho Sondage inc.	22 750 \$

Les contrats ont été conclus par appels d'offres. Les copies des sondages et des contrats pourront être déposées sur demande.

Registraire des entreprises

Aucun sondage n'a été effectué.

Question 9

Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2006-2007 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :

- liste et coût ;
- copie des soumissions ;
- copie des études ;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat ;
- copie du contrat.

Réponse*Revenu Québec*

1	Positionnement de l'architecture d'entreprise	Services conseils Parhon inc.	24 900 \$
2	Étude de faisabilité sur le déploiement des technologies de reconnaissance intelligente des caractères dans le domaine de l'encaissement	Banc Tec (Canada) inc.	24 500 \$
3	Test de sécurité sur l'infrastructure technologique (audit de sécurité)	Telus Solutions d'Affaires	14 150 \$

1 et 2 : Les contrats ont été conclus de gré à gré. Le contrat 1 est terminé et la copie de l'étude pourra être fournie sur demande. Le contrat 2 est en cours ; le document n'est donc pas disponible.

3 : Ce contrat a été conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation auprès de trois fournisseurs. Le contrat est terminé. Étant donné la nature hautement confidentielle du rapport produit, l'étude ne sera pas rendue disponible.

Registraire des entreprises

Aucune étude n'a été commandée par le Registraire des entreprises durant l'exercice financier 2006-2007.

Question 10

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme ;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
- le coût ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse*Revenu Québec*

- Voir annexes :
1. Contrats de moins de 25 000 \$ – Expertises médicales.
 2. Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$.
 3. Contrats de services auxiliaires inférieurs à 25 000 \$.
 4. Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$.

Les contrats de services professionnels suivis d'un astérisque (*) présentés aux annexes susmentionnées ont donné lieu à un rapport ou document final. Ces documents sont parfois volumineux et souvent très techniques. Ils pourront être déposés sur demande. Ils ne pourront être rendus accessibles qu'après examen afin de déterminer s'il n'y a pas de parties des documents qui doivent demeurer confidentielles en appliquant les règles de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ou de la *Loi sur le ministère du Revenu* (ex. : renseignements nominatifs ou tolérance administrative). Quelques contrats ne sont pas terminés et le document final n'est pas encore disponible. D'autres contrats ont contribué à une activité organisationnelle et le résultat précis ne peut être isolé du résultat global qui, souvent, ne prend pas la forme d'un document.

Registraire des entreprises

- Voir annexes :
5. Contrats de moins de 25 000 \$ – Expertises médicales et Programme d'aide aux employés.
 6. Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$.
 7. Contrats de services auxiliaires inférieurs à 25 000 \$.
 8. Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$.

Annexe 1 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de moins de 25 000 \$ - Expertises médicales

Fournisseurs	Montant
BEAULIEU JEAN-YVES	115,00 \$
BERARD LOUIS	575,13 \$
BOIVIN JULES	1 225,00 \$
BOUCHARD JAQUES	1 140,00 \$
CENTRE CLINIQUE SYNERGIE	14 800,00 \$
CLINIQUE DE MEDECINE INDUSTRIELLE BRUNET INC.	4 285,50 \$
CLINIQUE DE MEDECINE INDUSTRIELLE DE QUEBEC	1 890,00 \$
CLINIQUE DE MEDECINE INDUSTRIELLE ROBERT ET LIZOTTE	5 089,50 \$
CLINIQUE DE PSYCHOLOGIE COGNITIVE	1 800,00 \$
CLINIQUE D'EXPERTISE MEDICALES DU QUEBEC INC.	7 600,00 \$
DENIS BRUNO	50,00 \$
DUVAL LUC	250,00 \$
EXPERTISES MEDICALES FRADET & ASSOCIES INC.	250,00 \$
FERRON SERGE	1 000,00 \$
FORTIN HELENE	450,00 \$
GAGNON JACQUES	1 200,00 \$
GARANT JACQUES	400,00 \$
GROUPE SANTE MEDISYS INC.	6 635,00 \$
JEDM EXPERTISE INC.	3 184,00 \$
JOBIDON DENIS	3 135,00 \$
KRONSTROM JEAN	4 200,00 \$
LESAGE JACQUES	550,00 \$
L'ESPERANCE GEORGES	525,00 \$
MEDIGESTAL INC.	5 675,00 \$
MENARD CLAUDE E.	800,00 \$
MOODY HELENE	75,00 \$
POLYCLINIQUE DE L'ANCIENNE-LORETTE	20,00 \$
POLYCLINIQUE MEDICALE DES PONTS	50,00 \$
ROUILLARD PIERRE	1 300,00 \$
SENECAL BENOIT	1 800,00 \$
SOLAREH	2 972,50 \$
THIVIERGE J.-C.	50,00 \$
TOTAL :	73 091,63 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

8

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$

1° Contrats conclus par appel d'offres (fournisseurs)

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
9025-4780 Québec inc. (T.O.R.T.U.E.)	Conférences sur la gestion du stress, la gestion du changement et la reconnaissance.	24 000,00 \$
Académie de formation informatique (AFI) inc.	Formation sur le logiciel Wise Package Studio version 6.1.	21 000,00 \$
Claude Gauthier	Valider un rapport annuel de gestion 2005-2006 dans le cadre d'une entente de services avec le ministère des Services gouvernementaux. *	20 000,00 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Élaborer le volet des orientations stratégiques du plan d'affaires de l'intranet de Revenu Québec.	24 750,00 \$
Écho Sondage inc.	Réalisation d'un sondage sur les attentes et la satisfaction des particuliers et des particuliers en affaires à l'égard des services de Revenu Québec à partir de données publiques.	22 750,00 \$
Infras International	Réalisation d'un sondage sur les attentes et la satisfaction des entreprises du Québec à l'égard des services de Revenu Québec à partir de données publiques.	23 750,00 \$
Les Consultants C.L.I.C. inc.	Sessions de formation en conversation anglaise.	24 800,00 \$
Les Services Conseils Systématix inc.	Collaboration à l'analyse préliminaire d'une solution technologique pour supporter la gestion des procurations à Revenu Québec.	23 800,00 \$
Mynsoft inc.	Analyse stratégique visant la prise en charge le 1 ^{er} juillet 2008 par Revenu Québec des systèmes d'échanges électroniques.	21 000,00 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	Evaluation du relevé de compte de pensions alimentaires et recommandations pour l'améliorer. *	22 500,00 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	Services conseils dans le cadre de l'élaboration du Registre central des bénéfices en technologie de l'information.	15 000,00 \$
Roselyne Giguère	Accompagnement professionnel en gestion du changement.	24 000,00 \$
Société Conseil Lambda inc.	Identifier les activités à mettre en œuvre à la Direction des services électroniques et des traitements massifs pour le maintien des services essentiels relativement à l'ensemble des services électroniques.	19 320,00 \$
Telus Solutions d'affaires inc.	Effectuer des tests de sécurité sur l'infrastructure technologique de Revenu Québec. *	14 150,00 \$
Total partiel :		300 820,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$

2° Contrats conclus de gré à gré (fournisseurs)

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
4092830 Canada inc.	Effectuer des recherches spécialisées.	6 000,00 \$
9025-4780 Québec inc. (T.O.R.T.U.E.)	Animer une journée thématique sur la mobilisation du personnel.	3 000,00 \$
AFI Transition inc.	Préparation de colloques, élaboration de divers outils et autres activités connexes dans le cadre de la gestion du changement.	24 500,00 \$
Agire International	Démarche régionale d'amélioration des communications patronales/syndicales. *	3 000,00 \$
Alix Groupe Conseil inc.	Diffusion d'une conférence sur la communication auprès des gestionnaires.	6 550,00 \$
Angelina Argento	Collaborer à des mandats complexes d'expertise fiscale en impôt des sociétés et en retenues à la source.	24 852,00 \$
Anne McBryde	Traduction du français à l'anglais des rapports de vérification IFTA et de certaines communications administratives à faible contenu fiscal.	12 500,00 \$
Arsenault Formation Carrière	Services conseils auprès des gestionnaires de Montréal.	7 500,00 \$
Aspectus	Accompagnement professionnel en gestion.	24 000,00 \$
Babel Language Consultants inc.	Formation en conversation anglaise aux employés oeuvrant au sein de la Direction principale des services à la clientèle des particuliers (région de Chandler).	10 000,00 \$
Banctec (Canada) inc.	Étude de faisabilité sur le déploiement des technologies de reconnaissance intelligente des caractères dans le domaine de l'encaissement. *	24 500,00 \$
BCE Élix	Formation sur la planification des effectifs dans les centres de contacts avec les clientèles. *	5 850,00 \$
Bernier Renaud Communication Marketing	Création et production de messages publicitaires pour la radio et les journaux relativement au maintien à domicile des personnes âgées.	24 300,00 \$
Brio Conseils inc.	Services de conseil et de coaching visant l'amélioration des conditions de mobilisation.	19 500,00 \$
Bureau de conférenciers Orizon inc.	Animer des conférences sur la motivation et la détermination.	24 500,00 \$
Burefor inc.	Diffusion d'une conférence sur les dynamiques de la personne.	850,00 \$
Céline Galipeau	Conférence sur « La situation des femmes dans le monde » (le montant total du contrat s'élève à 1 000 \$, la différence a été défrayée par la partie syndicale).	400,00 \$
Centre de formation en gestion C.F.G. inc.	Sessions de formation portant sur l'amélioration des relations interpersonnelles et des services offerts aux clients.	23 500,00 \$
Centre Microbur enr.	Sessions de formation sur l'orthographe et la grammaire au quotidien.	24 600,00 \$
Cheryl Leyten	Traduction du français à l'anglais des rapports de vérification IFTA et de certaines communications administratives à faible contenu fiscal.	17 100,00 \$
Communication Pro Santé inc.	Animer deux conférences sur la mobilisation et la consolidation d'équipe.	4 700,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

88

Annexe 2 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$

CompilSys inc.	Développer une interface conviviale et améliorer les fonctions automatisées du traitement des fichiers de renseignements.	22 176,00 \$
Conférences et séminaires Patrick Leroux inc.	Animer des conférences sur le succès.	24 500,00 \$
Conseillers Acti-Communications inc.	Formation sur la « Rédaction de rapport ».	24 900,00 \$
Conseillers Acti-Communications inc.	Sessions de formation sur la «Rédaction persuasive de documents administratifs».	24 900,00 \$
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Conseils stratégiques et accompagnement dans l'établissement d'ententes de partenariat avec un fabricant de caisse enregistreuse.	24 750,00 \$
Conseillers en informatique d'affaires, CIA inc.	Soutien à l'implantation de l'Outil intégré de la gestion de la formation.	24 800,00 \$
Côté formation inc.	Sessions de formation sur les communications écrites.	23 500,00 \$
Daniel Têtu	Préparation et audition des griefs.	1 302,00 \$
Danielle St-Aubin	Traduction du français à l'anglais des jugements de pension alimentaire et de certaines communications administratives à faible contenu fiscal.	20 700,00 \$
Dessureault, Savard, Caron et Associés inc.	Conférence qui porte sur l'importance de la reconnaissance au travail.	2 000,00 \$
Diane Paul	Collaborer à des mandats complexes d'expertise fiscale en taxes.	4 000,00 \$
Didasko inc.	Élaboration des profils de compétences des agents de pensions alimentaires et élaboration de stratégies et des outils de gestion et de développement des compétences. *	23 943,75 \$
E3 Services Conseils	Services conseils en optimisation de processus d'affaires. *	24 510,00 \$
Epsilon technologies de l'information (ETI) inc.	Services conseils dans la révision de son processus organisationnel gérant l'évolution des systèmes informatiques. *	24 800,00 \$
ESI Technologies	Révision des processus d'affaires relatifs au domaine de la gestion des ressources humaines concernés par la désuétude des systèmes développés en DATAEASE.	24 725,00 \$
ESSE Leadership inc.	Conférences sur le leadership auprès des gestionnaires.	10 000,00 \$
Fasken Martineau	Diffusion d'une session de formation sur le régime applicable aux sociétés de personnes.	1 500,00 \$
Florel inc.	Assister Revenu Québec dans le cadre du projet de migration à Oracle 10g.	24 450,00 \$
Gilles Dessureault	Coordination et suivi du projet d'architecture pour le projet de rénovation de la tour Nord du Complexe Desjardins.	24 750,00 \$
Groupe-Conseil AON inc.	Mesurer la perception des employés à l'égard des différents facteurs de satisfaction au travail. *	24 000,00 \$
IDC Canada Ltd	Avis indépendant sur le prototype du module d'enregistrement des ventes.	23 700,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Intelligence Santé	Animer des conférences sur le changement.	24 500,00 \$
Isabelle Gagnon	Effectuer des interventions ergonomiques sur demande pour la région de Montréal.	24 500,00 \$
Jacques Côté Conseil inc.	Interprétation du profil Trima des gestionnaires et élaboration de leur plan de développement des compétences.	24 000,00 \$
Jean Chevrier	Fournir des services d'expert-conseil dans l'évaluation des emplois de niveau professionnel expert et émérite. *	24 900,00 \$
Jean Kronstrom	Analyser les rapports médicaux et formuler des recommandations.	10 000,00 \$
Jean-François Larocque	Formation sur les principes d'intégration et de réorganisations corporatives.	2 000,00 \$
Jean-Guy Tessier	Offrir des services-conseils en gestion.	9 800,00 \$
Joël Boucher	Élaborer et développer de la documentation de formation à l'égard de sujets ciblés à contenu fiscal hautement complexe.	24 990,00 \$
Judi Richards inc.	Conférence sur différents thèmes dans le cadre de la journée internationale des femmes (réponses aux questions qui avaient été adressées au préalable à la conférencière par les employés en lien avec son implication au sein des différents groupes qui viennent en aide aux femmes de différentes façons, dont le Chaïnon. Le montant total du contrat s'élève à 800 \$, la différence a été défrayée par la partie syndicale).	300,00 \$
Lemieux Nolet	Augmenter l'efficacité des contrôles présents dans le processus de radiation des créances de Revenu Québec. *	24 750,00 \$
Les Productions Dominique Michel inc.	Conférences dans le cadre de la journée internationale des femmes (témoignages sur les difficultés de faire carrière dans un milieu d'hommes. Le montant total du contrat s'élève à 5 000 \$, la différence a été défrayée par la partie syndicale).	1 600,00 \$
Les Services Conseils Systématix inc.	Travaux d'analyses statistiques des données d'identification et simulations pour valider des pistes d'optimisation.	24 800,00 \$
Les Services Conseils Systématix inc.	Chargement de sources de données à la Centrale de données.	24 360,00 \$
L-Ipse Services Conseil	Participer à la mise en place du système de réservation de salle de Revenu Québec.	24 500,00 \$
Loran Technologie inc.	Services conseils dans le cadre de l'acquisition de services de lien numérique à débit primaire.	24 805,00 \$
Luc Godbout	Conférence sur la gouvernance et la fiscalité. *	1 200,00 \$
Marie Claire Carpentier-Roy	Sessions de formation afin d'accentuer le développement d'une culture de la reconnaissance dans l'organisation.	24 000,00 \$
Marie-France Chabot	Services-conseils relativement à la réalisation des travaux du comité organisationnel, au développement du dossier « Harcèlement et violence au travail » et le traitement des situations dénoncées.	19 500,00 \$
Michel Oligny Expertise Conseil inc.	Formation aux employés de Revenu Québec qui sont confrontés à des situations de violence.	20 000,00 \$
Michèle Béliveau	Traduction de l'anglais au français des ajouts ou des modifications apportées à l'Entente internationale concernant la taxe sur les carburants (IFTA), au Manuel des procédures et au Manuel de vérification.	500,00 \$
Morin Relations Publiques	Services conseils dans la réalisation de documents d'information interne et dans l'organisation d'activités d'échange et de formation.	20 000,00 \$
Multiforce Technologies inc.	Expertise et soutien dans les domaines des technologies Web et du conseil en gestion.	24 500,00 \$
Multi-Language Saykaly (MLS) inc.	Diffuser des cours de langue anglaise.	24 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

8

Annexe 2 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Neuro-Design inc.	Service conseil pour la réalisation de l'étape 3 du «Plan de continuité des services essentiels en cas de pandémie» de Revenu Québec.	24 420,00 \$
Nis Moller	Traduction du français à l'anglais des jugements de pension alimentaire et de certaines communications administratives à faible contenu fiscal.	24 300,00 \$
Paul Vianou	Accompagnement dans l'élaboration d'une stratégie de gestion et d'un plan d'intervention.	24 500,00 \$
Perfexis inc.	Diffusion d'une session de formation en perfectionnement des techniques de conversation téléphonique.	14 250,00 \$
Pierre Chevrier	Services professionnels aux fins de la préparation d'un appel dans le cadre d'un concours de promotion classe 3.	1 359,00 \$
Productions Carol Allain inc.	Conférences sur le travail d'équipe et l'adaptation aux changements.	24 500,00 \$
R3D information et technologies inc.	Conseil et accompagnement dans les activités de démarrage d'un projet de lutte à l'évasion fiscale dans le domaine de la restauration.	24 880,00 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	Documenter les besoins de développement de l'outil de consolidation de l'information financière.	24 500,00 \$
Regain Groupe Conseil	Animer des activités de formation sur la communication.	24 900,00 \$
Robichaud Conseil	Développer et mettre en place les outils visant à harmoniser le processus de gestion de projet de l'équipe des services de gestion des immeubles.	24 850,00 \$
RSW inc.	Préparer un rapport d'expertise pour l'audition d'une cause juridique. *	1 500,00 \$
Samson Bélair Deloitte & Touche	Analyse et révision des méthodes de comptabilisation des créances fiscales.	24 000,00 \$
Services Conseils Parhon inc.	Positionnement de l'architecture d'entreprise afin de faciliter l'intégration de la prestation des services à l'échelle gouvernementale. *	24 900,00 \$
SIGEDOC inc.	Réalisation d'une preuve de concept pour la capture de données par reconnaissance intelligente de caractères.	7 000,00 \$
Simon Blouin	Conférence sur la créativité.	2 645,00 \$
Sinaction	Conférence axée sur les façons de maintenir et d'améliorer le climat de travail.	2 500,00 \$
Sofitech inc.	Animer des sessions de formation en bureautique et en informatique.	24 500,00 \$
Solareh, Société pour l'avancement des ressources humaines	Services professionnels visant à optimiser les chances de réussite dans la réintégration, dans son milieu de travail, d'un employé en difficulté.	3 000,00 \$
Sophie Deslauriers	Diffusion de sessions de formation en communication.	24 900,00 \$
Soptima inc.	Service conseil sur les normes de sécurité et analyse des pellicules sécuritaires dites anti-intrusion.	13 050,00 \$
TechnoConseil TC inc.	Service conseil pour l'élaboration du Plan de maintien des services essentiels en cas de pandémie de Revenu Québec.	24 000,00 \$
Télélangues International Itée	Diffuser deux sessions de formation en conversation anglaise.	24 500,00 \$
Total partiel :		1 488 567,75 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$

3° Contrats conclus de gré à gré (organismes publics ou parapublics)

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Collège François-Xavier Garneau	Préparer et diffuser une session de formation sur la négociation.	8 280,00 \$
École d'administration publique (ENAP)	Préparer et diffuser une session de formation sur l'optimisation des processus administratifs et l'amélioration des façons de faire.	4 000,00 \$
École d'administration publique (ENAP)	Conférence sur l'importance de développer son sens politique.	1 500,00 \$
École des Hautes Études Commerciales (HEC)	Animer une conférence sur l'intelligence émotionnelle.	2 500,00 \$
Université McGill	Évaluer les habiletés orales et écrites des candidats retenus aux postes de vérificateurs principaux. *	288,00 \$
Université McGill	Formation en anglais langue seconde incluant l'analyse des besoins, la conception et le développement des cours et les tests de classement.	9 140,00 \$
Total partiel :		25 708,00 \$

4° Contrats conclus de gré à gré (personnes morales sans but lucratif)

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français inc.	Préparer et animer une journée de sensibilisation sur la simplification des communications administratives au personnel de la Direction de la normalisation des communications de masse.	11 000,00 \$
Fondation des Sourds du Québec	Création d'un DVD explicatif du Programme de perception des pensions alimentaires destiné aux personnes sourdes. *	21 814,00 \$
Total partiel :		32 814,00 \$
Total des services professionnels :		1 847 909,75 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 3 – Question 10 (Revenu Québec)

26

Contrats de services auxiliaires inférieurs à 25 000 \$

1° Contrats conclus par appel d'offres (fournisseurs)

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Baillargeon, Breton et Associés	Déménagement de tout le mobilier situé à l'entrepôt du boulevard Décarie et le livrer au Complexe Desjardins.	2 500,00 \$
Contact-tel inc.	Enregistrement de messages vocaux sur format Wave pour l'ensemble des systèmes de téléphonie de Revenu Québec.	24 900,00 \$
EBQM inc.	Entretien préventif et réparation d'équipements spécialisés utilisés lors de l'ouverture et du dépouillement du courrier.	15 270,00 \$
Folia Design inc.	Entretien et location de plantes d'intérieur pour le bureau de Revenu Québec situé au 1625, boulevard Hamel.	2 142,00 \$
Gauthier fleurs & jardins	Entretien des plantes intérieures pour le bureau de Revenu Québec situé au 225, des Forges à Trois-Rivières.	3 840,00 \$
Quali-T-Plus	Manutention de mobilier d'un entrepôt à un autre entrepôt et disposition du mobilier en surplus.	24 000,00 \$
Rembourratex expert inc.	Effectuer le recouvrement des fauteuils situés aux aires de repos de la Tour Nord du Complexe Desjardins.	22 800,00 \$
Salon Diane Aubin Fleuriste inc.	Entretien de plantes intérieures pour les bureaux de Revenu Québec situés sur la rue Deschênes à Jonquière.	6 240,00 \$
Sono Video inc.	Entretien des équipements utilisés pour les 6 systèmes de vidéoconférence Tandberg 6000 et effectuer le remplacement des pièces défectueuses.	18 000,00 \$
Contrats d'impression conclus par appel d'offres (544 contrats pour des montants variant de 66 \$ à 24 998 \$ - 47 fournisseurs) :		1 476 641,00 \$
Total partiel :		1 596 333,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 3 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de services auxiliaires inférieurs à 25 000 \$

2° Contrats conclus de gré à gré (fournisseurs)

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Binatek inc.	Services d'entretien relatifs aux équipements matériels et logiciels du système de microfilm situés au complexe Desjardins (paragraphe 4 de l'article 12 du Règlement - fournisseur unique).	14 500,00 \$
Biscom inc.	Fournir des services d'entretien relatifs aux produits Faxcom (paragraphe 7 de l'article 12 du Règlement - droit exclusif).	5 712,75 \$
Bureautique Lacouline inc.	Entretien de dix affranchisseuses de marque ASCOM.	6 100,00 \$
Bureautique Lacouline inc.	Entretien complet de l'ouvre-lettre de marque Rototype pour l'année financière 2006-2007.	350,00 \$
Bureautique Lacouline inc.	Entretien complet de l'ouvre-lettre de marque Rototype pour l'année financière 2007-2008.	350,00 \$
EBQM inc.	Entretien de l'adresseuse de marque Buskro.	6 600,00 \$
F.J. Construction	Procéder à la réfection des tables et du comptoir dans la salle de repos située au 6 ^e étage de l'Édifice Jos-Montferrand à Gatineau.	3 350,00 \$
IBM Canada ltée	Services d'entretien pour deux mini-ordinateurs IBM de série P ainsi que leurs logiciels d'exploitation (paragraphe 7 de l'article 12 du Règlement - droit exclusif).	20 398,12 \$
J.H. Ryder Machinerie ltée	Services d'entretien préventif et réparations de trois chariots et un gerbeur.	7 228,00 \$
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Services d'entretien des postes de production en infographie (équipements Macintosh), y compris le support logiciel et l'optimisation de l'organisation des logiciels à la production.	9 900,00 \$
MTS Allstream inc.	Entretien de 4 modules NOKIA IP710.	5 970,09 \$
MultiCorpora R & D inc.	Fournir des services d'entretien relatifs aux différents logiciels Multitrans (logiciel de traduction).	6 886,00 \$
Néopost Canada Limitée	Services de maintenance et d'assistance pour les logiciels MMS36 et Solution Global.	960,00 \$
Novipro inc.	Service d'entretien pour les deux convertisseurs Optica.	1 276,00 \$
Pitney Bowes	Entretien complet de deux systèmes postaux DM1000 et de leurs équipements.	8 136,00 \$
Pitney Bowes	Entretien complet de neuf ouvre-lettres de marque Pitney Bowes.	6 633,60 \$
Rembourratex expert inc.	Recouvrement de 18 fauteuils situés à l'aire de repos du 25 ^e étage de la Tour Nord du Complexe Desjardins.	2 070,00 \$
Sono Video inc.	Assurer l'installation du système de sonorisation de la salle de conférence 1.1.8, effectuer l'entretien du système et offrir des services-conseils sur demande.	9 900,00 \$
Studio Henri inc.	Réaliser des photos souvenirs pour les membres fêtés à Montréal et à Québec pour la soirée Quart-de-siècle 2006.	3 462,50 \$
Technobec	Fournir le service d'entretien sur les imprimantes EdiGuard IDX 380 Re-Transfer Printer.	4 780,00 \$
Vidéotron Ltée	Fournir un lien de relève 10BaseT.	6 600,00 \$
Viola Networks Ltd.	Services d'entretien relatifs aux logiciels de simulation de téléphonie IP.	2 250,00 \$
Contrats d'impression conclus de gré à gré (20 contrats pour des montants variant entre 60 \$ et 9 188 \$ - 11 fournisseurs) :		39 073,00 \$
Total partiel :		172 486,06 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

94

Annexe 3 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats de services auxiliaires inférieurs à 25 000 \$

3° Contrats conclus de gré à gré (personnes morales sans but lucratif)

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Service d'interprétation visuelle et tactile du Montréal-Métropolitain (S.I.V.E.T.)	Services d'interprète en langage des signes auprès d'un employé appelé à participer à une formation systémique.	945,00 \$
Service régional d'interprétation de l'Est-du-Québec inc.	Services de deux interprètes en langage des signes auprès d'un employé appelé à participer au cours de préparation à la retraite.	2 500,00 \$
Service régional d'interprétation de l'Est-du-Québec inc.	Fournir des services d'interprétariat par langage des signes à une personne malentendante.	5 000,00 \$
Total partiel :		8 445,00 \$
Total des services auxiliaires :		1 777 264,06 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE.

Annexe 4 – Question 10 (*Revenu Québec*)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

1. Contrats conclus par appel d'offres sur invitation par Revenu Québec (fournisseur)¹

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
ALLSTREAM INC. (QC)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	15 558,00 \$
ALLSTREAM INC. (QC)	Logiciel («software»).	16 346,00 \$
Anixter Canada Inc. (Lachine)	Câbles, cordons et fils électriques équipés.	13 878,00 \$
Axidata Inc.	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs. Inclus 2 commandes de 13 878\$ et 22850\$	36 428,00 \$
Bell Canada (QUE)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	18 480,00 \$
CCSI Solution technologique	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs. Inclus 2 commandes de 13 445\$ et 19 549\$	32 994,00 \$
Corporate Express Inc. (Boucherville)	Déchiquteuse	6 726,00 \$
CPU DESIGN INC	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	9 760,00 \$
Duocom Canada Inc. (Montréal)	Équipements de projections photographiques.	17 965,00 \$
ESI Technologies de l'information	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	13 130,00 \$
G. N. Johnston Equipement	Location d'un chariot élévateur	22 890,00 \$
Groupe Emerite	Contribution de Revenu Québec à l'activité de reconnaissance pour le 25 ^e anniversaire	16 447,00 \$
Les Alignements Western inc.	Pneus	5 993,00 \$
Microserv (Québec)	Cartes de mémoire pour imprimante Inclus 3 commandes de 16 620\$, 17 340\$ et 24 838\$	58 798,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Logiciel («software»).	6 822,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs. Inclus 2 commandes de 8 330\$ et 21 540\$	29 870,00 \$
ONIX LAZER CORPORATION	Logiciel («software»).	14 316,00 \$
QUEST SOFTWARE (ONTARIO)	Logiciel («software»).	17 948,00 \$
Softchoice Corporation	Logiciel («software»).	13 847,00 \$
Telus Communications inc.	Batteries d'urgence (UPS)	10 498,00 \$
Telus Communications inc.	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	14 596,00 \$
Wesco Distribution Canada Inc.	Câbles, cordons et fils électriques équipés.	22 401,00 \$
Wolseley Groupe Produits Industriels	Achat de chariot élévateur	9 291,00 \$
Total partiel :		424 982,00 \$

1. Produits acquis selon un appel d'offres auprès d'au moins trois fournisseurs. Ces biens ne font pas partie du contrat ouvert négocié par la Direction générale des acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

9

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

2. Contrats conclus par appel d'offres via le ministère des Services gouvernementaux (contrats ouverts négociés par la Direction générale des acquisitions de ce ministère)

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
ACL Service LTD	Logiciel («software»).	9 600,00 \$
AMARO INC. (MTL)	Eau de source	1 878,00 \$
AMARO INC.(QC)	Eau de source	1 616,00 \$
AMARO INC.(QC)	Eau de source	45,00 \$
Artopex Plus Inc.	Meubles de bureau.	6 023,00 \$
BCE Élix	Logiciel («software»).	4 050,00 \$
Bell Canada (QUE)	Logiciel («software»).	11 678,00 \$
Cartonek Inc.	Boîtes diverses	600,00 \$
Cartonek Inc.	Matériaux d'emballage et d'emballage, en vrac.	600,00 \$
Cartonek Inc.	Boîtes, caisses, cartons, caisses à claire-voie et cadres.	3 260,00 \$
Compagnie Teckn-O-Laser (cartouches)	Fournitures de bureau. 3 commandes de 7 400\$, 7 400\$ et 5 520\$	20 320,00 \$
Compagnie Teckn-O-Laser	Fournitures pour les traitements automatiques des données. 21 commandes variant de 75\$ à 20 125\$	194 537,00 \$
Computer Media Group	Fournitures pour les traitements automatiques des données. 20 commandes variant de 89\$ à 7 343\$	36 382,00 \$
Corporate Express Inc. (Boucherville)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	189,00 \$
CPU DESIGN INC	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs. 9 commandes variant de 180\$ à 18 253\$	75 275,00 \$
CPU DESIGN INC	Logiciel («software»). 5 commandes variant de 6 762\$ à 13 230\$	46 562,00 \$
GOODYEAR CANADA INC.	Pneus	819,00 \$
HEWLETT PACKARD (CANADA) LTÉE (QC)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	15 902,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	969,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs. 22 commandes variant de 18\$ à 14 730\$	55 205,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	18 889,00 \$
IBM CANADA LTÉE	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	20 850,00 \$
Kerr Norton Inc.	Fournitures de bureau.	10 154,00 \$
Kerr Norton Inc.	Fournitures pour les traitements automatiques des données. 5 commandes variant de 93\$ à 23 737\$	26 262,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
KYOCERA MITA CANADA LTÉE	Fournitures pour les traitements automatiques des données. 3 commandes : 14 775\$, 9 850\$ et 11 850\$	36 475,00 \$
La filature de L'Isle-Verte (1998) Ltée	Uniformes pour inspecteurs	459,00 \$
LES GESTIONS D'ACHATS RAM	Fournitures pour les traitements automatiques des données. 54 commandes variant de 190\$ à 23 737\$	64 813,00 \$
Microserv (Québec)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	5 528,00 \$
Microserv (Québec)	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	24 818,00 \$
MICROSOFT CANADA CO (US\$)	Logiciel («software»).	16 666,00 \$
NEXINNOVATIONS INC / IBM CANADA LTÉE	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	5 764,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs. 28 commandes variant de 61\$ à 8 645\$	46 021,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Logiciel («software»).	6 811,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	111,00 \$
PEGASIE TECHNOLOGIES INC.	Contrat d'entretien pour licences (informatique)	21 362,00 \$
Pitney Bowes (cartouche télécopieur)	Fournitures de bureau.	19 425,00 \$
Tecknion Roy et Breton Inc. (ventes)	Meubles de bureau.	5 345,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS (QUÉBEC) INC.	Logiciel («software»).	17 023,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS (QUÉBEC) INC.	Équipements téléphoniques.	9 913,00 \$
TELUS SYSTEMES NATIONAUX INC.	Équipements téléphoniques.	4 079,00 \$
Treck Hall Limitée	Fournitures photographiques.	100,00 \$
WATCH4NET SOLUTIONS	Comprend tout programme logique.	14 574,00 \$
Xérox Canada Inc. (Fournitures)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	9 135,00 \$
Xerox Canada ltée (Montréal)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	784,00 \$
Xerox Canada ltée (Montréal)	Équipement de support pour le traitement automatique des données.	337,00 \$
Total partiel :		871 208,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

86

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

3. Contrats conclus sans appel d'offres (fournisseurs)

(dans le cas de produits spécifiques, d'un fournisseur unique, d'une prolongation ou d'une mise à jour (d'un logiciel))

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Agir Inc.	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	5 822,00 \$
Bell Solutions d'affaires inc. (QC)	Logiciel («software»).	24 300,00 \$
BÔWE BELL + HOWELL (MTL)	Imprimante pour papier continu	6 470,00 \$
Carswell (voir Thomson-Carswell)	Livres et brochures.	22 366,00 \$
CEV INC. (MTL)	Équipements de projections photographiques .	18 917,00 \$
COGNOS INC. (Montréal)	Logiciel («software»).	8 124,00 \$
Compagnie Teckn-O-Laser	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	8 245,00 \$
Computer Media Group	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	5 296,00 \$
Elitech	Systèmes divers d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité. 2 commandes : 7 550\$ et 19 934\$	27 484,00 \$
HEWLETT PACKARD (CANADA) LTÉE (QC)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	24 997,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	6 624,00 \$
i2 INC. CANADA OFFICE	Logiciel («software»).	15 888,00 \$
Les alarmes Repentigny	Systèmes divers d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité.	16 181,00 \$
Les Entreprises Jacques	Insignes de poche	10 830,00 \$
Montminy		10 006,00 \$
MULTICORPORA R&D INC.	Logiciel («software»).	7 487,00 \$
NEOPOST CANADA (MTL)	Balances et machines à peser.	25 510,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs. 3 commandes : 6 820\$, 6 820\$ et 11 870\$	12 140,00 \$
NI Produits division de Norme Internationale Plastique Inc.	Meubles de bureau.	92 378,00 \$
Publications CCH/FM Ltée.	Livres et brochures. 7 commandes variant de 5 054\$ à 22 219\$	14 008,00 \$
SAS INSTITUTE CANADA INC.	Logiciel («software»).	36 507,00 \$
Sidelco Inc.	Équipements de radiocommunication, de télévision, 2 commandes : 22 183\$ et 14 324\$	33 630,00 \$
Sidelco Inc.	Systèmes divers d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité. 3 commandes : 20 695\$, 7 440\$ et 5 495\$	14 763,00 \$
VARIAN CANADA INC.	Instruments d'analyses chimiques	447 973,00 \$
Total partiel :		

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

4. Contrats conclus sans appel d'offres (fournisseurs) moins de 5 000\$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
ACCESS DATA	Logiciel («software»).	4 472,00 \$
ADELPHIA ENTERPRISES	Logiciel («software»).	1 500,00 \$
Agences Cloutier Inc.	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	1 345,00 \$
Agences Cloutier Inc.	Articles de bureau et accessoires.	93,00 \$
Agences Cloutier Inc.	Fournitures de bureau.	1 534,00 \$
Agences Cloutier Inc.	Porte-nom	15,00 \$
Agir Inc.	Logiciel («software»).	3 930,00 \$
ALCO DIGITAL	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	2 108,00 \$
ALLSTREAM INC. (QC)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	4 968,00 \$
ALTIRIS INC.	Logiciel («software»).	690,00 \$
Aménagements Conforme Inc	Meubles de bureau.	683,00 \$
Anixter Canada Inc. (Lachine)	Casques combinés, microphones et haut-parleurs	17 123,00 \$
Anixter Canada Inc. (Lachine)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	293,00 \$
Artopex Plus Inc.	Meubles de bureau.	4 502,00 \$
ASTRAL PHOTO Promenade de la Cathédrale	Appareils photographiques (22)	4 862,00 \$
ATELIER 1000 INC.	Meubles de bureau.	7 527,00 \$
ATELIER PLASTICA INC.	Meubles de bureau.	4 875,00 \$
Axidata Inc.	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	4 736,00 \$
BÖWE BELL & HOWELL	Machines de bureau diverses.	1 275,00 \$
Bureau en gros	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	100,00 \$
Buro plus Gyva inc.	Pièces pour fauteuil	130,00 \$
Camelot Info Inc. (voir Groupe Archambault inc.)	Livres et brochures.	300,00 \$
Camelot Info Inc. (voir Groupe Archambault inc.)	Logiciel («software»).	451,00 \$
Carswell (voir Thomson-Carswell)	Livres et brochures.	12 896,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

100

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
CaseWare IDEA inc.	Logiciel («software»).	4 200,00 \$
CBCI TÉLÉCOM (QUÉ)	Logiciel («software»).	839,00 \$
CBCI TÉLÉCOM (QUÉ)	Blackberry	1 541,00 \$
CBCI Telecom Canada Inc. (Cellulaire)	Équipement pour Blackberry (chargeurs)	63,00 \$
CCSI SOLUTION TECHNOLOGIQUE	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	4 762,00 \$
COGNOS INC. (Montréal)	Logiciel («software»).	3 749,00 \$
COLLINS	Sarraus	1 455,00 \$
Commercial Telecom Group inc.	Équipements téléphoniques.	1 023,00 \$
COMMUNICATIONS MÉGA-SAT	Équipements divers de télécommunications.	200,00 \$
Compagnie Canadienne de tableaux noirs Ltée	Meubles de bureau.	9 016,00 \$
Compagnie Teckn-O-Laser	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	11 673,00 \$
Compagnie Teckn-O-Laser	Fournitures de bureau.	403,00 \$
Compagnie Teckn-O-Laser (cartouches)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	540,00 \$
Compugen Systèmes Ltée.	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	148,00 \$
Compugen Systèmes Ltée.	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	112,00 \$
COMPU-SYS	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	2 415,00 \$
COMPU-SYS	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	11 694,00 \$
COMPU-SYS	Équipement de support pour le traitement automatique des données.	520,00 \$
COMPU-SYS	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	25,00 \$
Computer Media Group	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	15 523,00 \$
Computer Media Group	Fournitures de bureau.	200,00 \$
Conseil national de recherches du Canada - Magasin Virtuel	Livres et brochures.	2 411,00 \$
Consulis environnement de bureau	Meubles de bureau.	430,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Corporate Express Inc. (Boucherville)	Articles de bureau et accessoires.	14 492,00 \$
Corporate Express Inc. (Boucherville)	Fournitures de bureau.	754,00 \$
Corporate Express Inc. (Boucherville)	Machines à écrire	434,00 \$
CPU DESIGN INC	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	15 404,00 \$
DEPENDABLE MARKETING SYSTEM LIMITED	Distributrice d'étiquettes	2 754,00 \$
Distribution 2020 Inc.	Lampes électriques.	64,00 \$
DOCUCOM IMAGING SOLUTION (Mtl)	Fournitures de bureau.	1 256,00 \$
DOCUCOM IMAGING SOLUTION (Mtl)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	705,00 \$
DOCUCOM IMAGING SOLUTION (Mtl)	Cartouche de Micro 3000	357,00 \$
Duocom Canada Inc. (Montréal)	Équipements de projections photographiques .	5 314,00 \$
E.D.S. Canada Inc.	Logiciel («software»).	600,00 \$
EBQM	Ventouses (50 grandes et 50 petites).	2 100,00 \$
Editions RH Ltée.	Livres et brochures.	3 846,00 \$
ÉlectroMike inc. (No client : E 1386)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	30,00 \$
Elitech	Systèmes divers d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité. 7 commandes variant de 1200\$ à 4765\$	25 797,00 \$
EMBALLAGE INTÉGRAL INC.	Fournitures de bureau.	4 102,00 \$
Équipement Vision Plus	Boîte de camion en fibre de verre	1 502,00 \$
FLEXCOM	Équipements téléphoniques .	7 250,00 \$
FORTSUM SOLUTIONS	Logiciel («software»).	1 100,00 \$
D'AFFAIRES INC.		
Fourniture de Bureau Denis	Fournitures de bureau.	34,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

102

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Fournitures et Ameublement du Québec	Meubles de bureau.	3 810,00 \$
Fournitures et Ameublement du Québec	Retour multi-usage	323,00 \$
FUJIX INC.	Densitomètre	2 500,00 \$
GLOBAL TOTAL OFFICE	Meubles de bureau.	1 678,00 \$
Groupe Archambault inc.	Logiciel («software»).	300,00 \$
Groupe Fortune 1000 Inc. (voir Fortsum)	Logiciel («software»).	4 323,00 \$
Hewitt Équipements Ltée.	Prolongation de location d'un chariot élévateur	4 437,00 \$
HEWLETT PACKARD (CANADA) LTÉE (QC)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	3 390,00 \$
HOPTIMUM ABC	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	513,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Équipements divers de télécommunications.	415,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Barrettes de mémoire	3 925,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Groupe de dispositifs fonctionnant comme un système.	324,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Logiciel («software»).	1 742,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	1 893,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	15 012,00 \$
Hypertec Systèmes inc. (Québec)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	582,00 \$
IBM CANADA LTÉE	Logiciel («software»).	3 086,00 \$
Imprimerie des Anses	Meubles de bureau.	470,00 \$
Intérieurs GEOMAR	Meubles de bureau.	1 470,00 \$
INTERMEC TECHNOLOGIES	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	5 677,00 \$
JBR La maison du papier (papeteries J.B. Rolland ltée)	Essuie-tout Kimtowels	1 035,00 \$
Kerr Norton Inc.	Fournitures de bureau.	5 693,00 \$
Kerr Norton Inc.	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	2 672,00 \$
KEZBER i SOLUTIONS INC.	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	3 581,00 \$
Kodak Canada Inc. (Ontario)	Essuie-tout en sac	196,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
L L Lozeau	Équipements de projections	2 400,00 \$
LABRADOR LAURENTIENNE INC. (MTL)	Eau de source	375,00 \$
Le Spécialiste du Stylo	Meubles de bureau.	712,00 \$
Les alarmes Repentigny	Systèmes divers d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité.	1 323,00 \$
LES ATELIERS STYLTEC INC.	Meubles de bureau.	1 369,00 \$
LES ATELIERS STYLTEC INC.	Quincaillerie diverse.	1 310,00 \$
Les Entreprises Jacques Montminy	Matrice pour insignes.	450,00 \$
LES GESTIONS D'ACHATS RAM	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	733,00 \$
LOCATION NATIONAL	Véhicules à moteur pour transport de personnes: automobiles	749,00 \$
Logiciel, Organisation et Bureautique Inc.	Logiciel («software»).	611,00 \$
MAB Profil (aménagement de bureau)	Meubles de bureau.	539,00 \$
Martin & Lévesque 1983 Inc.	Vêtements pour les enquêteurs	16 316,00 \$
MBH (Mobilier de Bureau)	Meubles de bureau.	1 650,00 \$
Micro Logic Ste-Foy Ltée.	Plaque d'ancrage Anchor Point Micro Saver	3 190,00 \$
Micro Logic Ste-Foy Ltée.	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	5 306,00 \$
MICRODATBR	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	600,00 \$
MICRODATBR	Appareils photographiques. (Caméra)	211,00 \$
Microserv (Québec)	Équipements divers de télécommunications.	4 485,00 \$
Microserv (Québec)	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	10 464,00 \$
Microserv (Québec)	Équipements de projections	1 134,00 \$
Microserv (Québec)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	201,00 \$
MOBILIER DE BUREAU CRAIG	Meubles de bureau.	1 900,00 \$
NCR Canada Ltée (Transcanadienne))	Lampes pour projecteurs	4 212,00 \$
NCR Canada Ltée (Transcanadienne))	Fournitures pour équipement d'encaissement. 6 commandes variant de 1 433\$ à 4 798\$	23 385,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

104

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
NCR CANADA LTÉE (voir Transcanadienne)	Cartouches pour endosseur et unité de ruban encodés	7 264,00 \$
Nedco Ltée. - Succ. Québec no compte 21241	Équipements divers de télécommunications.	5 186,00 \$
NEOPOST (MARKHAM)	Location d'un compteur postal	926,00 \$
NEOPOST (MARKHAM)	Équipements à classement visible composants & accessoires.	894,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Quincaillerie et fournitures électriques..	3 000,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	17 230,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	7 384,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Micro-ordinateur	1 387,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Fournitures accessoires ameublement domestique	420,00 \$
Nexinnovations Inc. (Lebourgneuf)	Machines de bureau diverses.	343,00 \$
Office machine	Fournitures de bureau.	444,00 \$
Omega Technologies inc.	Logiciel («software»).	1 500,00 \$
Optel Agence	Casques combinés, microphones et haut-parleurs	489,00 \$
Panavidéo Inc. (QUE)	Équipements de radiocommunication, de télévision sauf pour aéronefs.	3 766,00 \$
Pitney Bowes (cartouche télécopieur)	Fournitures de bureau.	7 505,00 \$
Pitney Bowes (Montréal)	Équipements divers de télécommunications.	9 039,00 \$
PITNEY BOWES (Saint-Laurent)	Articles de bureau et accessoires.	3 059,00 \$
POST BIT	Articles de bureau et accessoires.	1 495,00 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC. (QC)	Équipements de projections photographiques .	5 457,00 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC. (QC)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	439,00 \$
Prisma Concept Inc	Meubles de bureau.	5 095,00 \$
Probex inc. (division 2757-6289 Québec inc.)	Réfrigérateur	3 579,00 \$
PRODUITS CARI-ALL INC. (commandes)	Location d'un chariot transpalette	4 476,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 4 – Question 10 (Revenu Québec)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Prothèses Orthèses Savard	Lit et fauteuil roulant	1 075,00 \$
Prothèses Orthèses Savard	Articles de bureau et accessoires.	16,00 \$
Publications CCH/FM Ltée.	Livres et brochures.	11 296,00 \$
QUÉBEC RÉFRIGÉRATION CIE. INC.	Réfrigérateur	2 450,00 \$
Quincaillerie R. Durand Inc.	Produits pour nettoyer et polir.	1 694,00 \$
RICOH CANADA (achat de fournitures)	Fournitures pour les traitements automatiques des données.	1 948,00 \$
Secourisme Pme Québec	Matériels de pansements chirurgicaux.	4 839,00 \$
SHAREIT! INC.	Logiciel («software»).	4 685,00 \$
Sidelco Inc.	Systèmes divers d'alarme, de signalisation et de détection de sécurité.	10 985,00 \$
Signalisation Graf Inc.	Matériels de pansements chirurgicaux.	1 946,00 \$
Signalisation Graf Inc.	Enseignes, étalages publicitaires, plaques d'identification.	1 722,00 \$
Softchoice Corporation	Quincaillerie et fournitures électriques..	305,00 \$
Softchoice Corporation	Logiciel («software»).	13 843,00 \$
Softchoice Corporation	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	2 613,00 \$
Softchoice Corporation	Articles de bureau et accessoires.	49,00 \$
Sono Vidéo Inc.	Équipements de projections	1 830,00 \$
Sono Vidéo Inc.	Équipements divers de télécommunications.	161,00 \$
Symantec Corporation (Veritas)	Logiciel («software»).	0,00 \$
SYSTÈMES B.C.B.F. INC.	Balances et machines à peser.	4 870,00 \$
Systèmes Exa Inc.	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	1 253,00 \$
TAB CANADA (MTL)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	9 288,00 \$
Tecknion Roy et Breton Inc. (ventes)	Meubles de bureau.	3 133,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS (QUÉBEC) INC.	Équipements téléphoniques.	1 552,00 \$
TELUS SYSTEMES NATIONAUX INC.	Équipements téléphoniques.	4 046,00 \$
Tenaquip Ltée no client: 42097-0	Meubles de bureau.	2 433,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 4 – Question 10 (*Revenu Québec*)

106

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Tessier Récréoparc	Meubles et dispositifs d'ameublement divers.	1 957,00 \$
TIGER DIRECT (Woodbine)	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	38,00 \$
Trium Mobilier de Bureau	Meubles de bureau.	1 525,00 \$
Unisource Canada Inc.	Essuie-tout Kimwipes	16 852,00 \$
VÉOLIA ES MATIÈRES RÉSIDUELLES INC.	Équipements divers pour la manutention des matériels: patins, palettes	2 475,00 \$
Wesco Distribution Canada Inc.	Câbles, cordons et fils électriques équipés.	18 190,00 \$
Wesco Distribution Canada Inc.	Composants électriques et électroniques divers	3 482,00 \$
Wesco Distribution Canada Inc.	Dispositifs de commande à mini et microordinateurs.	1 355,00 \$
Wesco Distribution Canada Inc.	Dispositifs entrée/sortie & mémoire.	608,00 \$
Wolseley Groupe Produits Industriels	Chariot à trois étages	1 252,00 \$
Total partiel :		620 060,00 \$
Total des contrats d'approvisionnements :		2 364 223,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 5 – Question 10 (*Registraire des entreprises*)

Contrats de moins de 25 000 \$ — Expertises médicales et Programme d'aide aux employés

Contrats négociés

Fournisseurs	Objet du contrat	Montant
Clinique de psychologie cognitive, Centre médical Berger	Expertises médicales	115 \$
Pierre Rouillard	Expertises médicales	700 \$
Clinique de psychologie cognitive (Nicolas Julien (M. Ps.))	Programme d'aide aux employés	2 486 \$
TOTAL		3 301 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 6 – Question 10 (*Registraire des entreprises*)

Contrats de services professionnels inférieurs à 25 000 \$

Contrats négociés

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Arnaud, Bridger et associés Inc.	Traduction de documents et formulaires REQ	14 007 \$
Académie de formation informatique AFI	Formation sur des logiciels informatiques	1 275 \$
Berlitz	Apprentissage de la langue anglaise	1 791 \$
Conseillers en gestion informatique Inc.	Travaux pour l'intégration du REQ à Revenu Québec	24 750 \$
Compilsys	Travaux pour la réalisation du tableau de bord avec SAS	16 200 \$
Formulart Inc.	Infographie, montage et production de formulaires	13 840 \$
Société de mathématiques appliquées Inc. SMA	Abonnement à la banque de données VIXIT	2 014 \$
Versalys formation	Formation sur des logiciels	430 \$
TOTAL		74 307 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 7 – Question 10 (Registraire des entreprises)

Contrats de services auxiliaires inférieurs à 25 000 \$

Contrats négociés

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Art graphique du Québec	Impression de différents documents et formulaires	11 173 \$
CopieExpress Enr	Impression de différents documents et formulaires	2 286 \$
Communication Demo Inc.	Revue de presse électronique – abonnement	1 516 \$
Composition Orléans Inc.	Infographie et impression de différents documents	165 \$
Corporation financière Tel-Pro Inc.	Location de service du système de mise en attente	1 080 \$
CPC Courtier Inc.	Libérer l'entrepôt et destruction du matériel	2 596 \$
Dicom Express Inc.	Frais d'expédition pour envoi des documents officiels à la clientèle	4 059 \$
Enveloppe concept Inc.	Impression de différentes enveloppes	1 853 \$
Euromart Corporation du Canada Inc.	Climatisation de la salle des serveurs du 5 ^e étage du Québec	3 300 \$
Euromart Corporation du Canada Inc.	Travaux d'aménagement, d'entretien et de réparation des étages occupés par le REQ	2 758 \$
Formules d'affaires modernes ltée	Impression de différents documents et formulaires	5 552 \$
Total partiel		36 338 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 7 – Question 10 (Registraire des entreprises)

Contrats de services auxiliaires inférieurs à 25 000 \$

Contrats négociés

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Geyco Inc.	Contrat annuel d'entretien du serveur unité « Liebert » de climatisation	2 947 \$
Imprimerie Bergemont Inc.	Impression de différents documents et formulaires	885 \$
Imprimerie Heon & Nadeau	Impression de différents documents et formulaires	2 250 \$
Imprimerie Siel	Impression de différents documents et formulaires	5 615 \$
Imprimerie Transcontinental S.E.N.C.	Impression de différents documents et formulaires	3 081 \$
J.B. Deschamps Inc.	Montage et impression de différents documents et formulaires	11 301 \$
Micromatt Canada Inc.	Achat de microfilms et de supports pour archiver les documents officiels	4 768 \$
TOTAL		30 847 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 8 – Question 10 (Registiaire des entreprises)

Contrats d'approvisionnement inférieurs à 25 000 \$

Contrats négociés

Nom du contractant	Objet du contrat	Montant
Le groupe CDGI inc.	Entretien et support annuel pour le logiciel Contact	6 439 \$
Chrono-Tech inc.	Entretien et support annuel pour les horodateurs de Montréal	1 254 \$
DMR Conseil	Entretien et support annuel pour le logiciel Macroscope	2 060 \$
DMR Conseil	Entretien et support annuel pour le logiciel IPEV	1 493 \$
DocuCom Limited Partnership	Entretien et support annuel pour la location de télécopieurs	20 395 \$
IBM Canada Ltée	Location, entretien et support d'une imprimante matricielle pour la production informatique de formulaire	1 771 \$
Informatique SMI	Entretien des imprimantes IBM 4722	7 460 \$
PITNEY BOWES.	Location de photocopieurs, fournitures et entretien, Québec et Montréal	12 037 \$
SIDELCO inc.	Frais d'appel de service et main-d'œuvre pour le système de sécurité d'accès Sphinx	2 451 \$
Toshiba Solution d'affaires	Location et support de photocopieurs réseau	9 907 \$
XEROX Canada inc.	Entretien et support annuel pour le logiciel Lapres	2 455 \$
XEROX Canada inc.	Location et entretien de photocopieurs et fournitures, Québec et Montréal	22 985 \$
TOTAL		90 707 \$

Question 11

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 à une firme de relations publiques en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme ;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
- le coût ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

Question 12

Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2006-2007, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie ;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation ;
- les téléavertisseurs ;
- le mobilier de bureau ;
- les distributeurs d'eau de source ;
- le remboursement des frais de transport ;
- le remboursement des frais d'hébergement ;
- le remboursement des frais de repas ;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec ;
 - b) à l'extérieur du Québec.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 13.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 13.

Question 13

Pour la Direction générale du ministère, le montant, pour l'année 2006-2007 de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie ;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation ;
- les ordinateurs portables ;
- les téléavertisseurs ;
- le mobilier de bureau ;
- les distributeurs d'eau de source ;
- le remboursement des frais de transport ;
- le remboursement des frais d'hébergement ;
- le remboursement des frais de repas ;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec ;
 - b) à l'extérieur du Québec.

Réponse*Revenu Québec*

Type de dépenses	Montant (\$)
Photocopie	1 013 203,00
Téléphonie cellulaire et le coût d'utilisation, incluant les « BlackBerry »	337 942,01
Ordinateurs portables	1 271 340,80
Téléavertisseurs (inclus à la ligne 2)	
Mobilier de bureau	3 088 006,98
Distributeurs d'eau de source	16 757,29
Remboursement des frais de transport	4 555 625,11
Remboursement des frais de repas et frais d'hébergement	2 593 220,97
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec ;	2 176 673,98
b) à l'extérieur du Québec.	50 602,58
Total	15 103 372,72

Registraire des entreprises

Type de dépenses	Montant (\$)
Photocopie	49 271,00
Téléphonie cellulaire et le coût d'utilisation incluant les « BlackBerry »	5 189,13
Ordinateurs portables	0,00
Téléavertisseurs (inclus à la ligne 2)	
Mobilier de bureau	1 818,78
Distributeurs d'eau de source	4 940,85
Remboursement des frais de transport, de repas et d'hébergement	62 495,62
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) au Québec ;	13 296,00
b) à l'extérieur du Québec.	1 281,00
Total	138 292,38

Question 14

Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2006-2007, ainsi que les prévisions pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.

- pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Réponse*Revenu Québec*

- Voir annexes :
1. Répartition du personnel actif de Revenu Québec (excluant le Cabinet du ministre) au 31 mars 2007.
 2. Répartition du personnel actif du Cabinet du ministre au 31 mars 2007.

Registraire des entreprises

- Voir annexe :
3. Répartition du personnel actif du Registraire des entreprises au 31 mars 2007.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

116

Annexe 1 – Question 14 (Revenu Québec)

Répartition du personnel actif de Revenu Québec (excluant le Cabinet du ministre) au 31 mars 2007

Personnel régulier

	Masculin		Féminin		Total		Handicapé	Communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	35 ans et moins	36 ans et plus		Québec	Montréal
Cadres	263	61,88 %	162	38,12 %	425		1	17	1	0	3	422		242	183
Avocats et notaires	29	34,94 %	54	65,06 %	83		0	1	0	0	8	75		83	0
Conseillers en gestion des ressources hum.	17	25,00 %	51	75,00 %	68		1	0	0	0	16	52		50	18
Autres professionnels	1226	54,03 %	1043	45,97 %	2269		17	136	16	2	257	2012		1428	841
Employés de bureau	302	22,78 %	1024	77,22 %	1326		32	53	6	2	44	1282		675	651
Techniciens	1295	41,41 %	1832	58,59 %	3127		48	305	23	9	495	2632		1613	1514
Ouvriers	11	100,00 %	0	0,00 %	11		0	0	0	0	0	11		9	2
Total	3143	43,00 %	4166	57,00 %	7309		99	512	46	13	823	6486		4100	3209

1,35 % 7,01 % 0,63 % 0,18 % 11,26 % 88,74 % 56,10 % 43,90 %

**Personnel occasionnel et
étudiant**

	Masculin		Féminin		Total		Handicapé	Communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	35 ans et moins	36 ans et plus		Québec	Montréal
Cadres	0	0,00 %	6	100,00 %	6		0	0	0	0	0	6		2	4
Avocats et notaires	0	0,00 %	0	0,00 %	0		0	0	0	0	0	0		0	0
Conseillers en gestion des ressources hum.	3	50,00 %	3	50,00 %	6		0	0	0	0	6	0		4	2
Autres professionnels	71	47,65 %	78	52,35 %	149		0	29	0	0	104	45		72	77
Employés de bureau	307	19,90 %	1236	80,10 %	1543		37	180	10	3	233	1310		628	915
Techniciens	475	37,73 %	784	62,27 %	1259		18	229	11	4	650	609		534	725
Ouvriers	4	100,00 %	0	0,00 %	4		0	0	0	0	2	2		4	0
Étudiants	20	46,51 %	23	53,49 %	43		2	13	0	0	42	1		21	22
Total	880	29,24 %	2130	70,76 %	3010		57	451	21	7	1037	1973		1265	1745

1,89 % 14,98 % 0,70 % 0,23 % 34,45 % 65,55 % 42,03 % 57,97 %

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 14 (Revenu Québec)

Répartition du personnel actif de Revenu Québec (excluant le Cabinet du ministre) au 31 mars 2007

Personnel régulier, occasionnel et étudiant

	Masculin		Féminin		Total		Handicapé	Communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	35 ans et moins	36 ans et plus	Québec	Montréal
Cadres	263	61,02 %	168	38,98 %	431		1	17	1	0	3	428	244	187
Avocats et notaires	29	34,94 %	54	65,06 %	83		0	1	0	0	8	75	83	0
Conseillers en gestion des ressources hum.	20	27,03 %	54	72,97 %	74		1	0	0	0	22	52	54	20
Autres professionnels	1297	53,64 %	1121	46,36 %	2418		17	165	16	2	361	2057	1500	918
Employés de bureau	609	21,23 %	2260	78,77 %	2869		69	233	16	5	277	2592	1303	1566
Techniciens	1770	40,36 %	2616	59,64 %	4386		66	534	34	13	1145	3241	2147	2239
Ouvriers	15	100,00 %	0	0,00 %	15		0	0	0	0	2	13	13	2
Étudiants	20	46,51 %	23	53,49 %	43		2	13	0	0	42	1	21	22
Total	4023	38,99 %	6296	61,01 %	10319		156	963	67	20	1860	8459	5365	4954

1,51 % 9,33 % 0,65 % 0,19 % 18,03 % 81,97 % 51,99 % 48,01 %

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

118

Annexe 2 – Question 14 (Revenu Québec)

Répartition du personnel actif du Cabinet du ministre au 31 mars 2007

	Masculin	Féminin
Personnel du cabinet	1	9
Total	1	9

Handicapé	Communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	35 ans et moins	36 ans et plus
0	0	0	0	6	4
0	0	0	0	6	4

	10,00%	90,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	60,00%	40,00%
Total Cabinet	10							

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 3 – Question 14 (Registraire des entreprises)

Répartition du personnel actif du Registraire des entreprises au 31 mars 2007

Personnel régulier												Qué.		Mont.		
		Masculin		Féminin		Total	Handicapé	Communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	35 ans et moins	36 ans et plus				
Cadres		2	40,00%	3	60,00%	5	0	0	0	0	0	5	5	0		
Avocats et notaires		1	50,00%	1	50,00%	2	0	0	0	0	1	1	2	0		
Conseillers en gestion des ressources hum.		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres professionnels		15	75,00%	5	25,00%	20	0	0	0	0	0	20	20	0		
Employés de bureau		29	28,43%	73	71,57%	102	2	3	0	0	1	101	102	0		
Techniciens		5	35,71%	9	64,29%	14	1	0	0	0	3	11	14	0		
Ouvriers		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total		52	36,36%	91	63,64%	143	3	3	0	0	5	138	143	0		
							2,10%	2,10%	0,00%	0,00%	3,50%	96,50%	100,00%	0,00%		
Personnel occasionnel et étudiant						Total	Handicapé	Communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	35 ans et moins	36 ans et plus	Qué.		Mont.	
Cadres		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Avocats et notaires		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Conseillers en gestion des ressources hum.		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres professionnels		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Employés de bureau		5	13,89%	31	86,11%	36	1	0	1	0	12	24	36	0		
Techniciens		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ouvriers		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Étudiants		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total		5	13,89%	31	86,11%	36	1	0	1	0	12	24	36	0		
							2,78%	0,00%	2,78%	0,00%	33,33%	66,67%	100,00%	0,00%		
Personnel régulier, occasionnel et étudiant						Total	Handicapé	Communauté culturelle	Anglophone	Autochtone	35 ans et moins	36 ans et plus	Qué.		Mont.	
Cadres		2	40,00%	3	60,00%	5	0	0	0	0	0	5	5	0		
Avocats et notaires		1	50,00%	1	50,00%	2	0	0	0	0	1	1	2	0		
Conseillers en gestion des ressources hum.		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres professionnels		15	75,00%	5	25,00%	20	0	0	0	0	0	20	20	0		
Employés de bureau		34	24,64%	104	75,36%	138	3	3	1	0	13	125	138	0		
Techniciens		5	35,71%	9	64,29%	14	1	0	0	0	3	11	14	0		
Ouvriers		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Étudiants		0	0,00%	0	0,00%	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Total		57	31,84%	122	68,16%	179	4	3	1	0	17	162	179	0		
							2,23%	1,68%	0,56%	0,00%	9,50%	90,50%	100,00%	0,00%		

Question 15

À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2006-2007, et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;
- nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
- nombre total de jours de vacances pris par le personnel ;
- nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Réponse*Revenu Québec*

Voir annexe : 1. Maladies, heures supplémentaires et vacances.

Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique totalise 84 pour l'exercice 2006-2007.

Registraire des entreprises

Voir annexe : 2. Maladies, heures supplémentaires et vacances.

Il y a eu une plainte pour harcèlement psychologique pendant l'exercice 2006-2007.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 15 (Revenu Québec)

Maladies, heures supplémentaires et vacances

A) Maladies (n° de jours)

(Codes 120,246 et 248) ¹	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres	268	319	304	342	307	286	360	367	299	332	283	128	3592
Professionnels	2488	2771	2507	2141	2433	2545	2502	2764	2361	2697	2336	1166	28708
PBTA ²	9470	10645	9431	8437	8924	8938	9716	9980	8462	10004	8758	5806	108568
Aucune	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouvriers	15	10	11	3	6	7	3	8	7	21	8	1	97
Total	12240	13744	12252	10923	11669	11775	12581	13118	11128	13053	11385	7100	140964

B.1) Heures supplémentaires payées (n° d'heures)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres ³	149	231	117	31	45	48	85	119	67	18	5	0	914
Professionnels	6681	6894	5446	3067	2341	5017	6552	5978	2897	4415	4276	395	53959
PBTA ²	21587	19343	13739	5019	4171	8355	11383	10613	7931	10013	11407	1654	125216
Aucune	0	0	4	2	1	1	0	0	0	0	0	0	7
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	3	17	48	0	67
Total	28417	26468	19306	8119	6557	13421	18020	16710	10898	14462	15735	2049	180162

B.2) Heures supplémentaires payées (montant en \$)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres ³	6482	10257	4458	1019	1604	1697	3082	3903	2080	610	164	0	35357
Professionnels	256389	271806	212088	118658	90207	201151	256505	234220	113118	173483	170387	15919	2113930
PBTA ²	620146	557661	404921	153382	122704	261265	363023	342042	245016	317521	363715	49872	3801268
Aucune	0	0	57	25	7	7	0	0	0	0	0	0	95
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	71	415	1205	0	1692
Total	883017	839724	621524	273084	214521	464120	622610	580164	360286	492030	535471	65791	5952342

1. 120 = maladie; 246 = invalidité en 1^{re} année d'assurance-traitement; 248 = invalidité en 2^e année d'assurance-traitement

2. PBTA : personnel de bureau, techniciens et assimilés

3. Utilisation de la réserve des heures supplémentaires accumulées avant la nomination du cadre

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

122

Annexe 1 – Question 15 (Revenu Québec)

Maladies, heures supplémentaires et vacances

B.3) Heures supplémentaires compensées (n^{bre} d'heures)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres ³	81	60	56	17	21	45	59	48	2	0	0	0	389
Professionnels	2695	3673	3030	1209	711	2559	3116	3480	1521	1822	1521	108	25445
PBTA ²	3267	2563	2139	857	553	1278	1563	1747	823	1161	2509	323	18784
Aucune	0	6	26	14	0	0	0	0	0	0	0	0	46
Ouvriers	3	0	1	0	2	0	0	3	0	1	3	0	13
Total	6047	6303	5252	2097	1286	3882	4739	5277	2346	2984	4033	431	44677

B.4) Heures supplémentaires compensées (montant en \$)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres ³	3729	2042	1790	553	647	1560	2183	1907	74	0	0	0	14483,57
Professionnels	97952	132426	106828	42390	24489	95069	114074	130313	57394	65888	55349	3877	926049,88
PBTA ²	99846	80517	68222	26678	18098	42982	51501	57634	27231	37943	82724	9815	603191,21
Aucune	0	89	370	197	0	0	0	0	0	0	0	0	656,30
Ouvriers	78	0	26	0	52	0	0	78	0	26	78	0	336,96
Total	201605	215074	177236	69817	43286	139611	167759	189932	84698	103857	138151	13692	1544718

C) Vacances (n^{bre} de jours)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres	454	388	759	2444	3247	729	293	252	542	803	333	258	10500
Professionnels	1538	1826	4176	11712	17739	2525	1298	1168	2531	3981	1279	1006	50775
PBTA ²	4317	4959	12533	27268	34208	7086	3977	2961	7507	9654	3995	2607	121070
Aucune	4	7	22	109	98	8	5	3	6	4	7	6	276
Ouvriers	6	15	35	88	73	11	4	4	13	24	16	25	311
Total	6318	7194	17524	41620	55364	10358	5576	4387	10598	14464	5628	3902	182931

1. 120 = maladie; 246 = invalidité en 1^{re} année d'assurance traitement; 248 = invalidité en 2^e année d'assurance traitement

2. PBTA : personnel de bureau, techniciens et assimilés

3. Utilisation de la réserve des heures supplémentaires accumulées avant la nomination du cadre

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 15 (Registrai re des entreprises)

Maladies, heures supplémentaires et vacances

B.3) Heures supplémentaires compensées (n° d'heures)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres ³	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	5	7	5	7	11	10	0	0	0	0	0	0	44
PBTA ²	0	3	5	7	2	2	0	0	2	7	7	0	34
Aucune	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	9	10	14	13	12	0	0	2	7	7	0	78

B.4) Heures supplémentaires compensées (montant en \$)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres ³	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	174	265	183	265	402	347	0	0	0	0	0	0	1635
PBTA ²	0	89	165	220	72	57	0	0	57	222	222	0	1103
Aucune	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	174	354	348	484	474	404	0	0	57	222	222	0	2738

C) Vacances (n° de jours)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres	15	1	7	13	33	1	0	0	3	5	3	0	81
Professionnels	23	24	53	87	162	29	11	13	19	32	6	7	463
PBTA ²	176	129	259	677	807	152	151	96	226	236	120	132	3158
Aucune	0	0	2	3	24	1	0	6	2	0	0	0	37
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	214	154	320	779	1025	182	162	115	249	273	129	139	3739

1. 120 = maladie; 246 = invalidité en 1^{re} année d'assurance traitement; 248 = invalidité en 2^e année d'assurance traitement

2. PBTA : personnel de bureau, techniciens et assimilés

3. Utilisation de la réserve des heures supplémentaires accumulées avant la nomination du cadre

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

124

Annexe 2 – Question 15 (Registraire des entreprises)

Maladies, heures supplémentaires et vacances

B.3) Heures supplémentaires compensées (n° de heures)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres ³	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	5	7	5	7	11	10	0	0	0	0	0	0	44
PBTA ²	0	3	5	7	2	2	0	0	2	7	7	0	34
Aucune	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	9	10	14	13	12	0	0	2	7	7	0	78

B.4) Heures supplémentaires compensées (montant en \$)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres ³	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	174	265	183	265	402	347	0	0	0	0	0	0	1635
PBTA ²	0	89	165	220	72	57	0	0	57	222	222	0	1103
Aucune	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	174	354	348	484	474	404	0	0	57	222	222	0	2738

C) Vacances (n° de jours)

	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	janv-07	févr-07	mars-07	Total
Cadres	15	1	7	13	33	1	0	0	3	5	3	0	81
Professionnels	23	24	53	87	162	29	11	13	19	32	6	7	463
PBTA ²	176	129	259	677	807	152	151	96	226	236	120	132	3158
Aucune	0	0	2	3	24	1	0	6	2	0	0	0	37
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	214	154	320	779	1025	182	162	115	249	273	129	139	3739

1. 120 = maladie; 246 = invalidité en 1^{re} année d'assurance traitement; 248 = invalidité en 2^e année d'assurance traitement

2. PBTA : personnel de bureau, techniciens et assimilés

3. Utilisation de la réserve des heures supplémentaires accumulées avant la nomination du cadre

Question 16

Concernant les effectifs, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis le 1^{er} avril 2004 :

- évolution des effectifs par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;
- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;
- nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires ;
- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 17

Liste des baux pour les espaces loués de la Société immobilière du Québec en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail.

Réponse

Revenu Québec

Une partie de la réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

En ce qui concerne le taux d'inoccupation, Revenu Québec occupe tous les espaces qu'elle loue de la Société immobilière du Québec. Revenu Québec est également sensible aux effets d'une saine gestion de ses espaces et de ce fait, a rétrocédé plusieurs emplacements, tel que mentionné à la question 18.

Les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007 figurent au tableau ci-dessous

No. projet	Immeuble	Description	Total des coûts d'aménagement
M06-00292	1-4 Place Laval, Laval	Remplacement de couvre plancher, ajout de climatisation salle de serveur et salle des télécommunications	2 915 \$
M6-01338	1-4 Place Laval, Laval	Ajout de 49 postes supplémentaires	164 844 \$
M06-00008	2155 Marcel Laurin	Optimisation en vue d'une rétrocession d'espace	3 081 \$
M06-00003	5199 Sherbrooke	Réaménagement de l'espace	76 172 \$
M06-02009	5199 Sherbrooke	Aménagement du Registraire des entreprises	13 350 \$
M06-00269	825 St-Laurent, Longueuil	Remplacement et réaménagement de l'accueil suite aux recommandations de l'ergonome.	42 542 \$
M06-00002	Complexe Desjardins	Projet de revitalisation de la tour Nord, renouvellement du bail. Achat de mobilier intégré.	7 740 388 \$
M06-00221	Complexe Desjardins	Relocalisation de la suite MRNFP	6 482 \$
Q6-0017	Marly	Relocalisation de la salle de 1 ^{er} secours.	44 580 \$
Q6-0020	Marly	Accessibilité au personnel handicapé des édifices (ajout de mécanismes d'ouverture automatiques pour les salles de toilettes des personnes handicapées)	33 350 \$

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

No projet	Immeuble	Description	Total des coûts d'aménagement
Q6-0381	Marly	Contrôle des accès à la DGARH et rapatriement de la Direction de la santé et du mieux-être à l'intérieur des aires de travail sécurisées.	29 770 \$
Q6-0383	Marly	Réaménagement de la cour de la garderie Marie Godard	31 000 \$
Q6-0384	Marly	Réaménagement des vestiaires de la garderie Marie Godard	24 000 \$
Q6-0018	Rimouski	Changement des tapis au 2 ^e étage.	52 790 \$
M06-00004	Toronto	Ajout d'effectifs au bureau de Toronto.	1 155 \$
Total			8 266 419 \$

Registraire des entreprises

Une partie de la réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 18

Liste des baux auxquels la Société immobilière du Québec a mis fin en 2006-2007, et prévisions 2007-2008.

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 19

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2006-2007 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail ;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

Réponse*Revenu Québec***1. Salles de réunion et de formation pour la région de Québec**

Emplacement de la location :	Campus Notre-Dame de Foy, Saint-Augustin-de-Desmaures.
Superficie du local loué :	Deux salles de réunion (40 places chacune).
Superficie réellement occupée :	
Superficie inoccupée :	
Coût de location au mètre carré :	
Coût total de ladite location :	14 235 \$ (1 ^{er} avril 2006 au 31 mars 2007).
Coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :	Aucun.
Durée du bail :	1 ^{er} février au 15 juin 2006. 2 octobre au 7 décembre 2006. 5 février au 14 juin 2007.
Propriétaire ou le nom de la firme :	Services des Colloques et Congrès Campus Notre-Dame-de-Foy.

2. Bureau de Toronto

Emplacement de la location :	Centre Eaton.
Superficie du local loué :	7 848 pieds carrés.
Superficie réellement occupée :	
Superficie inoccupée :	
Coût de location au mètre carré :	
Coût total de ladite location :	29 778 \$/mois.
Coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :	Aucun.
Durée du bail :	Dix ans à compter du 1 ^{er} janvier 2005.
Propriétaire ou le nom de la firme :	T.E.C. Leasehold limited.

Registraire des entreprises

Emplacement de la location :	800, place D'Youville, Québec	
Superficie du local loué :	Sous-sol	Sous-sol
	69,7 m ²	33,6 m ²
Superficie réellement occupée :	69,7 m ²	33,6 m ²
Superficie inoccupée :	s. o.	s. o.
Coût de location au mètre carré :		
Coût total de ladite location :	10 800 \$	5 100 \$
Coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :	s. o.	s. o.
Durée du bail :	Du 1 ^{er} avril 2006 au 31 mars 2007	Du 1 ^{er} avril 2006 au 31 mars 2007
Propriétaire ou le nom de la firme :	Euromart Corporation Canada	

Question 20

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2006 au 17 avril 2007 et du 18 avril 2007 à ce jour.

Réponse*Revenu Québec*

Pour la période 1^{er} avril 2006 au 17 avril 2007, les seuls coûts encourus étaient pour le nettoyage du tapis de la cuisine (hors bail) au montant de 137,50 \$.

Pour l'exercice 2007-2008, les travaux de réfection de l'étage de la suite ministérielle, située à la tour nord du Complexe Desjardins, se dérouleront comme prévu dans le cadre de la rénovation de cet immeuble.

Registraire des entreprises

Même réponse que celle de Revenu Québec.

Question 21

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} mai 2007 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction ;
- le titre de la fonction ;
- l'adresse du port d'attache ;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- la description de tâches ;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2006 ;
- le nombre total d'employés au cabinet ;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée ;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Réponse

Revenu Québec

A) Liste du personnel du cabinet	Voir le tableau 1 ci-joint.
B) Masse salariale	531 322,56 \$ ¹
C) - Nombre d'employés du cabinet qui font partie de la fonction publique	Aucun.
- Masse salariale de laquelle ils relèvent	S. O.
D) Contrats donnés depuis le 1 ^{er} avril 2006 à l'intérieur de la masse salariale du cabinet	Aucun.
E) Nombre total d'employés au cabinet	9 (au 1 ^{er} mai 2007).
F) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée	Aucun.
G) Signature des directives du premier ministre	Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

1. Le montant de la masse salariale correspond à la dépense réelle et projetée, couvrant la période du 19 avril 2007 au 31 mars 2008, pour le personnel en lien d'emploi au 1^{er} mai 2007.

TABLEAU 1 - Cabinet de monsieur Jean-Marc Fournier (2007-2008)

Nom de l'employé	Date d'entrée en fonction au cabinet de M. Fournier	Titre de la fonction	Corps d'emploi	Port d'attache
Gaumont Renaud, Thérèse	2007-04-19	Attachée politique	934	Montréal
Maignan, Stacy	2007-04-19	Personnel de soutien	935	Montréal
Zavaglia, Marisa	2007-04-19	Attachée politique	934	Montréal
Ouimet, Chantal	2007-04-19	Personnel de soutien	935	Montréal
Jacques, Jean-Marc	2007-04-19	Attachée politique	934	Montréal
Lavigne, Marie-Claude	2007-04-19	Attachée de presse	934	Montréal
Théberge, Marjorie	2007-04-19	Attachée politique	934	Québec
Bureau, Céline	2007-04-19	Personnel de soutien	935	Québec
Marois, Jean-Philippe	2007-04-19	Directeur de cabinet	933	Québec

Registraire des entreprises

Même réponse que celle de Revenu Québec.

Question 22

Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concerné ;
- la circonscription électorale ;
- le montant attribué ;
- le projet visé et le résultat.

Réponse

Revenu Québec

Voir l'annexe 1 : Subventions octroyées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire.

Registraire des entreprises

Même réponse que celle de Revenu Québec.

Annexe 1 – Question 22 (*Revenu Québec*)

Subventions octroyées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire

Organismes	Montants
ACCUEIL HARVEY-BIBEAU	500,00 \$
ARTS-CADIE - FESTIVAL INTERNATIONAL ACADIEN DU QUÉBEC	500,00 \$
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC INC.	250,00 \$
ASSOCIATION AFRICAINE DES SPORTS ET LOISIRS AU QUÉBEC	750,00 \$
ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL	250,00 \$
ASSOCIATION DE SPINA-BIFIDA ET D'HYDROCÉPHALIE	500,00 \$
ASSOCIATION D'ENTRAIDE D'ARTHRITE DE L'OUEST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	500,00 \$
ASSOCIATION DES FESTIVITÉS CULTURELLES DES CARAÏBES	200,00 \$
ASSOCIATION DES HALTES-GARDERIES COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC	500,00 \$
ASSOCIATION DES PARAPLÉGIQUES DU QUÉBEC	500,00 \$
ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	250,00 \$
ASSOCIATION FÉMININE D'ÉDUCATION ET D'ACTION SOCIALE (AFÉAS)	250,00 \$
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES QUÉBÉCOISES (AIÉQ)	500,00 \$
ASSOCIATION MÉDICALE DES PERSONNES DE RACE NOIRE DU QUÉBEC (L')	1 000,00 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE DÉFENSE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES ET PRÉRETRAITÉES	1 000,00 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE PRÉVENTION DU SUICIDE	450,00 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES RETRAITÉ (E) S DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	200,00 \$
ASSOCIATION SPORTIVE LAVAL-NORD	500,00 \$
BREAST CANCER ACTION MONTRÉAL - SENSIBILISATION AU CANCER DU SEIN MONTRÉAL (BCAM)	250,00 \$
CAMPAGNE DE JOUETS DES POMPIERS DE SHERBROOKE	1 000,00 \$
CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA	250,00 \$
CENTAUR FOUNDATION FOR THE PERFORMING ARTS	1 000,00 \$
CENTRE AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENTRAIDE (C.A.D.E.)	250,00 \$
CENTRE AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT ET D'ENTRAIDE (C.A.D.E.)	250,00 \$
CENTRE CANADIEN D'ÉTUDES ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE	500,00 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE BEAUPORT	1 000,00 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA	500,00 \$
CENTRE COMMUNAUTAIRE RADISSON INC.	500,00 \$
CENTRE CULTUREL CANADIEN-BULGARE	250,00 \$
CENTRE CULTUREL EMPRESS	1 000,00 \$
CENTRE D'ACCUEIL, DE DÉVELOPPEMENT ET DE FORMATION EN LANGUES	200,00 \$
CENTRE D'AIDE À LA FAMILLE	250,00 \$
CENTRE D'AIDE AUX FAMILLES LATINO-AMÉRICAINES (CAFLA)	1 000,00 \$
CENTRE D'ALPHABÉTISATION (LE) - THE CENTRE FOR LITERACY	500,00 \$
CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE DE QUÉBEC	500,00 \$
CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE DE QUÉBEC	250,00 \$
CENTRE DE RÉFÉRENCE DU GRAND MONTRÉAL	250,00 \$
CENTRE DE RESSOURCES À LA VIE AUTONOME DU MONTRÉAL-MÉTROPOLITAIN	500,00 \$
CENTRE D'ÉQUITATION THÉRAPEUTIQUE - LES APPRENTIS COW-BOYS	250,00 \$
CENTRE JEUNESSE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE DU QUÉBEC	1 000,00 \$

Annexe 1 – Question 22 (*Revenu Québec*)

Subventions octroyées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire

CENTRE MULTIETHNIQUE DE QUÉBEC	250,00 \$
CENTRE MULTIETHNIQUE DE QUÉBEC	250,00 \$
CENTRE ST-PIERRE	250,00 \$
CENTRE ST-PIERRE	250,00 \$
CERCLE AMICAL DU QUÉBEC	1 000,00 \$
CHEVALIERS DE COLOMB - CONSEIL 3765 CAP-CHAT (LES)	500,00 \$
CHEVALIERS DE PYTHIAS DOMAIN QUÉBEC INC.	1 500,00 \$
CHIC RESTO POP	250,00 \$
CIRCUIT PATRIMONIAL DE DUNHAM	1 000,00 \$
CLOWNS SANS FRONTIÈRES	250,00 \$
CLUB DE CURLING DE DANVILLE INC.	1 000,00 \$
CLUB DE HOCKEY AVALANCHE DU QUÉBEC	500,00 \$
CLUB DE HOCKEY SENIOR A DE LOUISEVILLE	500,00 \$
CLUB DES AINÉS DE L'ANCIENNE-LORETTE, F.A.D.O.Q.	500,00 \$
CLUB DES PETITS DÉJEUNERS	1 000,00 \$
CLUBS 4-H DU QUÉBEC (LES)	500,00 \$
COLORECTAL CANCER ASSOCIATION OF CANADA	500,00 \$
COMITÉ D'ACTION POLITIQUE FRANCO-QUÉBÉCOIS	1 500,00 \$
COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE BOURGOGNE ET DE ST-HENRI	500,00 \$
COMITÉ DES FEMMES JUIVES FRANCOPHONES	1 000,00 \$
COMMUNAUTÉ HELLÉNIQUE DE MONTRÉAL	1 000,00 \$
COMMUNAUTÉ SÉPHARADE UNIFIÉE DU QUÉBEC	3 000,00 \$
COMMUNAUTIQUE	250,00 \$
CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	250,00 \$
CONGRÈS NATIONAL DES ITALO-CANADIENS	500,00 \$
CONTINUITÉ-FAMILLE AUPRÈS DES DÉTENUÉS ET EX-DÉTENUES	500,00 \$
CORPORATION DE LA MAISON DES SOINS PALLIATIFS DU KRTB	1 000,00 \$
CORPORATION LES ENFANTS DE MA RUE	250,00 \$
COUPS DE THÉÂTRE (LES)	500,00 \$
DÉCOUVERTES DE LA CHANSON DE MAGOG (LES)	500,00 \$
DON BOSCO YOUTH LEADERSHIP CENTER (CENTRE SALÉSIEU DES JEUNES)	500,00 \$
ÉCOLE DE MUSIQUE DE MATANE	500,00 \$
ÉCOLE ORALE DE MONTRÉAL POUR LES SOURDS INC.	1 000,00 \$
ÉCO-PARC DES ETCHÉMINES (L')	1 000,00 \$
ÉGLISE DE SAINT-MAURICE-DE-L'ÉCHOUEURIE	2 000,00 \$
ENFANCE À PETITS PAS	250,00 \$
ENFANTS DE BÉTHANIE (LES)	250,00 \$
ENTRAIDE GRANDS BRULÉS	250,00 \$
ÉPARCHIE SAINT-SAUVEUR DE MONTRÉAL POUR LES GRECS-MELKITES CATHOLIQUES AU CANADA	1 000,00 \$
ÉQUIPE ÉLITE POGO RANCUNIER	250,00 \$
ÉTÉ JEUNESSE GASPÉ INC.	1 000,00 \$
ÉVÉNEMENT ART, MUSIQUE ET CULTURE DE SAINT-DONAT	500,00 \$
FABRIQUE NOTRE-DAME-DU-DIVIN-PASTEUR	500,00 \$

Annexe 1 – Question 22 (*Revenu Québec*)

Subventions octroyées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire

FAMILLE EN MARCHÉ	250,00 \$
FEMMES AFRICAINES, HORIZON 2015	500,00 \$
FESTIBLUES INTERNATIONAL DE MONTRÉAL	1 500,00 \$
FESTIVAL CULTUREL IBÉRO-LATINO AMÉRICAIN DE MONTRÉAL	500,00 \$
FESTIVAL DE FILMS CINÉMANIA	1 000,00 \$
FESTIVAL DES ARTS DE SAINT-SAUVEUR (LE)	2 500,00 \$
FESTIVAL DES HARMONIES DU QUÉBEC	500,00 \$
FESTIVAL FORESTIER DE SHIPSHAW	250,00 \$
FESTIVAL ITALIEN	500,00 \$
FÊTE DES VENDANGES MAGOG-ORFORD	500,00 \$
FONDATION AFDU-QUÉBEC	250,00 \$
FONDATION ALLEGRA	750,00 \$
FONDATION AUTISME MONTRÉAL	250,00 \$
FONDATION CANADIENNE D'ÉTUDES IRLANDAISES	500,00 \$
FONDATION CANADIENNE DU REIN	500,00 \$
FONDATION CHARLES-BRUNEAU	500,00 \$
FONDATION D'AIDE DIRECTE - SIDA MONTRÉAL	250,00 \$
FONDATION DE L'ASSOCIATION MONTRÉLAISE POUR LES AVEUGLES (LA)	1 000,00 \$
FONDATION DE LAUBERIVIÈRE	500,00 \$
FONDATION DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF (LA)	1 000,00 \$
FONDATION DES AVEUGLES DU QUÉBEC	500,00 \$
FONDATION DES MALADIES DU CŒUR DU QUÉBEC	250,00 \$
FONDATION DES PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS	200,00 \$
FONDATION DES PARLEMENTAIRES QUÉBÉCOIS	250,00 \$
FONDATION DES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE DU QUÉBEC	250,00 \$
FONDATION DU CANCER DU SEIN DU QUÉBEC	1 500,00 \$
FONDATION DU CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES	1 000,00 \$
FONDATION DU CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL (LA)	250,00 \$
FONDATION EAST FOUNDATION	1 000,00 \$
FONDATION FEMMES, POLITIQUES ET DÉMOCRATIE	250,00 \$
FONDATION FRANÇOIS-LAMY	500,00 \$
FONDATION GARNIERKIDS.COM	500,00 \$
FONDATION GÉNÉRATIONS	500,00 \$
FONDATION GEORGES O'DONOUGHUE	500,00 \$
FONDATION JEUNESSES MUSICALES DU CANADA	1 000,00 \$
FONDATION LE RAYON D'ESPOIR	250,00 \$
FONDATION LES PETITS TRÉSORS	250,00 \$
FONDATION MARIE-ÈVE SAULNIER	250,00 \$
FONDATION OLO	500,00 \$
FONDATION ORDINA-CŒUR	500,00 \$
FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE	1 000,00 \$
FONDATION POUR L'ALPHABÉTISATION	500,00 \$
FONDATION SOURDINE (LA)	500,00 \$
FONDATION UNIVERSITÉ LAVAL	500,00 \$
FRANCODEROLE (LA)	1 000,00 \$

Annexe 1 – Question 22 (Revenu Québec)

Subventions octroyées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire

GALA NOIR ET BLANC	500,00 \$
GALA NOIR ET BLANC	1 000,00 \$
GROUPE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE LE DAHLIA DE BEAUHARNOIS	500,00 \$
GROUPE IMAGE DE L'ABITIBI TÉMISCAMINGUE (GIAT)	500,00 \$
HILLEL MONTRÉAL	1 000,00 \$
HÔPITAL MONT-SINAÏ - RALLYE SINAÏ	1 000,00 \$
IMPÉRATIF FRANÇAIS	250,00 \$
INFO SECTE	250,00 \$
INITIATIVE 1, 2, 3 GO! RDP	500,00 \$
INSTITUT DES CÈDRES CONTRE LE CANCER (L')	250,00 \$
INSTITUT NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 000,00 \$
INTERNATIONALE DE MONTGOLFIERE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU (L')	1 000,00 \$
JEUNES ENTREPRISES DU QUÉBEC (LES)	500,00 \$
JEUNES MUSICIENS DU MONDE	500,00 \$
JEUNESSE AU SOLEIL	1 000,00 \$
JEUNESSE AU SOLEIL INC.	2 000,00 \$
JEUNESSE LAMBDA	250,00 \$
KARNAK SHRINERS	1 500,00 \$
LEUCAN	250,00 \$
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	250,00 \$
LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC (LA)	500,00 \$
LOISIR DE L'ACADIE DE MONTRÉAL	250,00 \$
LOVE - VIVRE SANS VIOLENCE	500,00 \$
MAISON DE JOB	250,00 \$
MAISON DE LA FAMILLE DU GRAND-PORTAGE DE RIVIÈRE-DU-LOUP	250,00 \$
MAISON DE LA SOURCE GABRIEL	1 000,00 \$
MAISON DES FAMILLES DE LA MATAPÉDIA	250,00 \$
MAISON DES JEUNES « LE BOUM » (LA)	500,00 \$
MAISON DES JEUNES DE SAINT-COLOMBAN	2 000,00 \$
MAISON DES JEUNES KEKPART	250,00 \$
MAISON DU TONNERRE (LA)	250,00 \$
MIRIAM FOUNDATION	1 000,00 \$
MISSION OLD BREWERY	1 000,00 \$
MOISSON MONTRÉAL	500,00 \$
MONTRÉAL MARQUIS BASKETBALL CLUB	500,00 \$
MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE DE CHARLEVOIX	250,00 \$
MRC ARGENTEUIL	250,00 \$
MUSÉE D'ART RELIGIEUX JACQUES-SIMARD	500,00 \$
ŒUVRES DU CARDINAL LÉGER (LES)	250,00 \$
OPÉRATION ENFANT SOLEIL	500,00 \$
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DES MUSICIENS ET MUSICIENNES DU MONDE DE MONTRÉAL	500,00 \$
ORGANISME DE RÉCUPÉRATION ANTI-PAUVRETÉ DE L'ÉRABLE (ORAPÉ)	500,00 \$
PAROISSE DE SAINTE-JULIE	1 000,00 \$
PETITS FRÈRES DES PAUVRES (LES)	500,00 \$
PIAULE DE VAL-D'OR INC. (LA)	250,00 \$

Annexe 1 – Question 22 (*Revenu Québec*)

Subventions octroyées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire

PORTE JAUNE (LA) - THE YELLOW DOOR	500,00 \$
PRODUCTION COUR DES MIRACLES	1 000,00 \$
PRODUCTION PERCU-PHONIE INC.	1 500,00 \$
PRODUCTIONS LES GROS BECS	500,00 \$
REGROUPEMENT D'ENTRAIDE DES PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES DE ROUYN-NORANDA	1 000,00 \$
REGROUPEMENT DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DU QUÉBEC (LE)	250,00 \$
REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC	250,00 \$
REGROUPEMENT DU LOISIR COMMUNAUTAIRE DE BEAUPORT	1 000,00 \$
VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE	100,00 \$
RENCONTRE DES ARTS	500,00 \$
RÉPERCUSSION THÉÂTRE	1 000,00 \$
RÉSIDENCE DE SOINS PALLIATIFS DE L'OUEST DE L'ILE	1 000,00 \$
SCOUTS CANADA - LAGING HANDA GROUP 0592	250,00 \$
SEMAINE QUÉBÉCOISE DES FAMILLES	250,00 \$
SEMAINE QUÉBÉCOISE DES FAMILLES	250,00 \$
SENTIER URBAIN (LE)	500,00 \$
SERVICE D'AIDE COMMUNAUTAIRE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	500,00 \$
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE (SNAC)	1 000,00 \$
SITE HISTORIQUE DU BANC-DE-PÊCHE-DE-PASPÉBIAC	2 500,00 \$
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES DIVISION QUÉBEC	500,00 \$
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE L'HÉMOPHILIE	250,00 \$
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU VIEUX STE-ROSE	1 000,00 \$
SOCIÉTÉ IRLANDAISE UNIE DE MONTRÉAL	1 000,00 \$
SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT-DE-PAUL - OPÉRATION BONNE MINE	500,00 \$
TEL-JEUNES	250,00 \$
TRAVERSÉE (LA)	250,00 \$
VIOLENCE INFO	500,00 \$
TOTAL :	<u>122 600,00 \$</u>

Question 23

La ventilation détaillée des budgets des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2005-2006 et 2006-2007 ; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.

Réponse*Revenu Québec*

Revenu Québec fait l'administration de la TPS sur le territoire québécois pour le compte du gouvernement du Canada. Les revenus reçus du gouvernement fédéral (Agence du revenu du Canada) et les dépenses afférentes à cette activité sont imputés au compte de gestion de la taxe sur les produits et services. Pour l'exercice financier 2006-2007, ces revenus et dépenses sont estimés à 129,1 M\$ et ne comprennent pas la compensation pour les coûts d'investissements additionnels occasionnés par la restructuration des systèmes TPS/TVH au sein de l'Agence du revenu du Canada (projet Refonte Phase 2) qui sont estimés à 19,4 M\$ pour l'exercice 2006-2007.

En vertu de l'Entente Canada - Québec relative au financement des mesures québécoises de perception des pensions alimentaires, le fonds des pensions alimentaires recevra du gouvernement fédéral un montant maximal de 685,5 k\$ pour les dépenses engagées en 2006-2007 par le Québec (traitement et frais de fonctionnement) dans le cadre de cette entente.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 24

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial ;
- le salaire ;
- le poste actuel, s'il y a lieu ;
- la date de la mise en disponibilité ;
- la prévision 2007-2008 et 2008-2009.

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 25

Nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2006-2007.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 26

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 27

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne ;
- poste occupé ;
- salaire ;
- assignation initiale ;
- date de l'assignation hors structure ;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse*Revenu Québec*

Pour l'exercice 2006-2007, il y a eu un employé hors structure, mais retraité depuis le 21 mai 2006.

Le fait qu'un employé soit retraité est un renseignement nominatif conformément à l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le renseignement nominatif est confidentiel et ne peut pas être communiqué sans le consentement de la personne visée conformément aux articles 53, 59 et 88 de cette loi.

Registraire des entreprises

Pour l'exercice 2006-2007, il n'y a aucun employé hors structure.

Question 28

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale ;
- assignation actuelle ;
- salaire ;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse*Revenu Québec*

M. Martin Chénard

- assignation initiale : Revenu Québec
- assignation actuelle : prêt à Centraide
- salaire : 91,759 \$
- date de la fin de l'assignation : 5 septembre 2006

Registraire des entreprises

Aucune personne rémunérée par le Registraire des entreprises n'est affectée à des organismes parapublics non gouvernementaux ou autres*.

*« Autres » se définit comme : « en dehors du périmètre comptable ».

Question 29

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- assignation initiale ;
- assignation actuelle ;
- salaire ;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse*Revenu Québec*

Aucune personne rémunérée par des organismes parapublics non gouvernementaux ou autres* n'est affectée à Revenu Québec.

* « Autres » se définit comme : « en dehors du périmètre comptable ».

Registraire des entreprises

Aucune personne rémunérée par des organismes parapublics non gouvernementaux ou autres* n'est affectée au Registraire des entreprises.

* « Autres » se définit comme : « en dehors du périmètre comptable ».

Question 30

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne ;
- le montant reçu du régime de retraite.

Réponse*Revenu Québec*

Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et ne peuvent pas être rendues publiques.

Registraire des entreprises

Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et ne peuvent pas être rendues publiques.

Question 31

Liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et somme dépensée).

Réponse*Revenu Québec*

Étant donné l'ampleur du parc informatique de Revenu Québec, la liste reconstituant les sommes dépensées pour ces biens représenterait un travail extrêmement lourd à produire. Cependant, nous avons répertorié, à l'annexe 2, la liste des biens les plus importants, laquelle totalise 20 276 biens. Toutefois, si l'on considérait l'ensemble des logiciels et autres équipements informatiques, ce total pourrait atteindre plus de 40 000 biens.

Vous trouverez également, à l'annexe 1, la valeur de remplacement de l'ensemble du parc informatique de Revenu Québec. L'image fournie se base sur les postes de travail et nous fixons la valeur de remplacement de ce parc à 60,4 M\$.

Voir annexes :

1. État de situation du parc informatique – Valeur de remplacement au 31 mars 2007
2. État de situation par types d'équipement au 31 mars 2007
3. État de situation du parc informatique des micro-ordinateurs par types de processeur au 31 mars 2007

Registraire des entreprises

Voir annexe :

4. Liste détaillée du matériel informatique au 31 mars 2007

Annexe 1 – Question 31 (Revenu Québec)

État de situation du parc informatique – Valeur de remplacement au 31 mars 2007

	Quantité N ^{bre}	Valeur de remplacement N ^{bre} M\$	
Postes de travail			
Décentralisés	6 186	3 396	21,0
Départementaux	8 818	4 172	36,8
Total partiel	15 004	7 568	57,8
Imprimantes			
Portatives	1 629	370	0,6
Réseau	1 486	1 349	2,0
Total partiel	3 115	1 719	2,6
Total global	18 119	9 287	60,4

La valeur de remplacement de 60,4 M\$ comprend tout le matériel informatique de Revenu Québec. La méthode utilisée pour déterminer la valeur de remplacement du parc informatique est basée sur un calcul de prix de revient des postes de travail.

Ainsi, le coût unitaire de remplacement de ces équipements inclut :

- le coût de remplacement de l'équipement identifié ;
- une portion des coûts de l'infrastructure matérielle nécessaire au fonctionnement du poste de travail et des applications (serveurs, commutateurs, aiguilleurs, etc.) ;
- et une portion des coûts des composantes logicielles installées sur les postes de travail (système d'exploitation Windows, courriel, antivirus, etc.) et des composantes logicielles d'infrastructure.

Annexe 2 – Question 31 (Revenu Québec)

État de situation par types d'équipement au 31 mars 2007

TYPES D'ÉQUIPEMENT	DESCRIPTION	TOTAL
Imprimante	Imprimante de micro	3 115
	Imprimante légère	13
	Total partiel	3 128
Poste de travail	Encaisseuse et trieuse	4
	Micro-ordinateur de table ¹	11 334
	Micro-ordinateur portatif ¹	3 186
	Terminal - maxi	31
	Terminal – mini	449
	Total partiel	15 004
Serveur	Plate-forme micro ¹	797
	Plate-forme mini	57
	Total partiel	854
Télécom	Aiguilleur	130
	Aiguilleur pare-feu	25
	Commutateur	1 126
	Contrôleur	10
	Total partiel	1 290
TOTAL		20 276

1. Détaillé par types de processeur à l'annexe 3.

Annexe 3 – Question 31 (*Revenu Québec*)

État de situation du parc informatique des micro-ordinateurs par types de processeur au 31 mars 2007

	TOTAL	1 ^{re} entrée	Dernière entrée
Technologie 386 et moins			
Micro-ordinateur de table	2	1991-01-04	1996-11-08
Micro-ordinateur portable	0		
Serveur	0		
Total partiel	2		
Technologie 486			
Micro-ordinateur de table	3	1995-03-17	1995-03-31
Micro-ordinateur portable	0		
Serveur	0		
Total partiel	3		
Technologie Apple			
Micro-ordinateur de table	12	2001-09-04	2006-05-19
Micro-ordinateur portable	0		
Serveur	0		
Total partiel	12		
Technologie Celeron			
Micro-ordinateur de table	9	2004-02-19	2005-02-28
Micro-ordinateur portable	0		
Serveur	0		
Total partiel	9		
Technologie Pentium			
Micro-ordinateur de table	11	1996-03-29	1998-01-28
Micro-ordinateur portable	4	1996-09-13	1997-07-02
Serveur	0		
Total partiel	15		
Technologie Pentium II			
Micro-ordinateur de table	23	1998-02-18	1999-07-13
Micro-ordinateur portable	2	1999-08-11	1999-08-11
Serveur	30	1998-02-16	2001-08-28
Total partiel	55		
Technologie Pentium III			
Micro-ordinateur de table	93	1999-09-08	2002-10-31
Micro-ordinateur portable	25	2000-03-20	2006-04-10
Serveur	73	1999-08-09	2003-03-31
Total partiel	1256		

Annexe 3 – Question 31 (Revenu Québec)

État de situation du parc informatique des micro-ordinateurs par types de processeur au 31 mars 2007

	TOTAL	1 ^{re} entrée	Dernière Entrée
Technologie Pentium MMX			
Micro-ordinateur de table	1	1997-11-19	1997-11-19
Micro-ordinateur portable	1	1997-09-29	1998-03-31
Serveur	0		
Total partiel	2		
Technologie Pentium PRO			
Micro-ordinateur de table	0		
Micro-ordinateur portable	0		
Serveur	2	1997-08-13	1998-01-20
Total partiel	2		
Technologie Pentium IV			
Micro-ordinateur de table	9 191	2000-12-25	2007-02-08
Micro-ordinateur portable	351	2002-10-01	2005-10-31
Serveur	13	2002-11-11	2006-08-03
Total partiel	9 555		
Technologie Pentium M Centrino			
Micro-ordinateur de table	0		
Micro-ordinateur portable	2 072	2003-08-15	2006-12-07
Serveur	0		
Total partiel	2 072		
Technologie Pentium/XEON			
Micro-ordinateur de table	4	2003-01-31	2005-11-01
Micro-ordinateur portable	0		
Serveur	629	2000-09-13	2007-02-14
Total partiel	633		
Technologie Intel Core 2 Duo Mobile			
Micro-ordinateur de table	0		
Micro-ordinateur portable	498	2006-11-14	2007-03-27
Serveur	0		
Total partiel	498		
Technologie Intel Core Duo 2			
Micro-ordinateur de table	1 147	2007-03-30	2007-03-30
Micro-ordinateur portable	0		
Serveur	0		
Total partiel	1 147		
Technologie Dual Core Intel XEON DP			
Micro-ordinateur de table	0		
Micro-ordinateur portable	0		
Serveur	50	2007-03-29	2007-03-29
Total partiel	50		

Annexe 3 – Question 31 (*Revenu Québec*)

État de situation du parc informatique des micro-ordinateurs par types de processeur au 31 mars 2007

TOTAL			
Micro-ordinateur de table	11 934		
% du parc informatique	77 %		
Micro-ordinateur portable	3 186		
% du parc informatique	21 %		
Serveur	797		
% du parc informatique	5 %		
MICROS	15 917		
% MICROS	100 %		

Annexe 4 – Question 31 (*Registraire des entreprises*)

Liste détaillée du matériel informatique au 31 mars 2007

État de la situation du parc informatique au 31 mars 2007*

Imprimante	Quantité	1 ^{re} entrée	Dernière entrée	Valeur de remplacement
Imprimante micro	63	1996-06-14	2006-03-21	94 500,00 \$
Imprimante légère	16	1995-03-21	2006-08-16	3 200,00 \$
Imprimante insertion	54	1995-05-15	2005-12-19	27 000,00 \$
Imprimante étiquette	9	1994-01-10	2006-02-16	4 950,00 \$
Imprimante matricielle	16	1999-03-29	1999-11-11	8 000,00 \$
Imprimante lourde	1	1998-08-24	1998-08-24	0,00 \$
Imprimante multifonction	7	2001-11-23	2006-05-17	7 700,00 \$
Total	166			145 350,00 \$

Poste de travail	Quantité	1 ^{re} entrée	Dernière entrée	Valeur de remplacement
Micro-ordinateur de table	211	1999-03-17	2006-03-09	358 700,00 \$
Micro-ordinateur portable	12	2001-06-05	2006-03-30	26 400,00 \$
Total	223			385 100,00 \$

Serveur	Quantité	1 ^{re} entrée	Dernière entrée	Valeur de remplacement
Plate-forme micro	17	1998-07-15	2002-10-09	34 000,00 \$
Plate-forme mini légère	31	2001-03-21	2006-03-10	217 000,00 \$
Plate-forme mini lourde	6	2005-04-14	2006-03-10	150 000,00 \$
Total	54			401 000,00 \$

Télécommunication	Quantité	1 ^{re} entrée	Dernière entrée	Valeur de remplacement
Commutateur	47	1998-01-01	2006-03-02	117 500,00 \$
Module de commutateur	54	2003-03-28	2005-01-10	18 900,00 \$
Total	101			136 400,00 \$

Logiciels	Quantité	1 ^{re} entrée	Dernière entrée	Valeur de remplacement
Postes de travail	223	1999-03-17	2007-03-02	223 000,00 \$
Serveurs	54	1998-07-15	2007-03-02	81 000,00 \$
Total	277			304 000,00 \$

TOTAL	821			1 371 850,00 \$
--------------	------------	--	--	------------------------

* Les équipements transférés à Services Québec ne sont pas inclus.

Annexe 4 – Question 31 (*Registraire des entreprises*)

Liste détaillée du matériel informatique au 31 mars 2007

État de la situation du parc informatique transmis à Services Québec

Équipements	Quantité	1 ^{re} entrée	Dernière entrée	Valeur de remplacement
Imprimante micro	10	1996-06-14	2006-03-21	15 000,00 \$
Imprimante insertion	9	1995-05-15	2005-12-19	4 500,00 \$
Imprimante étiquette	8	1994-01-10	2006-02-16	4 400,00 \$
Micro-ordinateur de table	34	2002-02-19	2005-03-29	57 800,00 \$
Total	61			81 700,00 \$

État de la situation du parc informatique transmis au ministère des Finances

Équipements	Quantité	1 ^{re} entrée	Dernière entrée	Valeur de remplacement
Imprimante multifonction	1	2006-05-17	2006-05-17	1 100,00 \$
Micro-ordinateur portable	1	2005-06-10	2005-06-10	2 200,00 \$
Total	2			3 300,00 \$
TOTAL	63			85 000,00 \$

Question 32

Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun :

- services Internet d'information ;
- livres ;
- journaux ;
- magazines ;
- bulletins électroniques et/ou papier ;
- clubs privés ou autres ;
- billets de saison ;
- etc.

Réponse*Revenu Québec*

Voir l'annexe 1 : Liste des abonnements 2006-2007

En ce qui concerne les billets de saison et les abonnements à des clubs privés ou autres, aucune dépense n'a été effectuée en 2006-2007.

Registraire des entreprises

Voir l'annexe 2 : Liste des abonnements 2006-2007

En ce qui concerne les billets de saison et les abonnements à des clubs privés ou autres, aucune dépense n'a été effectuée en 2006-2007.

Annexe 1 – Question 32 (Revenu Québec)

Liste des abonnements 2006-2007

Abonnements aux services Internet d'information

Banques sur l'immobilier - JLR Recherche	90 000 \$
- Gartner Group, American Productivity and Quality Center [APQC], Forrester Research (Bibliothèque virtuelle en TI)	172 725 \$
- Carswell	46 106 \$
The Conference Board of Canada (E-DATA)	593 \$
CEDROM-SMI - Eureka (articles de journaux)	6 895 \$
Cornerstone Data Innovations - Infodirect	61 250 \$
CSPQ (Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales)	7 280 \$
Publications du Québec (Gazette officielle)	1 890 \$
SMA (VIXIT)	12 452 \$
Quicklaw	3 414 \$
CCH Canadian Limitée (banque BNR)	10 415 \$
Services documentaires Multimédia Inc. -Repère Internet	685 \$
Collette, Plante et Associés	8 700 \$
Receveur général du Canada - Termium (Outil d'aide à la traduction et à la rédaction)	2 750 \$
	425 155 \$

Abonnements électroniques

Abonnements électroniques CCH	427 612 \$
Ernst & Young - Bibliothèque de l'ADRC	30 000 \$
CSPQ (Systèmes inf. en ressources humaines [SADE, SDE, GR ET GEREV])	26 680 \$
CSPQ (SAGIP – SAGIR)	362 226 \$
JLR.CA -Service Teela (Fidelity)	144 000 \$
Société québécoise information juridique (SOQUIJ) et Azimut	240 329 \$
Info Canada	5 000 \$
Classification Web	375 \$
SEAO (Constructo)	320 \$
Trader Publications Médias	78 000 \$
	1 314 542 \$

Abonnements papiers

Abonnements de nature fiscale	252 985 \$
Abonnements de nature juridique	45 527 \$
Journaux et périodiques	9 348 \$
Autres	23 193 \$
	331 053 \$

Annexe 2 – Question 32 (*Registraire des entreprises*)

Liste des abonnements 2006-2007

Abonnements juridiques

Corp. sans but lucratif	190,00 \$
Droit des affaires (2)	99,00 \$
Accès à l'information-CCH	430,00 \$
Annuaire téléphonique judiciaire	43,00 \$
Cahiers de droit	52,00 \$
Charte des droits-Wilson	89,95 \$
Charte canadienne des droits	140,90 \$
Code civil annoté	300,00 \$
Codes civils (5)	247,50 \$
Code criminel	49,50 \$
Code proc. civile (4)	198,00 \$
Code de proc. - alter ego	89,95 \$
Cie au Québec (3 vol.) (2)	790,00 \$
Constitutional Law of Canada	251,07 \$
Droit corporatif québécois	815,00 \$
Droit transitoire	179,20 \$
Gazette du Canada-partie III	222,55 \$
Gazette officielle - partie 2F	247,00 \$
Government Information Access	159,45 \$
Index Canadian Legal Literature	160,00 \$
Jurisprudence express	415,80 \$
Limited Partnership	85,25 \$
Lois refondues du Québec	1 648,95 \$
Lois RSQ-anglais	847,95 \$
Manuel des corporations	550,00 \$
Records Retention Law	164,59 \$
Recueil arrêts de la Cour suprême	185,50 \$
Jurisclasseur	1 647,50 \$
Revue du Barreau canadien	145,00 \$
Fletcher	710,85 \$
O'Neal Close Corp.	584,79 \$
Oppression of Minority	308,90 \$
Tableau des modifications	140,00 \$
TOTAL	12 189,15 \$

Annexe 2 – Question 32 (*Registraire des entreprises*)

Liste des abonnements 2006-2007

Abonnements

Droit immobilier québécois	675,00 \$
Sentences arbitrales	125,00 \$
Recueil des politiques de gestion - vol. 9 et 6	16,20 \$
Recueil des politiques de gestion - Vol 10	13,50 \$
Recueil des politiques de gestion - Vol 10	13,50 \$
Trente	34,78 \$
Infopresse	89,00 \$
Recueil droit immobilier	198,45 \$
Commerce	17,25 \$
Les Affaires	68,96 \$
Revue Actualité	37,90 \$
Commerce	15,00 \$
Événementiel	195,00 \$
Recueils des politiques de gestion	16,55 \$
Protégez-vous	26,25 \$
Code civil FD	72,00 \$
Recueil politiques gestion 6-9	15,95 \$
Informateur parlementaire	200,00 \$
Science & Vie Micro	91,34 \$
Droit immobilier québécois	712,00 \$
TOTAL	2 633,63 \$

Question 33

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site ;
- les coûts de construction du site ;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour ;
- qui est responsable du contenu sur le site ;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour ;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois ;
- combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

Réponse

Revenu Québec

Conception du site

Le site de Revenu Québec existe depuis 1995. Revenu Québec est le seul maître d'œuvre de son site. Néanmoins, pour arriver à la mise en place de divers aspects du site, dont le volet transactionnel, Revenu Québec a obtenu les services de ressources externes par appel d'offres. Au fil des ans, plusieurs firmes d'informatique du Québec (IBM, LGS, DMR, CGI, Bell Emergis, AGTI, Lambda, etc.) ont collaboré à l'élaboration du site de Revenu Québec. D'autres firmes, telles que Gestion Proben et Prospection, plus spécialisées en communication, ont eu à évaluer le site et à nous conseiller sur des améliorations à y apporter. De plus, le développement et l'exploitation à plus long terme des services de fonctions communes requis par Revenu Québec pour supporter ses propres prestations électroniques, de même que celles d'autres ministères et organismes (RRQ, SQAG-MSG, RQA-MESS) a fait l'objet, en 2001, d'un appel d'offres particulier pour les services d'un fournisseur externe et a été octroyé à la firme LGS.

Coûts de construction du site

Depuis 2000, l'ensemble des investissements consentis pour la mise en place de tout le contenu du site de Revenu Québec, incluant autant les contenus informationnels que les services transactionnels comme les services ImpôtNet pour les particuliers et Clic Revenu pour les entreprises et les particuliers, atteint un montant de l'ordre de 61,1 millions de dollars.

Coût d'entretien et de mise à jour

Les coûts annuels d'entretien, d'amélioration et d'exploitation totalisent, pour l'année 2006-2007, 5 368 720 \$. Ces coûts se répartissent de la façon suivante :

- pour les fonctions communes : 772 144 \$ pour l'amélioration et 571 123 \$ pour l'exploitation et l'entretien ;
- pour les activités d'entretien et l'amélioration des services électroniques de Revenu Québec : 4 025 453 \$.

Responsabilité du contenu du site

Pour le volet informationnel du site de Revenu Québec, l'offre de services électroniques relève de la Direction des communications pour le message de contenu informatif et de la Direction des solutions électroniques et des traitements massifs pour le message de contenu administratif, tels les formulaires et guides officiels. En ce qui concerne le volet transactionnel, l'offre de services électroniques transactionnels est assurée par la Direction des solutions électroniques et du partenariat gouvernemental, en collaboration avec les directions générales de Revenu Québec.

Fréquence moyenne de mise à jour

Pour qu'un site soit utile pour la clientèle, il doit être mis à jour au fur et à mesure de la disponibilité des nouveaux contenus. C'est pourquoi la mise à jour du volet informationnel du site est quotidienne et est principalement tributaire de la période de production des formulaires, des publications et des nouveaux programmes. En ce qui concerne l'offre de services transactionnels Clic Revenu, il y a deux implantations annuellement, soit au printemps et à l'automne de chaque année où les nouveaux services ou les évolutions sont déployés.

Le nombre de visiteurs

Au 31 mars 2007, pour les douze mois de l'exercice 2006-2007, le site de Revenu Québec a reçu 5 189 649 visites, soit une moyenne mensuelle de 432 470 visites. Le résultat est en hausse de 14 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2005-2006. Lors de ces visites, le visiteur consulte en moyenne sept pages distinctes. La hausse de 14 % est attribuable en partie aux améliorations continues apportées à la partie informationnelle du site. Aussi, l'outil Internet est de plus en plus populaire et, par conséquent, plus fréquemment utilisé.

Le tableau suivant présente les statistiques d'utilisation par mois ;

ANNÉE	MOIS	N ^{bre} de visites
2006	Avril	694 444
	Mai	435 839
	Juin	325 889
	Juillet	278 902
	Août	282 004
	Septembre	260 166
	Octobre	295 634
	Novembre	317 423
	Décembre	306 127
2007	Janvier	510 631
	Février	618 530
	Mars	864 060
Total 2006-2007		5 189 649

Refonte du site (fréquence, coût et justification des changements)

Le site a déjà fait l'objet de deux évolutions importantes. Une première pour le volet informationnel a eu lieu en mars 2000, afin d'intégrer les formulaires et les publications, et ce, afin d'enrichir le contenu du site. L'objectif était de favoriser l'accès aux citoyens et aux différentes clientèles de Revenu Québec aux informations requises afin d'acquitter leurs obligations fiscales.

La deuxième évolution d'importance a eu lieu en décembre 2002 à l'occasion de la mise en service du portail transactionnel Clic Revenu qui s'adresse aux entreprises. L'objectif était de permettre aux clients de transiger en ligne avec Revenu Québec ; le coût de cette évolution a été de 25 M\$.

Depuis, le site de Revenu Québec continue d'évoluer en ajoutant progressivement divers services permettant d'accroître l'offre de service de Revenu Québec, tant pour les citoyens (Impôtnet) que pour les entreprises. Notons aussi que Revenu Québec a contribué à l'évolution de sites d'autres M/O comme la Régie des rentes du Québec, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour les fonctions d'authentification dans le cadre du Régime québécois d'assurance parentale et au plan gouvernemental pour la mise en ondes de clicSÉCUR.

Registraire des entreprises

Le Registraire des entreprises (REQ) possède un seul site Internet, et ce, depuis juin 2004. Il s'agit d'un site caractérisé par un contenu informationnel.

Conception du site

C'est le personnel de l'organisation qui a réalisé la majeure partie du site. Un total de 1,75 ETC a été consacré à la réalisation du site pour un montant d'environ 119 000 \$.

Le REQ a cependant confié la réalisation de certaines portions des travaux à des firmes :

- la conception graphique du site a été réalisée par la firme iXmédia pour un montant forfaitaire total de 13 250 \$;
- la réécriture des pages de l'ancienne portion du site de l'IGIF a été attribuée à la firme Nurun pour un coût total de 3 360 \$;
- un test d'utilisation (« usability test ») a été réalisé par la même firme pour un montant forfaitaire de 6 900 \$;
- la version anglaise (traduction) a été confiée à la firme Arnaud, Bridger et associés pour un montant total de 7 675 \$; la création des pages de cette version anglaise a été complètement réalisée par le personnel de l'organisation ;
- en 2004, il y a eu déploiement de deux nouveaux services en ligne pour 71 720 \$, c'est-à-dire la demande de rapport de recherche ou de réservation de nom et la demande de documents (copie, attestation et certificat) ;
- enfin, en 2005, le service en ligne FormulAide a été réalisé par la firme Nurun en collaboration avec MCDA-Conseils pour la somme de 181 129 \$; la conception graphique et l'implantation ont été réalisées par le personnel de l'organisation pour la somme 49 650 \$;
- au début de 2006, l'enregistrement des points de vente du tabac a été possible via le site Internet du Registraire des entreprises pour la somme de 18 054 \$.

Coûts de construction du site

La réalisation initiale du site, incluant la version anglaise, a donc fait l'objet d'une dépense de 150 185 \$.
L'ajout du service en ligne FormulAide a porté le coût total du site à 470 738 \$.

Coût d'entretien et de mise à jour

L'entretien du site est effectué par le personnel interne de l'organisation.

Responsabilité du contenu du site

Chaque unité administrative est responsable du contenu qu'elle livre ; le Service des communications et Internet assurent la qualité des textes et leur mise en ondes.

Fréquence moyenne de mise à jour

Des mises à jour sont faites selon les besoins, à un rythme d'environ 6 à 8 fois par mois — lors de la mise en place du site puis lors d'ajouts importants (traduction en anglais, ajout du service en ligne FormulAide, etc. ; ces mises à jour se font de façon plus fréquente).

Le nombre de visiteurs

C'est plus de 1 973 000 internautes qui ont visité le site du REQ pour l'année civile 2006, soit une moyenne d'un peu plus de 164 400 visiteurs par mois.

Refonte du site (fréquence, coût et justification des changements)

Le site Internet du REQ n'a fait l'objet d'aucune refonte depuis sa réalisation en 2004.

Question 34

Dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies de l'information :

- téléphonie ;
- matériel informatique ;
- logiciels ;
- programmation ;
- formation.

Réponse

Revenu Québec

Les dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies sont les suivantes :

Téléphonie	6 896 389 \$
Matériel informatique	} 44 197 394 \$
Logiciels	
Programmation	
Formation - Informatique	1 247 006 \$

Registraire des entreprises

Les dépenses effectuées en 2006-2007 dans les technologies sont les suivantes :

Téléphonie	83 650 \$
Matériel informatique	} 60 740 \$
Logiciels	
Programmation	
Formation - Informatique	9 095 \$

Question 35

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 36

Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État, ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 10.

Question 37

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 8.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 8.

Question 38

Toutes les études commandées en 2006-2007 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 39

Solutions proposées dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 40

Liste des services octroyés au Centre de services partagés du Québec ainsi que les coûts assumés par chacun des ministères ou organismes publics et parapublics pour ces services.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 41

Économies réalisées par les ministères ou organismes publics et parapublics grâce au recours au Centre de services partagés du Québec.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 42

Nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 43

Les budgets consacrés à la sécurité des ministères, organismes ainsi qu'à leurs installations (interne ou par contrat à l'externe) en 2006-2007 et ceux prévus pour 2007-2008.

Réponse*Revenu Québec*

Deux professionnels, cinq techniciens et un agent de bureau à temps plein, ainsi que l'équivalent d'un demi-technicien par année, tous de la Direction des ressources matérielles et immobilières, sont directement affectés à la sécurité de Revenu Québec. De plus, pour la période du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007, Revenu Québec a consacré les montants suivants :

Exercice 2006-2007	Montant (\$)
Gardiennage	668 350
Acquisition d'équipements de contrôle d'accès, caméras et autres	945 260
Frais d'entretien	76 110
Total	1 689 720

Registraire des entreprises

Exercice 2006-2007	Montant (\$)
Entretien du système de lecteur de cartes (Sidelco) Québec et Montréal	2 451
Agent de sécurité au bureau de Montréal	33 308
Total	35 759

Question 44

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères et organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

Réponse*Revenu Québec*

Aux fins du présent exercice, Revenu Québec n'a apporté aucune modification à une directive et n'a approuvé aucune nouvelle directive à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information.

Au cours de l'exercice 2006-2007, la Direction centrale de l'accès à l'information et de la protection des renseignements confidentiels a utilisé environ douze ETC à l'application des mesures portant sur la protection des renseignements confidentiels.

Toutes les directions générales de Revenu Québec doivent investir des efforts afin de respecter les directives sur la confidentialité. Les employés sont sensibilisés à l'importance du respect de la confidentialité dans leur travail et sont invités à signer annuellement une déclaration de discrétion. Par contre, ces efforts, ainsi que les sommes investies, sont difficilement quantifiables.

Registraire des entreprises

Il n'y a eu aucune nouvelle directive ou modification à une directive existante à l'égard de la circulation et de la confidentialité de l'information au Registraire des entreprises.

Question 45

Le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 46

Nominations, depuis le 1^{er} mai 2006, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- liste ;
- mandats;
- contrats ;
- résultat du travail effectué ;
- échéances prévues ;
- sommes impliquées.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question est incluse dans la réponse aux questions 10 et 11.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse dans la réponse aux questions 10 et 11.

Question 47

Pour 2006-2007, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Réponse*Revenu Québec*

Il n'y a eu aucune tournée sous-ministérielle en 2006-2007.

Seule une dépense de 5 217 \$ a été effectuée relativement à un transport aérien pour une visite au bureau de Revenu Québec dans la région de la Gaspésie dans le cadre d'une tournée ministérielle. Les autres déplacements du ministre inhérents à cette question ont été effectués à bord de la limousine ministérielle et n'ont engendré aucune dépense pour Revenu Québec.

Registraire des entreprises

Même réponse que celle de Revenu Québec.

Question 48

Les montants déboursés en 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008 pour les études, avis ou achats de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

Réponse

Revenu Québec

Études, avis, achats de matériel et contrats octroyés pour la mise en place du gouvernement en ligne		
	2006-2007	2007-2008 (prévision)
Études et avis	433 846 \$	475 000 \$
Achats	7 630 \$	50 000 \$

Contrats		
	2006-2007	2007-2008 (prévision)
Compagnie	Groupe LGS inc.	
Montant	2,5 M\$ 2,6 M\$ (Note 1)	
Échéance	31 décembre 2006 (1 ^{er} contrat) et 30 juin 2008 (2 ^e contrat)	

Note 1 :

Deux contrats de gré à gré ont été signés en 2006-2007 avec le Groupe LGS inc. (LGS) pour des travaux sur l'infrastructure de fonctions communes d'échanges électroniques (l'infrastructure).

1^{er} contrat de 2,5 M\$ (signé le 29 juin 2006)

Ce contrat vise à faire évoluer l'offre de services électroniques de Revenu Québec et à soutenir le développement du gouvernement en ligne. Il a notamment permis d'implanter la technologie du code à barres à deux dimensions dans le traitement de la déclaration de revenus des sociétés, de simplifier de façon significative le processus d'inscription des entreprises aux services électroniques et le processus de désignation d'un représentant autorisé, de même que de réaliser les améliorations demandées par le ministère des Services gouvernementaux au service gouvernemental d'authentification des citoyens (clicSÉCUR).

2^e contrat de 2,6 M\$ (signé le 12 février 2007)

Ce contrat vise essentiellement à couvrir le supplément que doit assumer LGS pour l'entretien et l'exploitation de l'infrastructure. Quelques travaux à l'infrastructure pour de nouveaux développements envisagés par Revenu Québec sont aussi inclus dans ce contrat.

Registraire des entreprises

Il n'y a eu aucun déboursé en 2006-2007 pour la mise en place du gouvernement en ligne.

À compter de 2007-2008, les déboursés seront inclus dans ceux de Revenu Québec.

Question 49

Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 50

Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

Réponse*Revenu Québec*

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 51

Nombre de demandes d'accès à l'information pour 2006-2007 :

- nombre de refus ;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours ;
- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 52

Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- coûts ;
- nombre de ressources affectées ;
- nombre de rencontres ;
- nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question est incluse aux questions 12 et 21.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse aux questions 12 et 21.

Question 53

Le nombre d'ETC autorisé et non comblé depuis février 2007.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 54

Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et les mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 55

Le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2006-2007 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

Réponse

Revenu Québec

Cette question est identique à la question 54.

Registraire des entreprises

Même réponse que celle de Revenu Québec.

Question 56

Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.

Réponse*Revenu Québec*

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 57

Liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2006-2007.

Réponse*Revenu Québec*

En 2006-2007, le montant total versé pour les services de traiteurs s'élève à 49 284,82 \$.

Registraire des entreprises

En 2006-2007, le montant total versé pour les services de traiteurs s'élève à 122,50 \$.

Question 58

Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
PLANIFICATION, DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA RECHERCHE**

Revenu

Québec  

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

2) Demande de renseignements particuliers

Questions 1 à 44

Question 1

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2006-2007

Réponse

Revenu Québec

La réponse est fournie à l'annexe 1.

Registraire des entreprises

La réponse est fournie à l'annexe 2.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 1 (Revenu Québec)

Registre des comités interministériels
et des comités avec partenaires privés

IDENTIFICATION DU COMITÉ	RÉPONDANT / MRQ	MANDAT DU COMITÉ	MINISTÈRE RESPONSABLE OU AUTRE(S) M/O PARTICIPANT(S)*	COMITÉ		COMITÉ ACTIF	ENTENTE
				PERMANENT	AD HOC		
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE : GÉNÉRALITÉS							
Comité permanent d'échanges MRQ-MCC-SODEC sur les crédits d'impôt culturels	Directeur de la cotisation des sociétés (DGE)	Effectuer l'analyse des problématiques liées à l'administration des crédits d'impôt du secteur culturel.	MRQ	X		Oui	En élaboration
Comité permanent d'échanges MRQ-IQ sur les crédits d'impôt sur l'économie du savoir et de hausse de la masse salariale	Directeur de la cotisation des sociétés (DGE)	<ul style="list-style-type: none">Échanger sur les problèmes liés à l'administration des crédits d'impôt portant sur l'économie du savoir, sur la hausse de la masse salariale et sur les besoins de la clientèle ;Proposer des solutions à ces problèmes.	MRQ-IQ	X		Oui	En élaboration
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE : GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES							
Comité interministériel de changement d'adresse (CICA)	Lynda Bergeron (DGTT)	<ul style="list-style-type: none">Superviser et statuer sur les questions d'orientation du projet, de financement, de développement informatique, d'échéancier, de protection de renseignements personnels, du protocole d'entente, de communications internes et externes et d'adhésion de nouveaux partenaires ;Assurer la cohérence du projet SQCA (Service Québécois de Changement d'Adresse) avec la stratégie visant la mise en place des services horizontaux.	MICC (responsable), RRQ, DGSIG, RAMQ, SAAQ, DGE, MESS	X		Oui	2004-04

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 1 (*Revenu Québec*)

Registre des comités interministériels
et des comités avec partenaires privés

IDENTIFICATION DU COMITÉ	RÉPONDANT / MRQ	MANDAT DU COMITÉ	MINISTÈRE RESPONSABLE OU AUTRE(S) M/O PARTICIPANT(S)*	COMITÉ		COMITÉ ACTIF	ENTENTE
				PERMANENT	AD HOC		
ADMINISTRATION DE LA FISCALITÉ : AUTRES PROGRAMMES ET LOIS							
Comité conjoint RQ-RRQ de maintien et d'amélioration de la qualité	Yves Bannon (DGPAR) Marc Lemieux (DGP)	Assurer globalement la responsabilité du maintien et de l'amélioration de la qualité et l'intégrité de l'information sur les gains et les cotisations.	MRQ et RRQ	X		Oui	2002-07
Comité conjoint RQ/CGAP	Yves Bannon (DGPAR) Jacques Leclerc (DGPAR) Gabriel Hamel (DGE)	Discuter avec le Conseil de gestion de l'assurance parentale (CGAP) du Québec concernant les problématiques entourant l'administration conjointe du programme	MRQ et CGAP	X		Oui	2006-12
ADMINISTRATION DE LA FISCALITÉ : DOSSIER AUTOCHTONE							
Groupe de travail sur l'application des ententes en matière de fiscalité avec les autochtones de Kahnawake	Johanne Bergeron (DGE)	Appliquer et exécuter l'entente sur la fiscalité des services et des biens de consommation et l'entente complémentaire sur la taxation du tabac, des carburants et des boissons alcooliques.	MFQ, SAA, MRQ		X		

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 1 (*Revenu Québec*)

196

Registre des comités interministériels
et des comités avec partenaires privés

IDENTIFICATION DU COMITÉ	RÉPONDANT / MRQ	MANDAT DU COMITÉ	MINISTÈRE RESPONSABLE OU AUTRE(S) M/O PARTICIPANT(S)*	COMITÉ		COMITÉ ACTIF	ENTENTE
				PERMANENT	AD HOC		
Comité de liaison sur l'application des ententes en matière de fiscalité avec les autochtones de Kahnawake	Responsable : Johanne Bergeron (DGE) Jean-Michel Laporte, coordonnateur ministériel des Affaires autochtones (DGLE)	Surveiller l'application de l'entente sur la fiscalité des services et des biens de consommation et de l'entente complémentaire sur la taxation du tabac, des carburants et des boissons alcooliques.	MFQ, SAA, MRQ		X		

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 1 – Question 1 (*Revenu Québec*)

Registre des comités interministériels
et des comités avec partenaires privés

Signification des acronymes

ABC	Association des banquiers du Canada
ADPQ	Association des directeurs de police du Québec
AMF	Autorité des marchés financiers
APFF	Association de planification fiscale et financière
APNQL	Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador
ARC	Agence du revenu du Canada
CARRA	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
CCGP	Comité consultatif de la gestion du personnel au gouvernement du Québec
CCQ	Commission de la construction du Québec
CEFIF	Crimes économiques et financiers à incidence fiscale
CF	Contrôleur des finances
CSST	Commission de la santé et sécurité du travail
DGSIG	Direction générale des services informatiques gouvernementaux
EDI	Échange de données informatisées
FCEI	Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
GRC	Gendarmerie royale du Canada
IDMS (CQUI)	Integrate data management system
IQ	Investissement Québec
ISQ	Institut de la statistique du Québec
LDA	Liste de déclaration d'aptitudes
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MCE	Ministère du Conseil exécutif
MCC	Ministère de la Culture et des Communications
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MESS	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MFACF	Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
MFQ	Ministère des Finances du Québec
MICC	Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
MJQ	Ministère de la Justice du Québec
M/O	Ministères et organismes
MRI	Ministère des Relations internationales
MRNF	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
MRQ	Ministère du Revenu
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTQ	Ministère des Transports du Québec
MTRAV	Ministère du Travail du Québec
OPHQ	Office des personnes handicapées du Québec
PAE	Programme d'aide aux employées et employés
PC	Protecteur du citoyen

Annexe 1 – Question 1 (*Revenu Québec*)

Registre des comités interministériels
et des comités avec partenaires privés

Signification des acronymes

RACJ	Régie des alcools, des courses et des jeux
RAMQ	Régie de l'assurance maladie du Québec
RBQ	Régie du bâtiment du Québec
REQ	Registraire des entreprises
RQ	Revenu Québec
RRQ	Régie des rentes du Québec
SAA	Secrétariat aux Affaires autochtones
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SAQ	Société des alcools du Québec
SCP	Secrétariat du Comité des priorités
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SCT - SSRH	Sous-secrétariat aux ressources humaines du Conseil du trésor
SIQ	Société immobilière du Québec
SMA	Sous-ministre adjoint
SPVM	Service de police de la Ville de Montréal
SPVQ	Service de police de la Ville de Québec
SQ	Sûreté du Québec

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Annexe 2 – Question 1 (*Registraire des entreprises*)

Registre des comités interministériels

1. Comité sur la mise en place d'un service unifié de changement d'adresse et de mise à jour des renseignements d'identité pour les entreprises

Répondant : la responsabilité de ce comité a été transférée à Services Québec en juin 2006, toutefois le Registraire des entreprises est toujours un organisme participant.

Mandat : instaurer un service unifié de mise à jour des renseignements sur l'identité et le changement d'adresse des entreprises.

Participants : la Commission de la santé et sécurité au travail, la Société de l'assurance automobile du Québec, le ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation, Revenu Québec, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministère des Services Gouvernementaux et le Registraire des entreprises.

Statut : comité ad hoc.

2. Comité sur la promotion du numéro d'entreprise du Québec

Répondant : la responsabilité de ce comité a été transférée à Services Québec en juillet 2006; le Registraire est un organisme participant.

Mandat : Effectuer une campagne promotionnelle afin de faire connaître aux entreprises les services gouvernementaux auxquels elles peuvent déjà accéder en utilisant leur NEQ.

Participants : la Commission de la santé et sécurité au travail, la Société de l'assurance automobile du Québec, le ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation, Revenu Québec, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le Registraire des entreprises pour la phase 1 (avril 2005) et l'ajout du Ministère des communications, de la Commission des relations de travail, de l'Office de la protection du consommateur, de l'Office québécois de la langue française, de la Régie du bâtiment du Québec, de la Régie du cinéma, et de la Commission de la construction du Québec pour la phase 2 (février 2006).

Statut : comité ad hoc

3. Comité directeur REQ-RQ sur l'intégration des activités du Registraire des entreprises avec celles de Revenu Québec

Répondant : Marc Samson, registraire des entreprises adjoint par intérim

Mandat : donner suite à l'adoption du projet de loi 47 Loi modifiant la Loi sur le registraire des entreprises et d'autres dispositions législatives prévoyant l'abolition du Registraire des entreprises comme organisme au 1^{er} avril 2007 et l'intégration de ses activités à Revenu Québec.

Participants : Revenu Québec et le Registraire des entreprises

Statut : comité ad hoc

Annexe 2 – Question 1 (Registraire des entreprises)**Registre des comités interministériels**

Résultat : l'intégration, le 1^{er} avril 2007, dans Revenu Québec des activités du Registraire des entreprises à l'exception des opérations de service à la clientèle confiées à Services Québec (voir le point 4, ici-bas) par la création au sein de Revenu Québec d'une Direction du registre des entreprises, la prise en charge des services administratifs et l'intégration de certaines opérations communes de traitement massif (encaissement, courrier, etc..) dans les unités analogues existantes à Revenu Québec.

4. Comité directeur REQ-Services Québec

Répondant : Marc Samson, registraire des entreprises adjoint par intérim

Mandat : définir l'ensemble des modalités applicables à la conclusion d'une entente de services par laquelle Services Québec se verrait confier les opérations reliées à la prestation des services à la clientèle du registre des entreprises.

Participants : Revenu Québec et Services Québec en tant que parties à l'entente, et le Registraire des entreprises agissant à titre d'intervenant.

Statut : comité ad hoc

Résultat : signature et entrée en vigueur pour le 1^{er} avril 2007, d'une entente de services entre le ministre du Revenu et Services Québec en tant que parties à l'entente, et le Registraire des entreprises agissant à titre d'intervenant.

Question 2

Liste des membres du conseil d'administration.

Réponse*Revenu Québec***Liste des membres du comité consultatif de Revenu Québec en 2006 2007 :**

Madame Diane Jean, présidente
Monsieur Norbert Boudreau, secrétaire
Monsieur Morty Yalovsky
Monsieur Michel Bernier
Monsieur Marc Gold
Monsieur Alain Paquin
Madame Natalie St-Pierre
Madame Lisette Bourque
Madame Luce Samoisette
Monsieur Jean-Pierre Vidal
Monsieur Claude Godbout
Monsieur Richard Fahey
Madame Diane Blais
Monsieur Claude P. Desaulniers
Madame Jannick Desforges

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 3

Prévisions budgétaires et ventilation détaillée des compressions.

Réponse*Revenu Québec*

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 4

Liste et copie des sondages commandés en 2006-2007.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question est incluse à celle de la question 8 des renseignements généraux.

Registraire des entreprises

La réponse à cette question est incluse à celle de la question 8 des renseignements généraux.

Question 5

Nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat n'a pas été renouvelé.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 6

Nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Question 7

Nombre d'employés occasionnels et comparaison avec les 4 années précédentes.

Réponse*Revenu Québec*

Exercices financiers	Effectif total autorisé	Effectif régulier autorisé	Réguliers (%)	Occasionnels	Occasionnels (%)
2006-2007	8 694	7 569	87,1	1 125	12,9
2005-2006	8 749	7 611	87,0	1 138	13,0
2004-2005	8 614	7 627	88,5	987	11,5
2003-2004	8 660	7 315	84,5	1 345	15,5
2002-2003	8 419	7 121	84,6	1 298	15,4

Registraire des entreprises

Exercices financiers	Effectif total autorisé	Effectif régulier autorisé	Réguliers (%)	Occasionnels	Occasionnels (%)
2006-2007	158	162	102,5	(4)	(2,5)
2005-2006	211	209	99,0	2	0,9

Le Registraire des entreprises relève de la responsabilité du ministre du Revenu depuis le 25 janvier 2006.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 8

Nombre et pourcentage d'employés affectés à la vérification.

Réponse*Revenu Québec*

Les données présentées dans le tableau suivant sont établies à partir de la consommation en équivalent temps complet (ETC) dans les activités de vérification par rapport à la consommation totale en ETC de Revenu Québec. La consommation en ETC de Revenu Québec inclut les effectifs de trois des quatre fonds spéciaux sous sa responsabilité (soit le Fonds de perception, le Fonds des pensions alimentaires et le Fonds des technologies de l'information ; le Fonds de fourniture de biens ou de services n'ayant pas d'effectif), ainsi que ceux affectés au programme de gestion de la TPS mais excluent ceux du Registraire des entreprises.

	Total ETC consommés	ETC affectés à la vérification	Pourcentage
2004-2005	9 019	1 738	19,3 %
2005-2006	9 098	1 836	20,2 %
2006-2007	9 213	1 876	20,4 %

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 9

Nombre et pourcentage d'employés affectés à la perception fiscale.

Réponse*Revenu Québec*

Les données présentées dans le tableau suivant sont établies à partir de la consommation en équivalent temps complet (ETC) dans les activités de perception fiscale par rapport à la consommation en ETC de Revenu Québec. Les activités de perception fiscale sont sous la responsabilité du Fonds de perception et incluent les activités de perception relatives au Programme de perception des pensions alimentaires. La consommation en ETC de Revenu Québec inclut les effectifs de trois des quatre fonds spéciaux sous sa responsabilité (soit le Fonds de perception, le Fonds des pensions alimentaires et le Fonds des technologies de l'information ; le Fonds de fourniture de biens ou de services n'ayant pas d'effectif), ainsi que ceux affectés au programme de gestion de la TPS mais excluent ceux du Registraire des entreprises.

	Total ETC consommés	ETC affectés à la perception fiscale	Pourcentage
2004-2005	9 019	1 089	12,1 %
2005-2006	9 098	1 074	11,8 %
2006-2007	9 213	1 096	11,9 %

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 10

Nombre et pourcentage d'employés affectés à la récupération fiscale.

Réponse*Revenu Québec*

Les données présentées dans le tableau suivant sont établies à partir de la consommation en équivalent temps complet (ETC) dans les activités de récupération fiscale par rapport à la consommation totale en ETC de Revenu Québec. La consommation en ETC de Revenu Québec inclut les effectifs de trois des quatre fonds spéciaux sous sa responsabilité (soit le Fonds de perception, le Fonds des pensions alimentaires et le Fonds des technologies de l'information ; le Fonds de fourniture de biens ou de services n'ayant pas d'effectif), ainsi que ceux affectés au programme de gestion de la TPS mais excluent ceux du Registraire des entreprises.

	Total ETC consommés	ETC affectés à la récupération fiscale	Pourcentage
2004-2005	9 019	2 599	28,8 %
2005-2006	9 098	2 752	30,2 %
2006-2007	9 213	2 760	30,0 %

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 11

Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé à l'extérieur des régions métropolitaines de Montréal et de Québec.

Réponse*Revenu Québec*

Exercices	Nombre d'employés (port attache à l'extérieur des régions métropolitaines de Montréal et de Québec)	Pourcentage par rapport au total du nombre d'employés provinciaux
2006-2007	2 421	23,5 %
2005-2006	2 430	23,6 %
2004-2005	2 407	23,6 %
2003-2004	2 351	22,9 %
2002-2003	2 316	23,5 %

Note : Données de SAGIP au 31 mars 2007. Le personnel du Cabinet n'est pas compris dans le total.

Registraire des entreprises

Il n'y a aucun employé dont le port d'attache est situé à l'extérieur des régions métropolitaines de Montréal et de Québec pour 2006-2007 et pour chacune des 4 années précédentes.

Question 12

Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé dans la ville de Québec.

Réponse*Revenu Québec*

Exercices	Nombre d'employés (port attache Ville de Québec)	Pourcentage par rapport au total du nombre d'employés provinciaux
2006-2007	4 172	40,4 %
2005-2006	4 198	40,9 %
2004-2005	4 114	40,4 %
2003-2004	4 248	41,3 %
2002-2003	4 084	41,4 %

Note : Données de SAGIP au 31 mars 2007. Le personnel du Cabinet n'est pas compris dans le total.

Registraire des entreprises

Exercices	Nombre d'employés (port attache Ville de Québec)	Pourcentage par rapport au total du nombre d'employés provinciaux
2006-2007	155	86,6 %
2005-2006	157	87,2 %
2004-2005	168	88,4 %
2003-2004	173	88,3 %
2002-2003	262	88,2 %

Question 13

Nombre et pourcentage d'employés dont le port d'attache est situé dans la ville de Montréal.

Réponse*Revenu Québec*

Exercices	Nombre d'employés (port attache Ville de Montréal)	Pourcentage par rapport au total du nombre d'employés provinciaux
2006-2007	3 726	36,1 %
2005-2006	3 647	35,5 %
2004-2005	3 662	36,0 %
2003-2004	3 685	35,8 %
2002-2003	3 463	35,1 %

Note : Données de SAGIP au 31 mars 2007. Le personnel du Cabinet n'est pas compris dans le total.

Registraire des entreprises

Exercices	Nombre d'employés (port attache Ville de Montréal)	Pourcentage par rapport au total du nombre d'employés provinciaux
2006-2007	24	13,4 %
2005-2006	23	12,8 %
2004-2005	22	11,6 %
2003-2004	23	11,7 %
2002-2003	35	11,8 %

Question 14

Rendement moyen par vérificateur.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 15

Nombre de cadres par rapport au nombre total d'employés.

Réponse*Revenu Québec*

Au 31 mars 2007, le ratio cadres/total des ETC est de 1/23.

Le ratio est établi à partir du personnel actif de Revenu Québec, incluant les employés de trois des quatre fonds spéciaux sous sa responsabilité (soit le Fonds de perception, le Fonds des pensions alimentaires et le Fonds des technologies de l'information ; le Fonds de fourniture de biens ou de services n'ayant pas d'effectif) ainsi que ceux affectés au programme de gestion de la TPS mais excluent ceux du Registraire des entreprises.

	TOTAL ETC	CADRES ETC	RATIO CADRES/TOTAL
2006-2007	9 213	404	1/23

Registraire des entreprises

	TOTAL ETC	CADRES ETC	RATIO CADRES/TOTAL
2006-2007	190	6	1/31

Question 16

Nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une opposition.

Réponse*Revenu Québec*

Exercices financiers	Nombre de dossiers
2006-2007	12 785
2005-2006	10 920
2004-2005	11 752
2003-2004	8 822
2002-2003	9 424

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 17

Pourcentage des décisions maintenues aux oppositions.

Réponse

Revenu Québec

Exercices financiers	Pourcentage des décisions maintenues
2006-2007	62,7 %
2005-2006	58,1 %
2004-2005	51,4 %
2003-2004	52,6 %
2002-2003	50,6 %

Note 1

Plusieurs décisions peuvent avoir été rendues à l'égard d'un seul dossier d'opposition enregistré comme tel lorsque ce dossier contient plusieurs périodes à l'égard de chacune desquelles une cotisation contestée a été émise.

Note 2

Une décision est considérée comme ayant pour effet de maintenir la cotisation contestée lorsque aucune modification n'y a été apportée ou encore lorsque la cotisation contestée a été révisée à la hausse.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 18

Nombre de déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet.

Réponse*Revenu Québec*

Les données ci-dessous présentent le nombre de déclarations de revenus des particuliers (TP-1) électroniques reçues et traitées.

Exercice	Total (reçues et traitées)
2005-2006	2 250 556
2006-2007	2 428 650

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 19

Montants investis dans le développement des services électroniques.

Réponse

Revenu Québec

Services	2006-2007 (\$)	2005-2006 (\$)	2004-2005 (\$)	2003-2004 (\$)	2002-2003 (\$)	Total (\$)
Prestation électronique de services (PES) - RQ	2 682 248	5 755 597	5 306 050	7 754 592	10 155 209	31 653 696
Service québécois d'authentification gouvernementale (SQAG)	814 256	963 874	219 000	0	0	1 997 130
Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)	35 678	142 710	0	0	0	178 388
Régie des rentes du Québec (RRQ)	0	0	741 100	0	0	741 100
Total	3 532 182	6 862 181	6 266 150	7 754 592	10 155 209	34 570 314

N. B. : En ce qui concerne les travaux de développement pour le Service québécois d'authentification gouvernementale (SQAG), le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) et pour la Régie des rentes du Québec, le financement de ceux-ci a été assumé respectivement par le ministère des Services gouvernementaux (MSG), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Régie des rentes du Québec.

Registraire des entreprises

Services	2006-2007 (\$)	2005-2006 (\$)	2004-2005 (\$)
Réalisation du site Internet par le personnel de l'organisation	0	0	119 000
Travaux de conception graphique, test, écriture et traduction du site Internet du Registraire des entreprises	0	0	31 185
Outil d'aide à la rédaction des formalités du Registraire des entreprises (FormulAide)	0	230 779	0
Enregistrement des points de vente du tabac via le site Internet du Registraire des entreprises	0	18 054	0
Mise en ligne de deux nouveaux services : <ul style="list-style-type: none"> la demande de rapport de recherche ou de réservation de nom la demande de documents (copie, attestation et certificat) 	0	0	71 720
Total	0	248 833	221 905

N. B. : Avant le 1^{er} février 2004, le développement des services électroniques était sous la responsabilité de l'Inspecteur Général des institutions financières (IGIF), notamment le site Internet.

Question 20

Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers reçues via Internet et traitées dans un délai de 14 jours.

Réponse*Revenu Québec*

Exercice	Total des TP-1 reçues et traitées (papiers et électroniques)	Pourcentage des TP-1 électroniques reçues et traitées par rapport au total	Délai moyen de traitement des TP-1 électroniques (en jours)
2005-2006	5 931 192	38 %	14
2006-2007	6 075 775	40 %	13

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 21

Les cibles et les taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériels avec volume traité, ventilation par mois, ainsi que les cibles et les taux d'atteinte pour chacune des cinq dernières années.

Réponse

Revenu Québec

Les statistiques ci-dessous présentent les résultats des indicateurs de la *Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises* (DSCE) au cours des cinq derniers exercices financiers, soit 2002-2003 à 2006-2007, ventilés par mois.

La DSCE a été révisée le 1^{er} avril 2004 et les cibles ont été rendues publiques dans le plan d'action 2005-2006.

Il faut noter que la DSCE précise aux citoyens et aux entreprises que si leur dossier est incomplet ou nécessite des vérifications supplémentaires, il peut alors s'avérer impossible pour Revenu Québec de toujours respecter les engagements ou d'atteindre les objectifs énoncés dans sa DSCE.

Indicateurs généraux de services aux particuliers et aux entreprises

1. Accessibilité aux services électroniques

Le taux d'accessibilité aux services électroniques correspond à la proportion de temps de service réel (sans panne) par rapport au temps de service planifié. Ce dernier est égal à la différence entre le temps total pour une période donnée et le temps de maintenance.

Cet indicateur existe seulement depuis 2004-2005.

1.1 Taux d'accessibilité aux services électroniques

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
		Cible : 98 %	Cible : 98 %
Avril	96 %	94 %	100 %
Mai	84 %	96 %	95 %
Juin	97 %	95 %	100 %
Juillet	96 %	97 %	98 %
Août	100 %	98 %	98 %
Septembre	94 %	84 %	99 %
Octobre	98 %	99 %	99 %
Novembre	98 %	95 %	95 %
Décembre	98 %	97 %	97 %
Janvier	98 %	99 %	98 %
Février	91 %	99 %	99 %
Mars	99 %	98 %	99 %
Cumulatif	96 %	96 %	98 %

2. Appel téléphonique

2.1 Pourcentage des appels téléphoniques qui ont été pris dans un délai de deux minutes

	Total des appels pris				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	761 749	728 758	728 533	768 994	632 946
Mai	556 084	506 618	488 033	459 175	539 803
Juin	403 337	375 376	384 145	378 688	441 251
Juillet	361 748	331 364	278 042	299 034	324 561
Août	373 217	338 936	322 583	361 697	361 861
Septembre	316 461	293 207	284 000	305 488	289 781
Octobre	228 550	221 116	224 234	221 947	224 607
Novembre	195 488	181 638	237 415	234 370	233 679
Décembre	235 026	235 945	236 977	206 358	204 725
Janvier	265 085	266 254	269 934	293 280	257 655
Février	295 190	320 092	316 969	297 053	300 491
Mars	664 935	710 394	585 015	711 369	559 890
Cumulatif	4 656 870	4 509 698	4 355 880	4 537 453	4 371 250

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 80 %	Cible : 80 %
Avril	80 %	90 %	93 %	91 %	92 %
Mai	72 %	90 %	85 %	90 %	88 %
Juin	64 %	92 %	86 %	78 %	90 %
Juillet	69 %	91 %	85 %	79 %	88 %
Août	69 %	88 %	83 %	75 %	95 %
Septembre	71 %	90 %	77 %	87 %	88 %
Octobre	85 %	90 %	88 %	90 %	90 %
Novembre	92 %	91 %	92 %	86 %	91 %
Décembre	93 %	88 %	87 %	78 %	92 %
Janvier	82 %	86 %	76 %	83 %	90 %
Février	84 %	89 %	79 %	94 %	93 %
Mars	91 %	93 %	86 %	92 %	96 %
Cumulatif	79 %	90 %	86 %	86 %	91 %

2.2 Taux d'accessibilité à une ligne téléphonique

Pour les exercices 2002-2003 à 2004-2005, l'indicateur n'inclut pas les résultats de la Direction principale des pensions alimentaires (DPPA).

	Total des appels entrant				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ¹	2006-2007
Avril	778 309	738 387	718 921	791 652	676 888
Mai	560 407	502 965	477 362	477 880	586 916
Juin	421 601	368 250	373 577	398 854	588 127
Juillet	358 454	322 830	267 454	321 055	425 092
Août	484 398	335 560	336 021	414 925	379 417
Septembre	334 276	287 779	281 575	349 423	309 679
Octobre	220 913	213 617	217 800	234 296	236 014
Novembre	188 268	174 486	225 399	286 863	243 076
Décembre	228 187	228 446	230 798	296 062	213 074
Janvier	258 399	255 630	327 874	344 640	292 265
Février	290 733	311 163	365 694	307 307	312 121
Mars	677 892	717 919	633 377	796 387	569 121
Cumulatif	4 801 837	4 457 032	4 455 852	5 019 344	4 371 250

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 90 %	Cible : 90 %
Avril	97 %	98 %	100 %	99 %	95 %
Mai	97 %	99 %	100 %	99 %	94 %
Juin	94 %	100 %	100 %	99 %	76 %
Juillet	98 %	100 %	100 %	98 %	79 %
Août	75 %	98 %	93 %	92 %	96 %
Septembre	92 %	99 %	97 %	92 %	96 %
Octobre	100 %	100 %	98 %	97 %	97 %
Novembre	100 %	100 %	100 %	86 %	98 %
Décembre	100 %	99 %	98 %	71 %	98 %
Janvier	99 %	100 %	78 %	87 %	90 %
Février	99 %	99 %	83 %	98 %	98 %
Mars	97 %	97 %	90 %	91 %	99 %
Cumulatif	95 %	99 %	95 %	93 %	92 %

1. Le total des appels entrant correspond au total des appels ayant accédé à une ligne et les appels rejetés. En 2005-2006, la méthode de calcul a été modifiée pour inclure les appels abandonnés en moins de deux minutes et les résultats de la DPPA.

3. Visite aux bureaux de Revenu Québec

3.1 Pourcentage de visiteurs rencontrés dans un délai de 20 minutes.

	Total des visiteurs rencontrés				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	104 178	88 538	82 144	88 550	70 712
Mai	58 424	53 796	49 098	61 296	58 671
Juin	51 990	56 439	51 480	50 011	48 883
Juillet	59 385	59 399	47 185	47 476	52 628
Août	50 757	46 174	46 774	51 521	46 280
Septembre	54 075	56 524	46 466	48 773	42 650
Octobre	50 576	52 760	41 498	42 284	44 917
Novembre	37 876	37 585	45 754	40 119	40 457
Décembre	38 722	38 247	35 788	34 347	31 802
Janvier	57 934	51 330	54 689	53 202	50 947
Février	74 456	71 544	64 919	59 490	53 448
Mars	82 816	88 223	75 584	75 864	59 597
Cumulatif	721 189	700 559	641 379	652 933	600 992

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 80 %	Cible : 80 %
Avril	98 %	97 %	97 %	95 %	90 %
Mai	98 %	97 %	96 %	96 %	91 %
Juin	97 %	97 %	96 %	93 %	90 %
Juillet	97 %	97 %	96 %	91 %	90 %
Août	97 %	97 %	97 %	92 %	93 %
Septembre	98 %	98 %	97 %	93 %	92 %
Octobre	98 %	98 %	98 %	94 %	95 %
Novembre	98 %	98 %	98 %	93 %	95 %
Décembre	98 %	98 %	98 %	94 %	95 %
Janvier	98 %	98 %	98 %	93 %	95 %
Février	98 %	98 %	98 %	95 %	96 %
Mars	98 %	97 %	97 %	91 %	93 %
Cumulatif	98 %	98 %	97 %	93 %	93 %

4. Correspondance

4.1 Pourcentage de la correspondance à laquelle une suite a été donnée dans un délai de 35 jours

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	51 425	46 496	47 363	45 821	38 296
Mai	59 261	54 753	53 087	49 524	60 646
Juin	56 877	48 732	58 318	44 770	54 743
Juillet	54 958	54 590	59 784	44 924	44 095
Août	46 116	43 938	52 524	46 902	47 425
Septembre	51 251	55 268	56 362	66 997	47 805
Octobre	54 263	53 670	53 776	65 096	55 923
Novembre	49 251	49 167	57 211	52 710	46 911
Décembre	30 578	34 209	39 497	35 219	31 205
Janvier	36 360	41 035	38 647	40 100	36 723
Février	36 003	38 678	37 639	44 423	36 491
Mars	43 545	51 699	46 394	45 324	36 724
Cumulatif	569 888	572 235	600 602	581 810	536 987

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 75 %	Cible : 75 %
Avril	83 %	86 %	87 %	89 %	84 %
Mai	82 %	84 %	86 %	88 %	84 %
Juin	82 %	76 %	82 %	81 %	80 %
Juillet	74 %	71 %	77 %	78 %	84 %
Août	72 %	70 %	78 %	75 %	80 %
Septembre	69 %	67 %	76 %	68 %	80 %
Octobre	64 %	64 %	73 %	61 %	61 %
Novembre	67 %	67 %	72 %	63 %	65 %
Décembre	68 %	75 %	78 %	62 %	72 %
Janvier	67 %	75 %	80 %	66 %	72 %
Février	77 %	81 %	87 %	74 %	77 %
Mars	78 %	84 %	89 %	77 %	80 %
Cumulatif	74 %	75 %	80 %	73 %	77 %

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Opposition à une décision

5.1 Pourcentage des dossiers d'opposition ayant fait l'objet d'une décision dans les six mois de la réception de l'avis d'opposition.

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	815	617	585	593	782
Mai	663	501	589	1 369	641
Juin	536	461	449	595	567
Juillet	709	653	582	642	644
Août	582	511	835	541	531
Septembre	578	590	824	610	764
Octobre	598	538	625	679	632
Novembre	829	653	724	796	942
Décembre	546	582	621	861	694
Janvier	694	678	749	746	835
Février	563	516	638	671	787
Mars	636	538	532	740	747
Cumulatif	7 749	6 838	7 753	8 843	8 566

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 75 %	Cible : 75 %
Avril	76 %	80 %	79 %	80 %	81 %
Mai	75 %	82 %	83 %	88 %	80 %
Juin	78 %	82 %	78 %	68 %	81 %
Juillet	72 %	83 %	85 %	74 %	79 %
Août	72 %	77 %	81 %	71 %	76 %
Septembre	80 %	82 %	82 %	76 %	76 %
Octobre	77 %	82 %	77 %	79 %	77 %
Novembre	74 %	78 %	80 %	79 %	79 %
Décembre	76 %	77 %	78 %	78 %	77 %
Janvier	78 %	77 %	77 %	76 %	77 %
Février	79 %	83 %	78 %	77 %	72 %
Mars	78 %	82 %	76 %	77 %	71 %
Cumulatif	76 %	80 %	80 %	78 %	77 %

6. Service des plaintes

6.1 Pourcentage des plaintes reçues qui ont fait l'objet d'une réponse dans un délai de 35 jours de la réception de la plainte.

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	182	209	181	161	183
Mai	198	248	246	221	288
Juin	216	160	244	275	321
Juillet	263	322	207	344	348
Août	170	115	138	262	291
Septembre	178	165	129	185	186
Octobre	227	177	174	250	251
Novembre	155	115	116	143	244
Décembre	131	127	86	157	213
Janvier	172	135	153	188	168
Février	145	125	165	123	190
Mars	181	188	180	217	200
Cumulatif	2 218	2 086	2 019	2 526	2 883

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 80 %	Cible : 80 %
Avril	85 %	84 %	95 %	90 %	84 %
Mai	89 %	89 %	94 %	91 %	96 %
Juin	88 %	86 %	93 %	95 %	90 %
Juillet	89 %	89 %	91 %	90 %	92 %
Août	95 %	92 %	94 %	94 %	92 %
Septembre	86 %	88 %	92 %	91 %	89 %
Octobre	82 %	85 %	93 %	93 %	92 %
Novembre	78 %	89 %	91 %	90 %	90 %
Décembre	92 %	87 %	88 %	90 %	92 %
Janvier	74 %	82 %	80 %	89 %	91 %
Février	78 %	94 %	78 %	87 %	94 %
Mars	81 %	93 %	91 %	90 %	91 %
Cumulatif	85 %	88 %	90 %	91 %	91 %

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Indicateurs propres aux particuliers

7. Déclaration de revenus des particuliers

7.1 Pourcentage des avis de cotisation délivrés ou des remboursements transmis dans les 28 jours de la réception de la déclaration de revenus des particuliers produite sur support papier.

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	1 307 987	1 481 464	1 440 756	1 399 556	1 020 709
Mai	1 386 162	1 168 131	1 318 432	1 201 572	1 228 526
Juin	509 817	540 423	357 053	361 346	418 560
Juillet	227 199	244 356	188 740	145 244	146 944
Août	98 265	127 140	126 781	112 688	94 407
Septembre	120 413	69 495	83 130	75 969	108 275
Octobre	31 450	18 384	20 951	23 492	38 900
Novembre	14 332	11 551	13 873	13 322	16 994
Décembre	8 616	11 891	12 928	7 966	8 621
Janvier	6 561	6 847	8 986	8 192	10 750
Février	8 022	13 532	9 012	9 956	9 233
Mars	358 219	248 356	300 291	321 333	545 206
Cumulatif	4 077 043	3 941 570	3 880 933	3 680 636	3 647 125

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 70 %	Cible : 70 %
Avril	91 %	91 %	92 %	92 %	93 %
Mai	81 %	83 %	86 %	88 %	82 %
Juin	15 %	15 %	22 %	23 %	21 %
Juillet	13 %	16 %	15 %	20 %	25 %
Août	16 %	13 %	16 %	21 %	21 %
Septembre	15 %	24 %	19 %	21 %	13 %
Octobre	35 %	42 %	46 %	56 %	31 %
Novembre	51 %	45 %	58 %	69 %	56 %
Décembre	39 %	43 %	57 %	49 %	34 %
Janvier	21 %	18 %	49 %	32 %	35 %
Février	48 %	70 %	73 %	65 %	70 %
Mars	99 %	97 %	99 %	96 %	100 %
Cumulatif	69 %	70 %	75 %	77 %	74 %

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

7.2 Pourcentage des avis de cotisation délivrés ou des remboursements transmis dans les 14 jours de la réception de la déclaration de revenus des particuliers produite par voie électronique.

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	587 798	786 515	997 652	1 043 940	890 247
Mai	387 208	396 894	522 036	629 376	778 664
Juin	33 496	35 792	40 780	51 218	56 369
Juillet	8 034	9 670	11 430	13 017	17 479
Août	568	1 207	1 739	3 690	3 268
Septembre	1 083	705	1 183	1 413	2 415
Octobre	147	333	250	322	621
Novembre	134	58	41	89	208
Décembre	25	17	30	24	139
Janvier	3	8	10	10	42
Février	4 740	8 ²	7 851	6 496	8 483
Mars	352 076	312 113	367 660	500 961	670 715
Cumulatif	1 375 312	1 543 320	1 950 662	2 250 556	2 428 650

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 90 %	Cible : 90 %
Avril	95 %	92 %	36 % ³	76 %	88 %
Mai	91 %	90 %	90 %	92 %	91 %
Juin	42 %	54 %	51 %	57 %	60 %
Juillet	32 %	15 %	29 %	33 %	34 %
Août	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Septembre	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Octobre	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Novembre	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Décembre	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Janvier	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Février	99 %	0 %	98 %	100 %	100 %
Mars	95 %	92 %	93 %	79 %	93 %
Cumulatif	92 %	90 %	61 %	80 %	89 %

- Lors du démarrage du traitement des déclarations TP-1 électroniques à la fin de février 2004, des problèmes ont été détectés et des corrections ont été apportées au système transmission électronique de données (TED) et au système TP-1. Ceci a causé un retard de traitement de ces déclarations par rapport au mois correspondant de l'année précédente.
- Le retard a été de courte durée et 94,3 % des déclarations ont été traitées en 20 jours ou moins en avril. Le délai moyen de traitement pour ce mois a été de 15,7 jours. Il a été de 14,9 jours pour l'exercice 2004-2005.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. Pension alimentaire

8.1 Délai moyen des nouveaux dossiers de pensions alimentaires qui ont été traités.

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	1 326	1 011	946	988	832
Mai	1 305	1 279	1 093	1 137	1 126
Juin	1 142	1 044	1 022	1 319	1 004
Juillet	1 402	1 302	1 242	1 108	1 238
Août	1 294	1 060	1 074	1 332	1 189
Septembre	1 099	1 155	1 167	1 146	856
Octobre	1 424	1 213	1 042	943	1 037
Novembre	1 354	1 250	1 279	1 139	1 143
Décembre	1 055	995	910	860	819
Janvier	1 262	1 338	1 115	1 070	1 090
Février	1 237	1 278	1 145	1 196	1 034
Mars	1 032	1 232	1 278	1 090	1 037
Cumulatif	14 932	14 157	13 313	13 328	12 405

	Taux d'atteinte (Délai moyen de traitement en nombre de jours)				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 30 jours	Cible : 30 jours
Avril	15	15	21	29	22
Mai	14	16	23	28	23
Juin	16	17	25	29	26
Juillet	18	16	26	27	24
Août	19	19	28	24	23
Septembre	16	17	26	26	22
Octobre	15	15	23	17	20
Novembre	16	17	24	21	20
Décembre	16	19	26	22	20
Janvier	21	25	36	30	28
Février	16	20	35	25	26
Mars	14	19	32	23	26
Cumulatif	16	18	27	25	23

8.2 Pourcentage des dossiers pour lesquels la première intervention de recouvrement a été effectuée dans un délai de 30 jours du refus de payer, à Revenu Québec, la pension alimentaire et les arrérages dus.

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	1 079	1 229	729	558	396
Mai	979	1 056	520	681	392
Juin	944	988	807	694	449
Juillet	1 074	1 161	574	628	395
Août	1 006	992	609	695	519
Septembre	1 031	1 128	578	748	454
Octobre	1 156	1 170	680	780	485
Novembre	1 185	1 024	647	544	490
Décembre	1 020	842	638	377	386
Janvier	1 252	1 064	509	359	408
Février	1 105	1 158	636	473	377
Mars	1 230	1 303	922	524	422
Cumulatif	13 061	13 115	7 849	7 061	5 173

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 100 %	Cible : 100 %
Avril	99 %	99 %	100 %	100 %	100 %
Mai	99 %	97 %	98 %	100 %	100 %
Juin	100 %	98 %	99 %	100 %	100 %
Juillet	100 %	100 %	98 %	99 %	100 %
Août	99 %	100 %	99 %	100 %	100 %
Septembre	98 %	99 %	100 %	100 %	100 %
Octobre	99 %	100 %	99 %	100 %	100 %
Novembre	99 %	100 %	100 %	96 %	100 %
Décembre	100 %	99 %	100 %	99 %	100 %
Janvier	100 %	100 %	99 %	98 %	100 %
Février	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Mars	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Cumulatif	99 %	99 %	99 %	99 %	100 %

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2007-2008

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Indicateurs propres aux entreprises

9. Déclaration de revenus des sociétés

9.1 Pourcentage des avis de cotisation délivrés dans les 100 jours de la réception de la déclaration de revenus des sociétés.

Cet indicateur existe depuis 2004-2005.

	Total traité		
	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	22 844	29 946	24 133
Mai	22 435	20 156	24 211
Juin	29 552	27 464	37 914
Juillet	25 653	26 019	35 276
Août	22 426	20 425	29 516
Septembre	20 017	41 300	23 756
Octobre	21 489	19 022	29 515
Novembre	26 098	1 436	33 833
Décembre	32 193	52 399	25 915
Janvier	20 099	34 729	32 395
Février	26 565	31 091	26 635
Mars	28 313	27 511	33 836
Cumulatif	297 684	331 498	356 935

	Taux d'atteinte		
	2004-2005	2005-2006	2006-2007
		Cible : 85 %	Cible : 85 %
Avril	95 %	95 %	92 %
Mai	95 %	95 %	92 %
Juin	96 %	93 %	92 %
Juillet	95 %	95 %	94 %
Août	94 %	93 %	94 %
Septembre	90 %	81 %	90 %
Octobre	72 %	90 %	87 %
Novembre	73 %	73 %	86 %
Décembre	89 %	87 %	90 %
Janvier	87 %	90 %	92 %
Février	88 %	89 %	91 %
Mars	88 %	90 %	94 %
Cumulatif	89 %	90 %	91 %

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Inscription en tant qu'entreprise

10.1 Pourcentage des numéros d'inscription attribués sans délai lorsque la personne se présente aux bureaux de Revenu Québec.

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril ⁴	19 855	4 170	4 191	4 562	3 722
Mai		4 135	3 996	3 602	4 559
Juin		3 647	3 742	3 558	3 746
Juillet		3 313	3 130	3 350	3 388
Août		2 997	3 258	3 708	3 492
Septembre		3 582	3 358	3 731	3 330
Octobre	3 511	3 552	3 183	3 510	3 534
Novembre	3 266	3 254	3 506	3 401	3 347
Décembre	2 891	2 848	2 968	3 028	2 708
Janvier	3 912	3 652	3 524	4 022	3 892
Février	3 573	3 823	3 585	3 905	3 483
Mars	3 828	4 341	4 080	4 643	3 986
Cumulatif	40 836	43 314	42 521	45 020	43 187

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 100 %	Cible : 100 %
Avril	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Mai		100 %	100 %	100 %	100 %
Juin		100 %	100 %	100 %	100 %
Juillet		100 %	100 %	100 %	100 %
Août		100 %	100 %	100 %	100 %
Septembre		100 %	100 %	100 %	100 %
Octobre	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Novembre	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Décembre	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Janvier	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Février	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Mars	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Cumulatif	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

10.2 Pourcentage des numéros d'inscription attribués sans délai lorsque la demande est faite par Internet.

L'indicateur portant sur les demandes d'inscription par Internet existe depuis 2004-2005.

Pour les demandes d'inscription effectuées par Internet, les numéros d'inscription sont attribués sans délai (ou en direct) lorsque la demande de l'entreprise est conforme à toutes les exigences du service électronique (exigences opérationnelles de Revenu Québec et de l'Agence du revenu du Canada). Ainsi, aux fins de suivi de cet indicateur, le taux est considéré comme étant atteint à 100 %.

4. Les résultats étaient disponibles pour la première fois au troisième trimestre de l'exercice 2002-2003, et ce, globalement pour les mois d'avril à septembre 2002.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.3 Pourcentage des numéros d'inscription attribués dans un délai de 35 jours lorsque la demande est acheminée par courrier.

Cet indicateur existe depuis l'exercice 2002-2003 et il était mesuré selon un délai de 40 jours. Depuis 2003-2004, il est mesuré selon un délai de 35 jours. À noter qu'il a été rendu public en 2004-2005.

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril ⁵	5 218	918	942	890	681
Mai		883	957	736	857
Juin		891	1 065	905	840
Juillet		1 008	903	1 391	785
Août		707	696	709	680
Septembre		891	841	731	754
Octobre	850	850	899	742	857
Novembre	765	916	936	699	727
Décembre	628	811	807	651	588
Janvier	787	886	1 014	799	786
Février	936	1 032	976	853	801
Mars	838	839	1 028	874	763
Cumulatif	10 022	10 632	11 064	9 980	9 119

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 75 %	Cible : 75 %
Avril	90 %	89 %	85 %	91 %	88 %
Mai		88 %	85 %	93 %	82 %
Juin		85 %	80 %	65 %	86 %
Juillet		87 %	85 %	57 %	85 %
Août		91 %	89 %	86 %	88 %
Septembre		92 %	92 %	92 %	87 %
Octobre	94 %	94 %	93 %	93 %	93 %
Novembre	94 %	92 %	92 %	93 %	94 %
Décembre	95 %	93 %	93 %	93 %	94 %
Janvier	81 %	84 %	85 %	78 %	77 %
Février	85 %	94 %	90 %	80 %	92 %
Mars	92 %	95 %	92 %	87 %	93 %
Cumulatif	90 %	90 %	88 %	82 %	88 %

5. Les résultats étaient disponibles pour la première fois au troisième trimestre de l'exercice 2002-2003, et ce, globalement pour les mois d'avril à septembre 2002.

11. Remboursement de taxe à titre de mandataire**11.1 Pourcentage des demandes de remboursement de la taxe sur les intrants traitées dans un délai de 30 jours ou moins.**

Cet indicateur vise uniquement le traitement des remboursements de taxes sur les intrants (RTI) (pour le régime de la TVQ) et des crédits de taxe sur les intrants (pour le régime de la TPS). Les autres types de remboursements sont exclus (ex. : remboursements liés aux habitations neuves et remboursements aux organismes publics).

	Total traité				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Avril	79 853	90 030	101 923	117 484	83 672
Mai	148 197	166 087	151 111	114 786	118 777
Juin	90 239	86 090	104 394	23 736	154 152
Juillet	86 696	93 675	109 532	29 822	101 698
Août	143 247	142 504	136 009	38 566	144 292
Septembre	79 218	78 823	79 739	343 349	96 195
Octobre	82 466	99 371	99 882	95 700	87 937
Novembre	145 014	136 423	134 130	146 310	137 727
Décembre	80 383	69 359	85 153	89 808	85 727
Janvier ⁶		110 538	99 516	106 992	104 372
Février		148 439	148 955	159 950	158 856
Mars		104 217	106 075	111 846	93 884
Cumulatif	1 283 302	1 325 556	1 356 419	1 378 349	1 367 289

	Taux d'atteinte				
	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
				Cible : 75 %	Cible : 75 %
Avril	78 %	81 %	74 %	79 %	77 %
Mai	81 %	82 %	74 %	83 %	40 %
Juin	63 %	69 %	71 %	49 %	40 %
Juillet	75 %	75 %	78 %	39 %	71 %
Août	84 %	82 %	85 %	55 %	82 %
Septembre	73 %	71 %	73 %	17 %	69 %
Octobre	79 %	80 %	80 %	73 %	79 %
Novembre	81 %	83 %	85 %	84 %	85 %
Décembre	72 %	65 %	66 %	75 %	71 %
Janvier		53 %	63 %	66 %	69 %
Février		83 %	84 %	84 %	85 %
Mars		74 %	74 %	74 %	76 %
Cumulatif	77 %	76 %	77 %	61 %	70 %

6. Les données pour les mois de janvier à mars 2003 ne sont pas disponibles, et ce, en raison d'un problème lié à l'extraction des données. Cependant, les résultats cumulés de l'exercice 2002-2003 incluent ceux des mois de janvier à mars 2003.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Registraire des entreprises

Le tableau suivant inclut trois années, puisque les engagements de la Déclaration de services à la clientèle étaient avant le 1^{er} février 2004 sous la responsabilité de l'IGIF.

TABLEAU COMPARATIF DU REQ CONCERNANT LES DÉLAIS DE LA DÉCLARATION DE SERVICES			
ENGAGEMENT	2006-2007 RÉSULTATS	2005-2006 RÉSULTAT	2004-2005 RÉSULTAT
1. Délai moyen de réponse au téléphone inférieur à 90 secondes	<u>117 secondes</u>	<u>73 secondes</u>	<u>51 secondes</u>
Nombre d'appels :	148 910	163 029	173 556
2. Délai moyen de traitement pour les services du secteur des entreprises.			
Immatriculation au registre des personnes physiques, les sociétés et les autres regroupements.			
<u>Service régulier : 10 jours</u>	<u>2,6 jours</u>	<u>3,0 jours</u>	<u>2,7 jours</u>
Nombre de demandes :	12 782	12 608	8 955
<u>Service prioritaire : 24 heures</u>	Données non disponibles	Données non disponibles	Données non disponibles
3. Délai moyen de traitement pour les services du secteur des entreprises.			
Immatriculation au registre des personnes morales.			
<u>Service régulier : 10 jours</u>	<u>6,2 jours</u>	<u>7,4 jours</u>	<u>5,2 jours</u>
Nombre de demandes :	7 076	7 831	7 850
<u>Service prioritaire : 24 heures</u>	96 %	95 %	97 %
Nombre de demandes :	3 691	3 585	2 853
4. Constitution des personnes morales.			
<u>Service régulier : 5 jours</u>	<u>4,9 jours</u>	<u>7,6 jours</u>	<u>5,2 jours</u>
Nombre de demandes :	22 471	22 004	24 020
<u>Service prioritaire : 24 heures</u>	91 %	83 %	92 %
Nombre de demandes :	6 624	7 264	4 211
5. Autres demandes.			
<u>Service régulier : 15 jours</u>	<u>10,2 jours</u>	<u>16,6 jours</u>	<u>10,8 jours</u>
Nombre de demandes :	31 007	23 839	27 199

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

<u>Service prioritaire : 24 heures</u>	85 %	79 %	86 %
Nombre de demandes :	5 352	4 839	3 226
6. Traitement des déclarations des entreprises qui font affaire au Québec.			
<u>Service régulier : 15 jours</u>	<u>20,7 jours</u>	<u>27,3 jours</u>	<u>17,7 jours</u>
Nombre de déclarations :	565 754	595 467	614 446
<u>Service prioritaire : 24 heures</u>	90%	87%	92%
Nombre de demandes	4 407	4 846	3 553

Question 22

Avis demandés à la Commission d'accès à l'information.

Réponse*Revenu Québec*

Revenu Québec a obtenu 17 avis de la CAI entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2007. Ces avis constituent des réponses à des demandes d'avis qui peuvent remonter avant la période de référence. Ils sont, pour la plupart, disponibles sur le site Internet de la CAI. Des copies demeurent disponibles sur demande.

Registraire des entreprises

Il n'y a eu aucun avis demandé à la Commission d'accès à l'information (CAI) par le Registraire des entreprises.

Question 23

Ententes interministérielles sur l'accès à l'information.

Réponse*Revenu Québec*

Il y a 39 ententes portant sur la communication ou la collecte de renseignements confidentiels en vigueur au 31 mars 2007. Ces ententes ont été conclues avec 17 ministères et organismes publics. Étant donné qu'il s'agit de documents volumineux, ceux-ci peuvent être fournis sur demande.

Registraire des entreprises

Le Registraire des entreprises a convenu de 19 ententes avec d'autres ministères et organismes portant sur l'accès à l'information. Étant donné qu'il s'agit de documents volumineux, ceux-ci peuvent être fournis sur demande.

Question 24

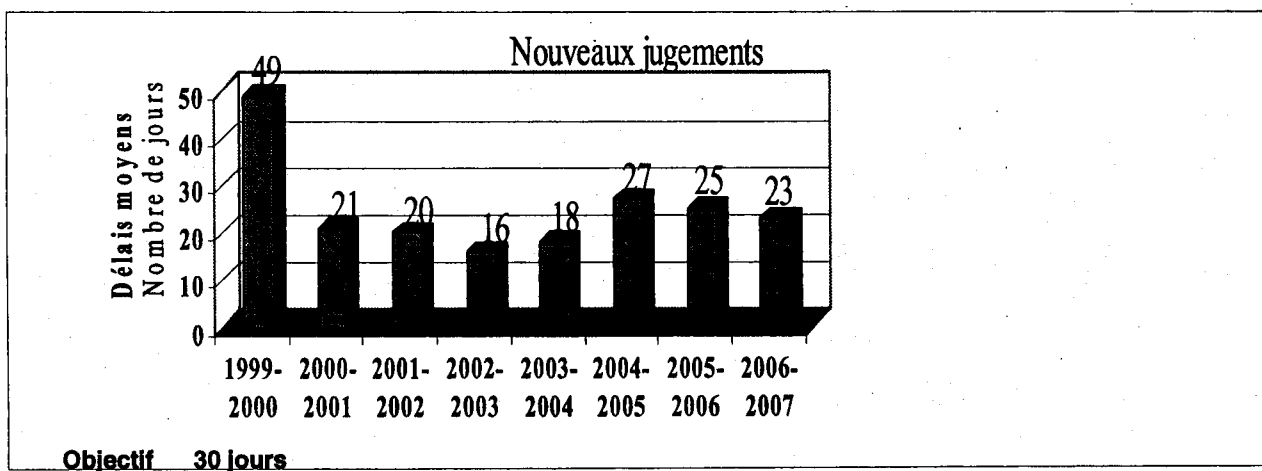
Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire.

Réponse*Revenu Québec*

Concernant le délai de service à la clientèle, le Programme de perception des pensions alimentaires s'est doté d'un indicateur mesurant la prestation de services.

Le graphique ci-dessous présente les résultats du délai de service à la clientèle de 1999-2000 à 2006-2007.

**Programme de perception des pensions alimentaires
Délais moyens de traitement des nouveaux jugements**



Au 31 mars 2007, le délai moyen de service à la clientèle est de 23 jours, respectant ainsi l'objectif de 30 jours.

Par ailleurs, cet indicateur n'étant pas disponible dans les autres provinces, Revenu Québec ne peut donc pas fournir d'information comparable.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 25

Statistiques quant aux bénéficiaires de pensions alimentaires.

Réponse*Revenu Québec*

La clientèle du Programme se divise en deux catégories, soit la clientèle directe et la clientèle indirecte.

Au 31 mars 2007, la clientèle directe se compose de 132 936 débiteurs et de 133 152 créanciers. Le créancier reçoit en moyenne un montant mensuel de 429 \$ en pension alimentaire.

La clientèle indirecte se compose des employeurs, ainsi que des représentants de débiteurs et de créanciers. Dans les cas où la pension alimentaire est perçue au moyen de retenues à la source, l'employeur doit prélever, sur la paye de l'employé visé, le montant de la pension alimentaire et des arrérages, s'il y a lieu, pour ensuite en faire remise à Revenu Québec. La pension alimentaire est perçue par retenues à la source dans plus de 52 % des cas. Pour ce faire, au 31 mars 2007, près de 18 600 employeurs participent à la perception des pensions alimentaires. La collaboration des employeurs est primordiale pour l'atteinte des objectifs du Programme.

Au 31 mars 2007, le montant versé aux créanciers alimentaires a été de 437,7¹ millions de dollars, soit une augmentation de 3 % par rapport à l'année précédente. De plus, 21,4¹ millions de dollars ont été versés au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) pour les dossiers pour lesquels ce dernier s'est subrogé² aux droits du créancier. D'autre part, un montant de 468,3³ millions de dollars a été encaissé.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

1. Données préliminaires au 31 mars 2007.

2. Substitution d'une personne à une autre dans une relation juridique. Elle peut être consentie par un créancier ou un débiteur.

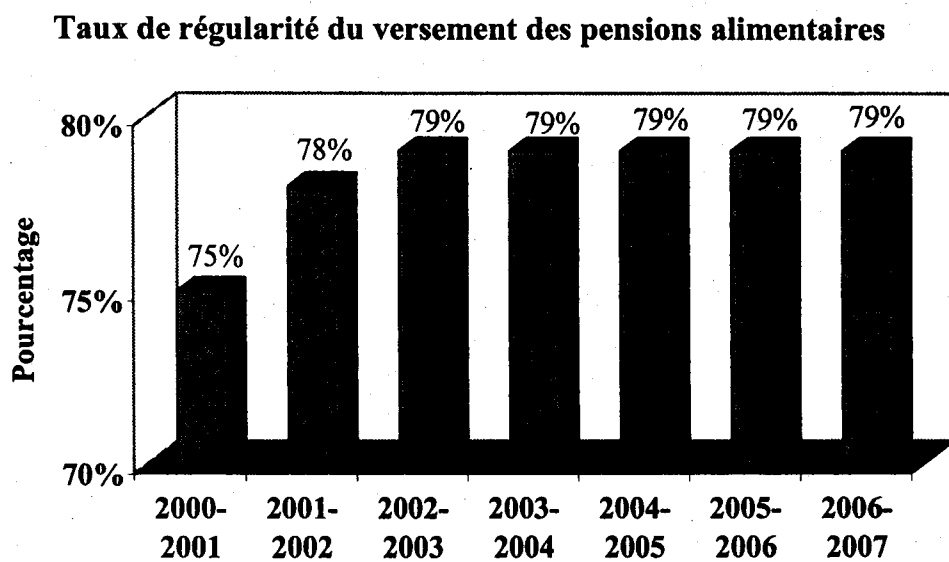
3. Ce montant inclut les encaissements des débiteurs relativement à la sûreté et les frais ainsi que les encaissements des créanciers au 31 mars 2007.

Question 26

Pourcentage de dossiers des pensions alimentaires pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.

Réponse*Revenu Québec*

Un des objectifs fondamentaux du Programme de perception des pensions alimentaires est d'assurer la régularité des paiements. Ainsi, au cours de 2006-2007, 79 % des créanciers ont reçu leur pension courante à temps et en entier. Ce résultat dépasse l'objectif fixé à 76 %. Voici les résultats pour les exercices 2000-2001 à 2006-2007 :

*Registraire des entreprises*

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 27

Évolution des effectifs affectés à la perception des pensions alimentaires en ETC.

Réponse

Revenu Québec

Fonds des pensions alimentaires

Consommation des ETC

Exercices financiers	DPPA	CPF	Autres directions générales	Total ETC
1995-1996 ¹				
1996-1997				387
1997-1998	388	62	32	482
1998-1999	542	104	34	680
1999-2000	546	103	27	676
2000-2001	566	114,5	28	708,5
2001-2002	580	139	57	776
2002-2003	606	133	51	790
2003-2004	607	125	55	787
2004-2005	536	107	45	688
2005-2006	508	85	51	644
2006-2007*	503	65	45	613

* Données préliminaires pour 2006-2007.

Note 1 : Le Fonds des pensions alimentaires a débuté ses opérations en décembre 1995.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 28

Évolution du budget total du fonds des pensions alimentaires.

Réponse

Revenu Québec

Exercices financiers	Traitement et avantages sociaux (\$)	Fonctionnement (\$)	Amortissement (\$)	Intérêts (\$)	Total (\$)
1995-1996 ¹	966 178	714 703	59 358	36 246	1 776 485
1996-1997	10 643 390	4 745 199	1 654 424	410 925	17 453 938
1997-1998	15 705 637	6 150 096	1 811 909	327 582	23 995 224
1998-1999	19 542 532	9 058 420	2 104 535	603 326	31 308 813
1999-2000	23 493 240	10 367 396	2 231 899	679 697	36 772 232
2000-2001	24 744 065	12 658 383	2 245 480	697 711	40 345 639
2001-2002	26 847 092	12 480 035	1 588 168	705 458	41 620 753
2002-2003	28 187 390	13 144 727	1 236 511	602 545	43 171 173
2003-2004	30 741 040	12 148 076	1 191 050	476 092	44 556 258
2004-2005	26 859 459	12 635 899	1 112 933	656 426	41 264 717
2005-2006	26 119 896	12 484 513	879 796	728 054	40 212 259
2006-2007*	29 657 300	9 390 996	977 700	795 604	40 821 600

* Données préliminaires pour 2006-2007

Note 1 : Le Fonds des pensions alimentaires a débuté ses opérations en décembre 1995.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 29

Évolution des effectifs totaux du service des pensions alimentaires.

Réponse

Revenu Québec

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 27 des renseignements particuliers.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 30

Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS.

Réponse

Revenu Québec

Années	Nombre d'ETC consommés
2002-2003	2 979,3
2003-2004	3 120,6
2004-2005	3 153,6
2005-2006	3 112,7
2006-2007	3 114,1

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 31

Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS.

Réponse

Revenu Québec

2006-2007 (estimé)

(en M\$)

129,1

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 32

Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.

Réponse

Revenu Québec

2006-2007 (estimé)

(en M\$)

132,2

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 33

Montant perçu en taxes par Revenu Québec.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 34

Somme globale perçue correspondant à la taxe sur les télécommunications, le gaz et l'électricité.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 35

Montants payés par chaque municipalité en TVQ.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 36

Études et analyses touchant les divers scénarios de baisses d'impôts et leurs impacts.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 37

Crédits d'impôt et déductions fiscales pour les particuliers et les sociétés.

Réponse

Revenu Québec

Le ministère des Finances (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, a publié en octobre 2006 le coût de l'ensemble des dépenses fiscales, édition 2006. Celle-ci constitue la dernière version et elle est disponible sur le site Internet du MFQ.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 38

Nombre moyen de consultations pour un dossier fiscal.

Réponse*Revenu Québec*

Les champs d'intervention de Revenu Québec sont nombreux et diversifiés et la clientèle l'est tout autant. Pour l'impôt, il traite avec des particuliers et des sociétés. Son important réseau de mandataires lui permet de percevoir la taxe de vente du Québec (TVQ), la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe sur les carburants, l'impôt sur le tabac et diverses retenues à la source. À cette clientèle, il faut ajouter celle du Programme de perception des pensions alimentaires, celle des programmes sociaux (Prime au travail et programme Allocation-logement) et celle des mesures économiques à caractère fiscal (remboursement d'impôts fonciers, crédit pour la TVQ, crédit d'impôt pour frais de garde).

Pour une partie des cinq millions et plus de citoyens qui, une fois l'an, déclarent leurs revenus, les relations avec Revenu Québec se limitent généralement à un ou deux contacts. D'autres versent trimestriellement des acomptes provisionnels. Pour les sociétés et les particuliers en affaires qui ont des taxes ou des retenues à la source à verser, la fréquence de leurs échanges avec Revenu Québec varie selon l'ampleur de leurs activités. Pour le Programme de perception des pensions alimentaires, les contacts ou échanges se font de manière continue, car la gestion de ces dossiers dure en moyenne dix ans et implique généralement deux versements par mois.

En outre, Revenu Québec effectue des activités de renseignements, de prévention, de contrôle et de vérification qui peuvent entraîner plus d'échanges avec certains contribuables ou mandataires.

Toute cette clientèle avec laquelle Revenu Québec transige possède un dossier contenant des renseignements de nature fiscale. Il faut comprendre que dans le cadre du processus du traitement, le dossier fiscal d'un contribuable ou d'une entreprise fait l'objet d'un certain nombre d'interventions, interventions qui sont consignées au dossier. Selon la nature et la complexité de ce dossier, les interventions sont en nombre limité ou important tout comme le nombre d'intervenants de Revenu Québec.

Comme mentionné précédemment, selon la nature et la complexité d'un dossier, un dossier fiscal peut faire l'objet ou non de consultations, et ce, par un ou plusieurs intervenants. Cependant, la protection des renseignements confidentiels constitue une préoccupation majeure pour Revenu Québec. Des mesures de sécurité particulières sont prises pour protéger les renseignements que Revenu Québec détient. Le système de sécurité lié à l'accès aux locaux et le système lié aux accès aux données confidentielles sur support numérique, notamment par l'autorisation d'accès personnalisés limitant l'accès aux seuls renseignements dont le personnel a besoin pour accomplir son travail, en sont des exemples. De plus, les consultations de données confidentielles sur support numérique sont enregistrées dans les journaux informatiques permettant ainsi de détecter des anomalies concernant la consultation de ces données.

Plusieurs autres mesures prises par Revenu Québec traduisent bien sa préoccupation face à la protection des renseignements qu'il obtient. Il y a d'abord la mise en place de la Direction centrale de l'accès à l'information et de la protection des renseignements confidentiels (DCAIPRC) qui a comme mission

d'assurer la gestion de la protection des renseignements confidentiels et du traitement des demandes d'accès aux documents en assurant la cohérence et la concertation des actions prises à Revenu Québec dans ce domaine.

De plus, les obligations de Revenu Québec en matière de confidentialité sont détaillées dans la politique ministérielle *Confidentialité des renseignements*. Cette politique est la pierre angulaire d'un ensemble de directives internes liées aux quatre étapes qui composent le cycle de vie des renseignements : la collecte des renseignements, leur utilisation, leur communication et leur conservation.

Finalement, notons que Revenu Québec renouvelle annuellement, auprès de son personnel, l'activité de la signature de la déclaration de discrétion.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 39

Montant de taxe sur le capital prélevé par Revenu Québec.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 40

Part des recettes fiscales totales provenant des sociétés et des particuliers.

Réponse

Revenu Québec

Sur les recettes fiscales totales, la part provenant de l'impôt des sociétés atteint 13,9 % au 31 mars 2006. En ajoutant les recettes fiscales provenant de la perception des taxes à la consommation ainsi que des droits et permis, la portion des recettes totales attribuable aux entreprises passe de 13,9 % à 52,8 %.

La part des recettes totales provenant de l'impôt des particuliers atteint 47,2 % au 31 mars 2006.

Source : Revenu Québec, Rapport annuel de gestion 2005-2006, page 55.

Recettes fiscales et extrabudgétaires Exercices financiers 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006 (millions\$)				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Part des recettes fiscales
Recettes fiscales				
Impôt sur les revenus et les biens				
Particuliers	19 888,8	20 935,6	21 929,3	47,2%
Sociétés	5 839,6	5 927,5	6 442,2	13,9%
Total partiel	25 728,4	26 863,1	28 371,5	61,1%
Taxes à la consommation				
Ventes au détail (TVQ)	13 391,3	14 233,1	14 838,5	32,0%
Carburants	1 782,7	1 786,3	1 836,3	4,0%
Tabac	902,4	913,9	802,3	1,7%
Boissons alcooliques	s.o.	s.o.	414,4	0,9%
Total partiel	16 076,4	16 933,3	17 891,5	38,5%
Droits et permis				
Boissons alcooliques	131,6	69,1	s.o.	s.o.
Opérations forestières	9,5	20,4	20,8	0,0%
Autres droits et permis	117,8	144,0	149,1	0,3%
Total partiel	258,9	233,5	169,9	0,4%
Total des recettes fiscales	42 063,7	44 029,9	46 432,9	100,0%
Recettes extrabudgétaires				
Taxe sur les produits et services (TPS)	7 748,7	8 032,8	8 417,8	
Régime de rentes du Québec	8 019,9	8 442,1	8 933,3	
Fonds des services de santé	4 762,8	4 824,9	5 062,4	
Fonds des pensions alimentaires	428,5	448,3	459,8	
Fonds de l'assurance médicaments	507,0	573,8	640,0	
Régime québécois d'assurance parentale	s.o.	s.o.	218,9	
Fonds spécial olympique	77,8	77,1	68,9	
Commission des normes du travail	48,7	48,7	51,7	
Agence métropolitaine de transport	50,6	50,6	50,9	
Fonds de lutte contre la pauvreté	1,1	0,0	0,0	
Fonds Jeunesse Québec	14,9	15,5	0,0	
Fonds national de formation de la main d'œuvre	48,5	22,9	22,0	
Fonds de partenariat touristique	28,4	30,8	38,9	
RECYC-QUÉBEC (droits sur les pneus neufs)	21,9	22,8	22,5	
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	13,2	13,2	13,0	
Total recettes extrabudgétaires	21 772,0	22 603,5	24 000,1	
Total général	63 835,7	66 633,4	70 433,0	

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 41

Proportion de l'impôt payé pour les particuliers par tranche de revenus.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 42

Suivi du plan ministériel de développement des services électroniques.

Réponse*Revenu Québec*

En 2006-2007, Revenu Québec a poursuivi la réalisation de son plan d'action de 2 ans, couvrant la période 2005-2007, pour le déploiement de sa prestation électronique de services (PES). L'année 2006-2007 constitue en fait une année charnière importante. D'une part, elle conclut les travaux amorcés au début des années 2000 sous l'impulsion du Plan stratégique de déploiement des services d'échanges électroniques. D'autre part, elle a servi à préparer les grands axes d'action de ce qui constituera le prochain plan stratégique de Revenu Québec en matière de PES. Au cours de la dernière année, les travaux réalisés ont permis l'implantation :

- Formulaire dynamique permettant à la clientèle ayant un compte à payer de proposer une entente de paiement.
- Nouvelles mesures de simplification du processus d'inscription des entreprises à Clic Revenu.
- Améliorations apportées à la délégation des rôles pour les services électroniques au sein des entreprises qui s'inscrivent à Clic Revenu.
- Mesures visant à diminuer la période de non disponibilité des services lors des implantations de systèmes.
- Amélioration de la fonction « Concilier les remises » pour les services de pensions alimentaires.

Efforts déployés pour accroître les services électroniques existants

- Adhésion de nouveaux concepteurs de logiciels à la transmission électronique de déclarations fiscales à partir de fonctions intégrées à leur logiciel.
- Démarches auprès des institutions financières afin d'obtenir l'ajout de nouveaux types de paiements électroniques.
- Activités de communications externes.

Prochains projets en étude

- Déclaration de revenus préremplie : dès 2008, Revenu Québec amorcera l'implantation de la déclaration préremplie. Pour la première année, il réalisera un projet pilote auprès d'un groupe cible d'environ 100 000 citoyens au sein duquel se trouvera une part importante d'aînés. La déclaration préremplie sera d'abord offerte aux contribuables qui produisent de façon manuscrite leur déclaration de revenus.
- Projet Mon dossier pour le particulier : ce projet porte sur l'évolution de la gamme de services électroniques offerts aux citoyens et favorisera un enrichissement notable des services informationnels et des services transactionnels.

Ce projet constitue une mesure de simplification, car il permettra aux citoyens d'avoir accès en ligne à leur dossier fiscal et aux données des relevés de renseignements que possède Revenu Québec.

- Mise en place d'un portail, d'un environnement d'essai et d'un cadre de gestion de la sécurité pour les relations avec les partenaires.
-

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 43

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.

Question 44

Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail, par régions.

Réponse

Revenu Québec

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Registraire des entreprises

Cette question ne concerne pas le Registraire des entreprises.